

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure avec négociation et organisation d'un jury

(articles L.2124-1 et L.2124-3, R.2124-1 et R.2124-3 3° et R.2161-12 à R.2161-20 et article R2171-16 du code de la commande publique)

Marché public global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien, hôtellerie et la maintenance, pour une Opération comprenant la création d'un Centre de Rétention Administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice en Loire-Atlantique

Article L2171-4 4° du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Référence de la consultation :
SGAMIO_NANTES_MGS_CRA44_Cand

1 - PREAMBULE.....	7
2 - Objet DU MARCHE.....	7
2.1 - DESCRIPTION de l’opération.....	7
2.1.1 - Objet et consistance de l’Opération.....	7
2.1.2 - Site de réalisation de l’opération.....	7
2.1.3 - Les impératifs de sûreté applicables à l’Opération.....	7
2.1.4 - Les intervenants à l’Opération.....	7
2.1.4.1 - Le Maître d’Ouvrage (MOA).....	7
2.1.4.2 - L’Assistant à Maîtrise d’Ouvrage.....	8
2.1.4.3 - Le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS).....	8
2.1.4.4 - Le Contrôleur Technique (CT).....	8
2.2 - DESCRIPTION du marché.....	8
2.2.1 - Objet du marché.....	8
2.2.2 - Qualification juridique du marché.....	8
2.2.3 - Décomposition du marché.....	8
2.2.3.1 - Décomposition du marché.....	8
2.2.3.2 - Décomposition du marché en phases et en missions.....	8
2.3 - Prescriptions concernant le TITULAIRE du marché.....	9
2.3.1 - Dispositions générales applicables au TITULAIRE.....	9
2.3.1.1 - Définition du TITULAIRE.....	9
2.3.1.2 - Domicile du TITULAIRE.....	9
2.3.1.3 - Représentants du TITULAIRE et postes clefs.....	9
2.3.1.4 - Devoir de discrétion.....	10
2.3.1.5 - Devoir de prise de connaissances des documents.....	10
2.3.1.6 - Devoir d’Alerte.....	10
2.3.2 - Dispositions spécifiques à la cotraitance.....	10
2.3.2.1 - Forme du groupement.....	10
2.3.2.2 - Obligations du Mandataire.....	11
2.3.2.3 - Obligations des co-traitants.....	11
2.3.2.4 - Défaillance d'un membre du groupement.....	11
2.3.3 - Dispositions spécifiques à la Maîtrise d’Œuvre intégrée (MOEI).....	12
2.3.4 - Dispositions spécifiques à la sous-traitance.....	12
2.3.4.1 - Interdictions concernant la sous-traitance des missions de MOEI.....	12
2.3.4.2 - Présentation des déclarations de sous-traitance.....	12
2.3.4.3 - Présentation des montants de sous-traitance.....	12
2.3.4.4 - Quitus des sous-traitants.....	13
2.4 - PART DES PRESTATIONS RESERVEES A DES PME OU ARTISANS.....	13
2.5 - DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	13
2.5.1 - Clause sociale.....	13
2.5.1.1 - L’engagement d’insertion.....	13
2.5.1.2 - Objectifs de l’action d’insertion et impact sur la qualité des parcours d’insertion.....	13
2.5.1.3 - Les modalités de suivi.....	13
2.5.1.4 - Public éligible.....	14
2.5.1.5 - Modalités de mise en œuvre de la clause sociale.....	14
2.5.2 - Certification achats responsables.....	14
2.5.3 - Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations.....	14
3 - Pièces contractuelles.....	14
3.1 - structuration des pieces CONTRACTUELLES du marche.....	14
3.1.1 - Pièces particulières.....	15
3.1.2 - Pièces générales.....	15
3.2 - CONFORMITE des pieces constitutives aux normes et reglements.....	16
3.2.1 - Législations et normes applicables.....	16
3.2.2 - Stipulations réputées non écrites.....	16
4 - clauses financieres.....	16
4.1 - prix du marché.....	16
4.1.1 - Nature des prix.....	16
4.1.2 - Contenu des prix.....	16
4.1.3 - Variation des prix.....	17
4.1.3.1 - Mois d’établissement des prix du Marché.....	17
4.1.3.2 - Modalités de révision des prix relevant des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).....	17
4.1.3.3 - Index de référence et formule de révision pour les phases d’Exploitation.....	18
4.1.3.4 - Transmission pour approbation.....	19

4.1.3.5 - Caractère définitif des révisions.....	19
4.1.3.6 - Règles communes d'arrondi pour le calcul des révisions.....	19
4.2 - Avance.....	19
4.2.1 - Droit à avance de phase	19
4.2.2 - Modalités de règlement des avances de phase.....	20
4.2.3 - Modalités de remboursement des avances de phase.....	20
4.3 - Retenue de garantie.....	20
4.4 - modalités de règlement.....	20
4.4.1 - Règlement de la prime.....	20
4.4.2 - Échéancier de paiement.....	20
4.4.2.1 - Échéancier de paiement de la Phase de Conception (P1).....	21
4.4.2.2 - Échéancier de paiement de la Phase de Réalisation (P2).....	21
4.4.2.3 - Échéancier de paiement de la Phase d'Exploitation (P3).....	21
4.4.3 - Présentation et traitement des demandes de paiement pour la Phase 1 et 2.....	21
4.4.3.1 - Transmission des demandes de paiement par le Mandataire du groupement.....	21
4.4.3.2 - Transmission des demandes de paiement via EDIFLEX.....	22
4.4.3.3 - Demandes de paiement mensuelle (Projets de décompte mensuel).....	22
4.4.3.4 - Règlement des acomptes mensuels.....	22
4.4.3.5 - Demande de paiement finale des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).....	22
4.4.3.6 - Établissement du décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).....	23
4.4.3.7 - Cas du décompte général tacite des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).....	23
4.4.1 - Présentation et traitement des demandes de paiement pour la Phase 3.....	23
4.4.1.1 - Transmission des demandes de paiement par le Mandataire du groupement.....	23
4.4.1.2 - Transmission des demandes mensuelles de paiement via CHORUS.....	23
4.4.1.3 - Demandes de paiement pour solde et règlements partiels définitifs.....	24
4.4.1.4 - Modalités de règlement de la Phase d'Exploitation et demande de paiement final.....	24
4.4.2 - Paiement des co-traitants.....	24
4.4.3 - Paiement des sous-traitants.....	24
4.4.4 - Délais de paiement.....	25
4.4.5 - Intérêts moratoires.....	25
4.4.6 - Comptable public assignataire.....	25
4.4.7 - Cession ou Nantissement de Créances.....	25
4.5 - Rémunération des prestations supplémentaires ou modificatives.....	25
4.5.1 - Fiches Modificatives.....	25
4.5.2 - Modifications à l'initiative du MOA.....	26
4.5.3 - Modifications à l'initiative du TITULAIRE.....	26
4.5.4 - Validation des fiches modificatives.....	26
4.5.5 - Mise en œuvre des fiches modificatives.....	26
4.6 - marches pour prestations similaires.....	27
5 - Clauses relatives aux délais.....	27
5.1 - durée du marché et délais.....	27
5.2 - Délais d'exécution des phases.....	27
5.2.1 - Délai d'exécution de la phase de Conception (D-P1).....	27
5.2.2 - Délais d'exécution relatifs à la phase de Réalisation (D-P2).....	27
5.2.2.1 - Délai d'achèvement des ouvrages (D-P2-1).....	27
5.2.2.2 - Délai maximum de levée des réserves sur les ouvrages (D-P2-2).....	28
5.2.3 - Délai d'exécution de la phase d'Exploitation (D-P3).....	28
5.3 - Délais D'exécution des missions.....	28
5.3.1 - Délais d'exécution des missions relevant de la Phase de Conception (P1).....	29
5.3.2 - Délais d'exécution des missions relevant de la Phase de Réalisation (P2).....	29
5.3.3 - Délais d'exécution des missions relevant de la Phase d'Exploitation (P3).....	29
5.4 - PROLONGATION DE DELAIS.....	30
5.5 - INTEMPERIES.....	30
5.5.1 - Caractérisation des journées d'intempéries.....	30
5.5.2 - Admissibilité des journées d'intempéries.....	30
5.5.3 - Calcul de la prolongation de délais.....	31
6 - PENALITES.....	31
6.1 - Généralités.....	31
6.2 - PENALITES DE RETARD.....	31
6.3 - PENALITES POUR AUTRES MANQUEMENTS.....	31
7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	31
7.1 - MODALITES D'EXECUTION pour l'ensemble des phases.....	31
7.1.1 - Obligations administratives.....	31

7.1.1.1 - Utilisation de la langue française.....	31
7.1.1.2 - Notification des modifications portant sur la situation du TITULAIRE.....	31
7.1.1.3 - Protection de la main-d’œuvre et conditions du travail.....	32
7.1.1.4 - Lutte contre le travail dissimulé ou illégal.....	32
7.1.2 - Moyens de communication.....	32
7.1.2.1 - Ordres de service.....	32
7.1.2.2 - Autres moyens de communication.....	32
7.1.3 - Pilotage et management de projet.....	32
7.1.4 - Hygiène, santé et sécurité.....	32
7.1.4.1 - En phase de Conception.....	33
7.1.4.2 - En phase de Réalisation.....	33
7.1.4.1 - En phase d’Exploitation.....	33
7.2 - modalités d’exécution pour la phase P2.....	33
7.2.1 - Période de préparation chantier.....	33
7.2.2 - Base vie et installations de chantier.....	33
7.2.3 - Procédures administratives et autorisations requises pour la réalisation des travaux.....	33
7.2.4 - Implantation des ouvrages.....	34
7.2.4.1 - Plan général d’implantation.....	34
7.2.4.2 - Piquetage général.....	34
7.2.4.3 - Piquetage spécial des ouvrages.....	34
7.2.5 - Protection de l’environnement et gestion des déchets.....	34
7.2.6 - Mise à disposition d’emprises ou de terrains.....	34
7.2.7 - Garde des ouvrages.....	34
7.2.8 - Mise à disposition temporaire d’ouvrages ou de parties d’ouvrage.....	34
7.2.9 - Prise de possession anticipée pour motifs impérieux.....	34
7.3 - modalités d’exécution pour la phase P3.....	35
7.3.1 - Généralités.....	35
7.3.2 - Obligation de résultats.....	35
7.3.3 - Obligations de conseil et d’information.....	35
7.3.3.1 - Obligation de conseil.....	35
7.3.3.2 - Veille technologique et réglementaire.....	35
7.3.4 - Modification des installations en cours de la phase Exploitation.....	35
7.3.5 - Protection des installations existantes.....	36
7.3.6 - Plan de progrès.....	36
7.3.7 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément.....	36
7.3.8 - Organisation de l’exécution des prestations et du travail.....	36
7.3.8.1 - Continuité des prestations.....	36
7.3.8.2 - Horaires d’intervention.....	36
7.3.8.3 - Effectifs.....	36
7.3.8.4 - Encadrement du personnel.....	36
7.3.8.5 - - Locaux, matériels et fluides mis à la disposition du TITULAIRE.....	37
7.3.9 - Particularités d’exécution de la mission 15b (prestations d’hôtellerie, restaurations et services dans la zone de rétention) : R5.....	37
7.3.9.1 - Suspension exceptionnelle des prestations de la mission 15b.....	37
7.3.9.2 - Etat contradictoire des effectifs « retenus » pour le calcul du prix de la mission 15b.....	37
8 - contrôle et achèvement des prestations.....	37
8.1 - CONTRÔLE DES dossiers d’études et autres LIVRABLES DOCUMENTAIRES.....	37
8.1.1 - Contrôle des Etudes de conception en phase de Conception (P1).....	37
8.1.2 - Contrôle des Etudes d'Exécution en phase Réalisation (P2).....	38
8.1.3 - Contrôle des autres livrables documentaires.....	38
8.2 - contrôle et réception des travaux.....	38
8.2.1 - Contrôle, suivi et essais.....	38
8.2.2 - Opérations Préalables à la Réception.....	38
8.2.2.1 - Opérations Préalables à la Réception Internes au TITULAIRE (OPRI).....	38
8.2.2.2 - Opérations Préalables à la Réception du MOA (OPRM).....	39
8.2.3 - Décision de réception des travaux actant la livraison des ouvrages (DP2-2).....	39
8.2.3.1 - Réception avec réserves actant la livraison des ouvrages.....	39
8.2.3.2 - Réception sous réserve.....	39
8.2.3.3 - Réception avec réfaction sur prix.....	40
8.3 - vérification et admission des prestations en phase exploitation : entretien, HOTELLERIE ET MAINTENANCE.....	40
8.3.1 - Contrôle des prestations d’Exploitation.....	40
8.3.2 - Décision d’admission.....	40
8.3.2.1 - Ajournement.....	40
8.3.2.2 - Réfaction.....	41

8.3.2.3 - Rejet.....41

9 - CLAUSE DE REEXAMEN.....41

9.1 - Modification des prestations.....41

9.1.1 - Modification des surfaces.....41

9.1.2 - Modification des caractéristiques.....41

9.2 - Ajout d’un bâtiment ou d’un espace.....41

9.3 - - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....42

9.3.1 - - Prolongation de la durée du contrat.....42

9.3.2 - - Surcoûts éventuels.....42

9.4 - - Clause de transfert.....42

9.5 - - Retrait d’un bâtiment ou d’un espace (hors périmètre clause de réexamen).....42

9.6 - - DISPARITION D’UN INDICE DE REFERENCE POUR LE CALCUL DE REVISION DE PRIX.....42

10 - FIN DU MARCHE.....42

10.1 - Terme du marché.....42

10.2 - Remise en fin de marché.....42

10.2.1 - Etat des lieux.....42

10.2.1.1 - Documentation et bases de données.....43

10.2.1.2 - Restitution des installations techniques.....43

10.2.2 - Réversibilité et transférabilité technique des services.....43

10.3 - Résiliation du marché avant son terme.....43

11 - GARANTIES.....43

11.1 - Garantie de parfait achèvement.....43

11.2 - Garantie de bon fonctionnement.....44

11.3 - Garantie décennale.....44

11.3.1 - Garanties particulières.....44

11.3.1.1 - Garanties Particulières sur les matériels et réseaux VDI.....44

11.3.1.2 - Garanties Particulières sur les mobiliers.....44

11.3.1.3 - Garanties Particulières sur les espaces verts.....44

12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....44

12.1 - Responsabilités.....44

12.1.1 - Dommages aux tiers.....44

12.1.2 - Dommages subis par le MOA.....44

12.1.2.1 - Dommages matériels.....44

12.1.2.2 - Dommages immatériels.....44

12.1.2.3 - Dommages subis par le personnel du maitre d’ouvrage.....44

12.1.3 - Exonération.....44

12.1.4 - Responsabilité décennale.....44

12.2 - Assurances.....45

12.2.1 - Assurances du marché.....45

12.2.1.1 - Assurance responsabilité civile professionnelle.....45

12.2.1.2 - Assurance responsabilité décennale.....45

12.2.1.3 - Assurance tous risques chantier.....45

12.2.2 - Assurances au titre des phases d’exploitation maintenance.....45

12.2.3 - Autres polices d’assurance.....45

12.2.4 - Communication des polices d’assurance.....45

12.2.5 - Absence ou insuffisance de garantie du TITULAIRE.....45

12.2.6 - Assurance maître de l’ouvrage.....45

12.2.7 - Sinistres.....45

13 - AUDIT.....45

14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....46

14.1 - Droits du MOA.....46

14.2 - Droits du TITULAIRE.....46

14.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire.....46

15 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....46

15.1 - Description du traitement de données a caractère personnel.....46

15.1.1 - Obligations du TITULAIRE.....46

15.1.1.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....47

15.1.1.2 - Droit d'information des personnes concernées.....47

15.1.1.3 - Exercice des droits des personnes.....47

15.1.1.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....47

15.1.1.5 - Aide du TITULAIRE dans le cadre du respect par le MOA de ses obligations.....47

15.1.1.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....47

15.1.1.7 - Sort des données.....48

15.1.1.8 - Délégué à la protection des données.....48

15.1.1.9 - Registre des catégories d'activités de traitement.....48

15.1.1.10 - Documentation.....48

15.1.2 - Obligations du mandataire.....48

16 - Redressement ou liquidation judiciaire.....48

17 - REGLEMENT DES DIFFERENDS.....49

17.1 - DROIT APPLICABLE.....49

17.2 - PRINCIPE DE reglement amiable des differends.....49

17.3 - Mémoire en réclamation.....49

17.4 - RECOURS AU mediateur et AU COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE.....49

17.5 - JURIDICTION COMPETENTE.....49

18 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....49

18.1 - Dérogations générales au CCAG Travaux.....49

18.1.1 - Remplacements des mots "Entrepreneurs" par " le TITULAIRE"49

18.1.2 - Remplacement des mots "Maître d'œuvre" par "MOA".....49

18.1.3 - Remplacement des mots "Maitre d'œuvre" par "Le MOEI".....50

18.1.4 - Suppression des mots "Maître d'œuvre".....50

18.2 - DEROGATIONS SPECIFIQUES.....50

19 - liste des annexes.....50

19.1 - Annexe n°1 : Modalité de mise en œuvre de la clause sociale.....50

19.2 - ANNEXE N°2 : EDIFLEX.....50

19.3 - Annexe n°3 : Délais – Pénalités.....50

19.3.1 - ANNEXE N°3b : Notice explicative Délais – Pénalités M14.....50

19.4 - Annexe n°4 : Les Spécifications de Pilotage et de Management de projet.....50

19.5 - Annexe n°5 : Fiche modificative (transmise en phase offres).....50

19.6 - Annexe n°6 : La Charte Chantier vert (transmise en phase offres).....50

1 - PREAMBULE

A ce stade de la consultation, le MOA se réserve le droit d'apporter les modifications nécessaires au présent document.

Une nouvelle version du CCAP sera transmise lors de la phase offres.

Certaines pièces de la consultation et ou annexes, seront également transmises en phase offres. Ces éléments sont mis en lumière à travers la couleur rouge tout au long du document.

2 - OBJET DU MARCHÉ

2.1 - DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

2.1.1 - Objet et consistance de l'Opération

L'Opération comprend : l'installation d'un centre de rétention administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice dans le département de la Loire-Atlantique, décidé par le ministre de l'Intérieur 4 octobre 2022.

- **Centre de Rétention administrative**

A titre préliminaire, les CRA sont des lieux de privation de liberté, qui ne relèvent pas de l'administration pénitentiaire. Aux termes du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ils sont créés par arrêté du ministère de l'Intérieur, en charge de l'immigration.

Les CRA ont vocation à accueillir des étrangers en situation irrégulière, dans l'attente d'une procédure d'éloignement. Les CRA sont donc des lieux de séjour temporaires des retenus qui doivent proposer des conditions d'accueil (hébergement, restauration, détente...), d'accompagnement et d'informations respectueuses des droits de la personne retenue, ainsi qu'un accompagnement social et sanitaire, tout en assurant la sûreté-sécurité de l'ensemble des personnes (utilisateurs et usagers) amenées à fréquenter l'établissement de façon temporaire ou permanente.

Le CRA de Loire Atlantique disposera de :

- 140 places de retenus,
- D'un effectif de police d'environ 200, et de 50 intervenants extérieurs (association, personnels médical, prestataires entretien-maintenance, restauration...).

Le centre intégrera des espaces :

- D'accueil de visiteurs (avocat, traducteur, proches, familles...)
- De rétention et de prise en charge de retenus,
- De services aux retenus,
- Dédiés aux personnels de police,
- De logistique et dédiés aux différents prestataires,
- Extérieurs de stationnement, de sécurité et de logistique,

Pour une surface totale d'environ :

- 5400 m² SDO (hors m² patio/cour) incluant l'annexe de justice
- 4677 m² d'espaces extérieurs incluant l'annexe de justice

- **Annexe de Justice**

L'annexe de justice est dédiée au traitement des dossiers des retenus, qui disposera :

- D'un effectif d'environ 10 personnes (avocat, magistrat, greffier, personnel de justice, ...)

L'annexe intégrera des espaces :

- dédiés à l'accueil de public,
- de salles d'audiences publiques,
- dédiés aux personnels de Justice (avocat, greffier, magistrat...)
- de logistique et d'entretien,
- de stationnements extérieurs,

Pour une surface totale d'environ :

- 450m² SDO,

2.1.2 - Site de réalisation de l'opération

Le site cible de l'opération se situe au nord-est de la ville de Nantes, au sein de la ZAC du Champ de Manœuvre, à l'interface entre : une zone d'activité économique à l'est, une zone résidentielle au nord/ouest, à proximité immédiate de la Maison d'arrêt de Nantes Carquefou.

A date de rédaction du présent : la parcelle cadastrale du site cible du projet est la parcelle VX0046 (17,36 ha). Cette dernière est commune avec celle de la maison d'arrêt de Nantes – Carquefou.

Positionné au nord de l'emprise de la maison d'arrêt, le périmètre du site de projet fait 4.7Ha. Ce périmètre sera distinct de celui du quartier Maison d'Arrêt.

2.1.3 - Les impératifs de sûreté applicables à l'Opération

Au stade de la consultation, les impératifs liés aux questions de la sûreté seront remis en phase offres.

2.1.4 - Les intervenants à l'Opération

Hormis le TITULAIRE du présent marché, les principaux intervenants de cette opération avec lesquels le TITULAIRE est amené à collaborer sont listés ci-dessous.

2.1.4.1 - Le Maître d'Ouvrage (MOA)

La Maîtrise d'Ouvrage de l'Opération revient au Secrétariat Général pour l'administration du ministère de l'intérieur Ouest à Rennes (SGAMI Ouest) :

28 rue de la Pilate CS 40725
35207 Rennes Cedex 2

Eu égard à la nature et à l'objet du présent marché, les parties conviennent que le MOA ne saurait être regardé ni comme exerçant, ne fût-ce qu'en partie, la maîtrise d'œuvre du projet.

2.1.4.2 - L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage fait appel à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ayant une mission d'assistance à caractère général pour la phase conception et réalisation (P1 et P2) ci-après désignée « l'AMO » :

EGIS CONSEIL
3 rue Louis Braille
35208 RENNES

Des interfaces sont à prévoir entre le TITULAIRE du présent marché et l'AMO.

2.1.4.3 - Le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

En phase de Conception comme en phase de Réalisation (P1 et P2), le MOA est assisté d'un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, ci-après désigné le « CSPS ».

Ses coordonnées sont transmises au TITULAIRE à la notification du marché.

La mission confiée au CSPS est une mission de niveau 1.

2.1.4.4 - Le Contrôleur Technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du présent Marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues aux articles L.125-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Le Contrôleur Technique, ci-après désigné le « CT », intervient pendant la phase de Conception et de Réalisation (P1 et P2), jusqu'à la fin des périodes de garantie post-réception.

Ses coordonnées sont transmises au TITULAIRE à la notification du marché.

Le CT pourra être notamment chargé des missions suivantes :

- L+P, relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables et à la solidité d'équipements non indissociablement liés soit éléments d'équipements dissociables pouvant être supprimés sans porter atteinte aux ouvrages indissociables.
- S, relative à la sécurité des personnes dans les constructions.
- PH / ATTPH, relative à l'isolation acoustique des bâtiments.
- TH / ATTTTH, relative à l'isolation thermique des bâtiments.
- F, relative au fonctionnement des installations.
- GTB : cette mission complète les missions S et F en ciblant le système de gestion technique du bâtiment.
- ENV, relative à l'environnement.
- HYS, relative à l'hygiène et à la santé.
- Brd, relative au transport des brancards dans la partie hébergements.
- HAND, relative à l'accessibilité des personnes handicapées,
- VAMST/CONSUEL, relatives aux vérifications avant mise sous tension des installations électriques en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL.
- VIEL, relative aux vérifications initiales des installations électriques.
- PV, relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées, le CT peut effectuer des mesures en propre sur les ouvrages et installations réalisées par le TITULAIRE.

Le TITULAIRE doit communiquer au CT tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Le TITULAIRE doit se conformer aux prescriptions adressées par le CT.

Le TITULAIRE est réputé avoir pris en compte ces dispositions dans l'établissement du prix global et forfaitaire du présent marché, étant entendu qu'il ne peut à ce titre, prétendre à une prolongation de délais, ou à une rémunération complémentaire.

2.2 - DESCRIPTION DU MARCHÉ

2.2.1 - **Objet du marché**

Le présent marché a pour objet :

- La Conception, la Réalisation et l'aménagement mobilier d'un centre de rétention administrative (CRA) et d'une annexe de justice (AJ)
- L'Exploitation, via l'entretien et la maintenance de l'ensemble des espaces du CRA et de l'annexe de justice (espaces intérieurs et extérieurs, de loisir, de module de rétention...) ainsi que l'exécution des prestations d'hôtellerie, restauration et services.

2.2.2 - **Qualification juridique du marché**

Le marché objet de la présente consultation correspond à la définition d'un Marché Public Global Sectoriel (MPGS) au sens des articles L2171-1, 3° et L2171-4, 4° du code de la commande publique, portant sur la conception, la réalisation, l'aménagement, l'exploitation via l'entretien et la maintenance ainsi que l'exécution des prestations d'hôtellerie, restauration et services du centre de rétention administrative et d'une annexe de justice.

2.2.3 - **Décomposition du marché**

2.2.3.1 - Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas décomposé en Tranche. Il est exécutoire dès sa date de notification.

2.2.3.2 - Décomposition du marché en phases et en missions

Le présent marché est décomposé en phases d'exécution et en missions, lesquelles structurent notamment les délais, ainsi que les modalités d'avancement et de paiement.

Les phases d’exécution se définissent comme un ensemble de missions regroupées par ordre chronologique.

Les missions se définissent comme un ensemble homogène de prestations à exécuter distinctement et faisant l’objet de prix forfaitaires distincts mentionnés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire annexée à l’AE.

Précisément, le présent marché se décompose en trois phases d’exécution qui comprennent plusieurs missions :

- **La phase n°1 (P1), ci-après désignée « Phase de Conception »**, recouvre les missions suivantes :
 - Mission n°1a: Pilotage (en Phase de Conception)
 - Mission n°2 : Etudes de conception de niveau Avant-Projet Détaillé
 - Mission n°3 : Démarches administratives
 - Mission n°4 : Etudes de Conception de niveau Projet
 - Mission n°5 : Etudes d’aménagement, mobilier et signalétique
 - Mission n°6a : Préparation de chantier (en phase conception)

- **La phase n°2 (P2), ci-après désignée « Phase de Réalisation »**, recouvre les missions suivantes :
 - Mission n°1b: Pilotage (en phase de Réalisation)
 - Mission n°6b : Préparation de chantier (défrichage + base vie + sécurisation)
 - Mission n°7 : Etudes d’Exécution et synthèse
 - Mission n°8 : Contrôle et Visa des documents d’Exécution
 - Mission n°9 : DET_Direction Exécution des travaux
 - Mission n°10 : Réalisation des travaux
 - Mission n°11 : Aménagement des locaux, fourniture et Installation des mobiliers/équipements fixes prévus au marché
 - Mission n°12 : Contrôle de conformité des travaux en cours d’exécution
 - Mission n°13 : Opérations Préalables à la Réception (OPRI et OPRM), épreuves/essais, levée des réserves, GPA

- **La phase n°3, ci-après désignée « Phase d’Exploitation »**, recouvre les missions suivantes :
 - Mission n°1c : Pilotage en Phase d’Exploitation
 - *Rubrique 1 : pilotage multi techniques et multi services*
 - Mission n°14 : Entretien et maintenance courante (niveau 1 à 3)
 - *Rubrique 2 : Gestion de la sécurité incendie*
 - *Rubrique 3 : Maintenance Sûreté des bâtiments – Niveau 1 à 3 (vidéo protection, contrôle d’accès, anti-intrusion, interphonie et sonorisation)*
 - *Rubrique 4 : Entretien (espaces verts) et Maintenance Immobilière – Niveau 1 à 3*
 - Mission n°15 a : prestations de nettoyage hors zone de retenu (R5)
 - Mission n°15 b : prestations multi-services : restauration, blanchisserie, nettoyage et propreté pour la zone de rétention (R5)
 - Mission n°16 : Réversibilité / transférabilité technique

2.3 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ

2.3.1 - Dispositions générales applicables au TITULAIRE

2.3.1.1 - Définition du TITULAIRE

Le TITULAIRE désigne le groupement d’entreprises auquel le MOA confie l’exécution des prestations objet du présent marché.
Le TITULAIRE est représenté par le Mandataire du groupement d’entreprises.

2.3.1.2 - Domicile du TITULAIRE

L’ensemble des notifications se rapportant à l’exécution du présent marché est opéré à l’adresse du siège social du représentant du TITULAIRE. Si d’aventure ce dernier élit domicile dans des locaux dédiés à l’exécution du présent marché, et à proximité immédiate du site de réalisation des travaux, il en informe le MOA qui peut, d’un commun accord avec le TITULAIRE, adresser les notifications à l’adresse de ces locaux dédiés.

2.3.1.3 - Représentants du TITULAIRE et postes clefs

En complément de l’article 3.4.1 du CCAG Travaux, il est précisé que le TITULAIRE désigne un « Directeur de projet » unique qui est la personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l’exécution du présent Marché.
Il dispose à cet effet des prérogatives lui permettant d’engager le groupement lors des différentes phases d’exécution.
En cas de mandat glissant, le Directeur de Projet pourra évoluer entre la phase P2 et P3 à compter de la date actant la décision de réception par le MOA et simultanément à signature d’un avenant entre les Parties. Néanmoins il est demandé que le Directeur de Projet nommé, pour les P1 et P2, soit toujours mobilisé par la suite afin de pouvoir réaliser la levée des réserves, le suivi des garanties, ainsi que la finalisation financière des phases précitées.

Outre le Directeur de Projet, le TITULAIRE doit impérativement désigner nominativement, dans le Tableau des postes clefs annexé à l’AE (remis en phase offres), les personnes physiques, ainsi que leurs suppléants, qui assurent les postes clefs suivant :

A ce stade de la consultation, les responsables suivants ont été identifiés :

- Responsable de la MOEI,
- Responsable des Travaux,
- Responsable de la Qualité,
- Responsable OPC
- Responsable Chantier Propre
- Coordinateur SSI,
- Responsable de la Phase Exploitation.
- Responsable administratif et financier

Les personnes physiques désignées et affectées sur ces postes clefs doivent être mobilisées impérativement avec constance et continuité sur le projet, étant entendu que la bonne réalisation de ce dernier dépend notamment de la stabilité des équipes encadrantes.

Toutefois, dans l’éventualité où l’une des personnes identifiées sur les postes clef vient à être indisponible pour une raison extérieure aux parties, le TITULAIRE doit assurer la continuité des missions par :

- **La suppléance provisoire de la personne indisponible** assurée par la mobilisation du suppléant désigné à l’AE, et ce, dès le premier jour d’indisponibilité, jusqu’à ce que la personne indisponible retrouve toute disponibilité, ou soit remplacée de manière pérenne,

- **Le remplacement définitif de la personne indisponible** s’il s’avère que son indisponibilité est définitive. Le suppléant peut ainsi devenir remplaçant, ou assurer la suppléance jusqu’à ce qu’un remplaçant soit approuvé par le MOA, sur proposition du TITULAIRE, au regard de son niveau de compétences et d’expériences, lequel doit être comparable à celui de la personne indisponible,

Précisément, dès lors que le TITULAIRE a connaissance de ce qu'une personne désignée sur un poste clef va être indisponible pendant plus de trente (30) jours, ou de plus de quinze (15) jours pour la phase Exploitation, il en informe le MOA par écrit et mobilise immédiatement le suppléant désigné à l'AE pour assurer la suppléance de la personne indisponible.

Les délais sont exprimés en jours calendaires, conformément à l'article 3.2.2 du CCAG-Travaux.

En outre, si le TITULAIRE apprend que la situation d'indisponibilité a vocation à être définitive, ou à se prolonger au-delà d'un délai de trente (30) jours courant à compter de la date à laquelle le TITULAIRE a informé le MOA, il en informe immédiatement le MOA par écrit et lui propose un remplaçant dans les quinze (15) jours calendaires courant à compter de la date de cette notification. Ce délai est réduit à 7 jours pour la phase Exploitation.

De même, si la situation d'indisponibilité se prolonge au-delà de trente (30) jours à compter de la date à laquelle le TITULAIRE avait initialement informé le MOA de l'indisponibilité d'une personne affectée à un poste clef, le TITULAIRE doit dans les quinze (15) jours calendaires courant, à compter de la date d'expiration de ce mois, proposer un remplaçant au MOA.

Le remplaçant doit disposer d'un niveau de compétences et d'expériences comparable à ceux de la personne à remplacer.

Le MOA se réserve le droit de refuser le remplaçant proposé par le TITULAIRE si ce dernier ne dispose pas desdits niveaux de compétences et d'expériences.

Si le MOA refuse le remplaçant proposé par le TITULAIRE, que ce soit notamment en raison de son profil, le TITULAIRE dispose à nouveau d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de ce refus pour soumettre au MOA un autre remplaçant disposant d'un niveau de compétences et d'expériences équivalent à ceux de la personne à remplacer.

Si au terme de ce délai de quinze (15) jours, le remplaçant proposé ne dispose pas d'un niveau de compétences et d'expériences équivalent à ceux de la personne à remplacer, le MOA applique les pénalités pour non-remplacement par un profil équivalent prévues à cet effet dans le présent CCAP.

Jusqu'à ce que le remplaçant soit effectivement mobilisé, c'est à dire après approbation du profil du remplaçant par le MOA les suppléants désignés dans le Tableau des postes clefs annexé à l'AE suppléent les personnes indisponibles désignées sur un poste clef.

Un suppléant sur un poste clef peut être proposé par le TITULAIRE comme remplaçant sur le poste clef considéré. Le MOA dispose de la faculté d'accepter ou de refuser le suppléant comme remplaçant.

Si le suppléant est désigné comme remplaçant et accepté par le MOA, il revient au TITULAIRE de désigner un nouveau suppléant dans les meilleurs délais, et de porter son identité à la connaissance du MOA.

2.3.1.4 - Devoir de discrétion

En complément des dispositions de l'article 5.1 du CCAG/travaux relatives à l'obligation de confidentialité, le TITULAIRE, et plus précisément l'ensemble de ses préposés, qu'ils soient co-traitant ou sous-traitants, sont soumis à une obligation de discrétion et de confidentialité dans le cadre de l'exécution du présent marché. Plus précisément, le bâtiment est identifié en tant que « Zone Protégé ».

Cette obligation de discrétion et de confidentialité est explicitée dans l'engagement individuel de confidentialité figurant en annexe à l'AE.

Toutes les personnes physiques ayant à intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché doivent compléter et signer l'engagement individuel de confidentialité.

Les engagements de confidentialité ainsi complétés et signés sont à remettre par le TITULAIRE au MOA avant toute mobilisation effective desdites personnes physiques sur le présent marché.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts et aux frais et risques du TITULAIRE, sans qu'aucune indemnisation ne lui soit versée.

Plus particulièrement, le TITULAIRE s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution, exploitation, à la conservation et à la sauvegarde puis à la destruction (dès qu'elles ne sont plus utiles) des informations recueillis sur le site du Projet.

2.3.1.5 - Devoir de prise de connaissances des documents

Le TITULAIRE reconnaît que l'exactitude, le caractère complet, et la pertinence des informations mises à sa disposition par le MOA concernant le site de réalisation de l'opération, ne peut être garantie intégralement.

En ce sens, il incombe au TITULAIRE, en tant qu'homme de l'art assujéti à un devoir de conseil, de vérifier chacune des données d'entrée transmises afin de déceler les éventuelles incertitudes, incohérences, ou erreurs qu'elles peuvent comporter, et en informer le MOA.

Le TITULAIRE reconnaît que pour l'élaboration de son offre et de ses études (et notamment pour l'identification des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la réalisation des ouvrages, y compris pour l'estimation des coûts et la fixation des délais d'exécution), il ne s'est pas uniquement fié aux informations transmises par le MOA. Le TITULAIRE est réputé avoir, avant la signature du présent marché, procédé à toutes les analyses et évaluations raisonnables attendues d'un homme de l'art au regard des éléments fournis par le MOA pour juger de leur densité et de leur pertinence, identifier et intégrer toutes les conditions et contraintes d'exécution dans le cadre de la détermination du montant du marché.

Le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation consécutive à une éventuelle incohérence ou incomplétude des documents et informations mis à sa disposition par le MOA.

2.3.1.6 - Devoir d'Alerte

Le TITULAIRE est tenu de se comporter en conseiller loyal du MOA et s'oblige à faire preuve du soin et de la diligence appropriée dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du marché conformément aux règles de l'art et de la profession.

A ce titre, le TITULAIRE signale au MOA tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le TITULAIRE est tenu, en permanence, de s'assurer de la constance des bonnes conditions d'exécution des missions prévues par le marché.

A ce titre, il a l'obligation de signaler dès qu'il en a connaissance, par écrit au MOA, l'existence de toute situation, quelle qu'en soit sa nature, qu'il estime non prévue au marché et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les délais d'exécution ou les coûts du marché.

Les situations visées dans le présent article concernent celles qu'un opérateur normalement compétent, ne peut méconnaître dans le cadre de l'exécution du marché.

Dans le cas où le TITULAIRE présente une réclamation consécutive à une situation qu'il n'a pas signalée dans un délai de dix (10) jours à compter de sa survenance, cette réclamation est considérée forclosée et rejetée pour ce seul motif.

2.3.2 - Dispositions spécifiques à la cotraitance

2.3.2.1 - Forme du groupement

Le présent marché pourra être conclu avec un groupement solidaire ou avec un groupement conjoint comprenant obligatoirement un Mandataire solidaire.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, les dispositions suivantes s'appliqueront :

Le Mandataire Solidaire est la personne morale, membre du groupement, qui se porte solidaire de chacune des autres personnes morales membres du groupement pour l'exécution de leurs obligations contractuelles vis-à-vis du MOA, dans le cadre du présent marché.

En ce sens, le Mandataire se porte garant jusqu'au terme du présent marché (en ce compris toutes les phases), de la bonne exécution et du respect, par tous les membres du groupement, de l'ensemble des obligations et responsabilités mis à leur charge par le présent marché, et assume les risques afférant, notamment en devant pallier toute défaillance d'un ou de plusieurs co-traitants.

En cas de mandat glissant, un premier mandataire se porte garant pour la phase P1 et P2. Le Mandataire est responsable de toute l'exécution financière et des différentes garanties contractuelles se rattachant aux phases 1 et 2.

Un second mandataire, identifié dès la notification du marché, membre du groupement, en charge de la phase Exploitation (P3), pourra se substituer au premier Mandataire à notification de l'avenant. Le mandataire de la phase 3 aura les mêmes obligations et s'exécutera dans les mêmes conditions que celles détaillées ci-dessous.

2.3.2.2 - Obligations du Mandataire

Le Mandataire du groupement assure la représentation des co-traitants ainsi que la coordination de leurs interventions.

Au titre de son **obligation de représentation du groupement**, le Mandataire doit notamment :

- Être l'interlocuteur unique du MOA pour la gestion du présent marché,
- Assurer la transmission au MOA après analyse et avis pour information, de toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un co-traitant,
- Assurer le contrôle du dépôt de l'ensemble des documents sur la GED,
- Assurer la transmission au MOA des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement de ses sous-traitants et des sous-traitants des différents co-traitants,
- Assurer la transmission au MOA des demandes mensuelles et finales de paiement de tous les co-traitants,
- Assurer la transmission au MOA en temps utile de toute information nécessaire à la réception des travaux et à la levée des réserves éventuelles (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mandat glissant)
- Assurer la transmission au MOA de la répartition des pénalités à opérer sur les paiements aux différents co-traitants,
- Assurer la représentation de chacun des co-traitants en cas de contestation ou différend, notamment vis-à-vis du MOA,
- Assurer la représentation de chacun des co-traitants et sous-traitants éventuels, vis-à-vis des intervenants tiers au marché.

Au titre de son **obligation de coordination et de pilotage du groupement**, le Mandataire doit notamment :

- Centraliser et mettre en cohérence les éléments des calendriers détaillés des membres du groupement entre eux et dans le respect des dispositions du marché,
- Transmettre aux membres du groupement toutes informations, instructions, notes, plans, directives, ordres de service, ou tout autre décision émanant du MOA, avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts,
- Veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier par les membres du groupement (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mandat glissant),
- Veiller à l'application des dispositions relatives au respect de l'environnement par les membres du groupement, et notamment s'assurer de la bonne gestion des déchets sur les lieux des zones de travaux ou bien de l'opération en phase exploitation,
- Mettre en concordance les méthodes et les processus de conception et de réalisation des ouvrages de chacun des membres du groupement, ainsi que les interventions en phase d'Exploitation,
- Coordonner les études d'exécution des ouvrages de chacun des membres du groupement, (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mandat glissant),
- Assurer la coordination de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés, de la documentation de formation, de maintenance et d'approvisionnement,
- Faciliter l'exercice en toute indépendance des missions du Maître d'Œuvre Intégré pour la validation des études et les contrôles des travaux, (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mandat glissant),
- Suivre l'application des dispositions du marché par les différents intervenants du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des travaux et de façon générale des différentes missions,
- Assurer la gestion des interfaces internes au groupement,
- Participer à la coordination avec des intervenants extérieurs en interface avec ce marché,
- Assurer la coordination des différentes entreprises en matière d'hygiène et de sécurité,
- Participer aux réunions du CISSCT, (excepté pour le mandataire de la phase 3 en cas de mandat glissant),
- S'assurer du respect des dispositions prescrites par le CSPS, et le CT,
- Assurer la coordination en matière de qualité entre les co-traitants.

2.3.2.3 - Obligations des co-traitants

Chaque co-traitant est responsable vis-à-vis du MOA de la réalisation des prestations mises à sa charge, et identifiées en ce sens dans le tableau de répartition des prestations entre co-traitants annexé à l'AE.

Chaque co-traitant doit notamment :

- Fournir au Mandataire, pour transmission au Maître d'Ouvrage, tout document prévu par le présent marché ou nécessaire à la réalisation du projet,
- Faire connaître l'état d'avancement des tâches dont il est en charge, afin de permettre le suivi de l'avancement,
- Informer le Mandataire de tout événement susceptible de perturber la bonne réalisation de ses prestations,
- Prendre en compte les remarques émanant du Mandataire.

2.3.2.4 - Défaillance d'un membre du groupement

La défaillance d'un membre du groupement est constituée dès lors qu'un membre du groupement, qu'il s'agisse du Mandataire ou des autres co-traitants, ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché.

- **En cas de défaillance d'un co-traitant**, et en dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le MOA doit, notifier cet état de fait au Mandataire qui est alors tenu de prendre, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai qui ne saurait être inférieur à sept (7) jours sauf cas d'urgence, les mesures nécessaires pour palier la défaillance de son co-traitant et permettre la poursuite de la bonne exécution du marché.
Tous les frais et préjudices résultant de la défaillance du co-traitant sont alors à la charge du Mandataire. A charge pour lui d'engager la responsabilité du co-traitant défaillant.

Si la défaillance du co-traitant nécessite son exclusion du groupement, le Mandataire doit prévoir les modalités de remplacement de ce co-traitant défaillant par un tiers ou par un autre membre du groupement qui devra être présenté à l'agrément préalable du MOA, et présenter toutes les garanties demandées au stade de l'offre et de la candidature s'il s'agit d'un tiers. En particulier, si le départ du co-traitant défaillant a fait perdre au groupement une des qualifications qui était exigée au niveau de la sélection des candidatures, son remplaçant doit absolument être porteur de cette qualification.

En tout état de cause, l'établissement d'un état contradictoire ou toute autre forme de constat, des prestations exécutées par le co-traitant défaillant et exclu doit être réalisé.

Si le Mandataire ne parvient pas à pallier la défaillance d'un co-traitant, il est alors considéré comme étant lui-même défaillant dans son rôle de Mandataire, ainsi que dans l'exécution des obligations qui n'ont pas été tenues par son co-traitant défaillant, en conséquence de quoi il est fait application de l'article 52.7.3 du CCAG Travaux.

- **Si la défaillance concerne le seul mandataire**, par dérogation aux articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG Travaux, le MOA doit, notifier cet état de fait au Mandataire qui est alors tenu de prendre, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai qui ne saurait être inférieur à sept (7) jours sauf cas d'urgence, les mesures nécessaires pour palier la défaillance mentionnée et permettre la poursuite de la bonne exécution du marché.

Si cette notification reste sans effet, le Maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner un autre mandataire parmi les autres membres du groupement, dans un délai de vingt un (21) jours. En l'absence de désignation, le co-contractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement. Le nouveau mandataire une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Tous les frais et préjudices résultant de la défaillance du précédent mandataire sont alors à la charge du nouveau Mandataire, à charge pour celui-ci d'engager la responsabilité du précédent mandataire.

2.3.3 - Dispositions spécifiques à la Maîtrise d'Œuvre intégrée (MOEI)

Le Maître d'Œuvre Intégré, ci-après désigné le « MOEI », vise le ou les membres du groupement qui assure(nt) les missions de maîtrise d'œuvre au sein du groupement. Les entités en charge des missions de maîtrise d'œuvre :

- Sont co-traitantes,
- N'ont pas la charge de la réalisation des missions et ne seront pas liée à une entreprise en charge des missions suivantes :
 - Mission M6a et M6b : préparation de chantier (en phase conception et réalisation)
 - Missions 7 : production des études d'exécution et de synthèse
 - Missions 10 : réalisation des travaux

Etant précisé que la notion d'entreprise liée est entendue au sens des dispositions de L.233-3 du Code de commerce.

Les missions du MOEI comprennent a minima :

- **La production des Etudes de Conception** des ouvrages à réaliser, en conformité avec le Programme et avec les autres dispositions du présent marché (Missions M2, M3, M4 et M5),
- **Le contrôle de la conformité des documents d'exécution** produits par les constructeurs (études d'exécution, études de synthèse) au regard des études de conception produites par le MOEI et des dispositions du marché, lesquels sont soumis au VISA du MOEI (Mission M8),
- **Le contrôle de la conformité des travaux en cours de réalisation** au regard des études de conception produites par le MOEI et des dispositions du marché, impliquant la réalisation d'un suivi d'exécution et la participation du MOEI aux réunions de chantier (Mission M12),
- **Le contrôle de la conformité des travaux réalisés** au regard des études de conception produites par le MOEI et des dispositions du marché, notamment au travers des vérifications, essais et opérations préalables à la réception interne au groupement (OPRI) (Mission M13), étant entendu que la Mission M13 comprend également la participation du MOEI aux OPRM menées par le MOA, conformément aux dispositions prévues à l'article 8 du présent CCAP.

2.3.4 - Dispositions spécifiques à la sous-traitance

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG Travaux s'appliquent, sous réserve des dérogations et précisions apportées au présent article.

2.3.4.1 - Interdictions concernant la sous-traitance des missions de MOEI

Il est rappelé au TITULAIRE :

- D'une part, que les articles L. 431-1 et R. 431-1 du Code de l'urbanisme réservent l'établissement du projet architectural, tel qu'il est défini par les articles L. 431-2 et R. 431-8 à R. 431-12 dudit code, aux architectes au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée, sur l'architecture ;
- D'autre part, que l'article 37 du Code de déontologie des architectes, interdit à un architecte de sous-traiter l'établissement de tout ou partie dudit projet architectural.

En ce sens, l'architecte membre du groupement, qualifié de MOEI, ne peut pas sous-traiter l'établissement de tout ou partie dudit projet architectural à un tiers, ce que celui-ci soit ou non un architecte.

En revanche, il est possible au(x) co-traitant(s) en charge des missions du MOEI de sous-traiter, en cas de besoin, certaines des tâches relevant de ses missions, sous son entière responsabilité.

2.3.4.2 - Présentation des déclarations de sous-traitance

Si le co-traitant qui décide de sous-traiter des prestations n'est pas le Mandataire du groupement, alors la déclaration de sous-traitance, dont le modèle figure en annexe à l'AE, est signée par ce co-traitant, puis contresignée et présentée par le Mandataire du groupement au MOA.

Les déclarations de sous-traitance doivent être transmises au plus tard un (1) mois avant le début de l'intervention dudit sous-traitant, accompagnées de l'ensemble des pièces justificatives qui sont requises dans le modèle de déclaration de sous-traitance annexé à l'AE.

De même, en cas de sous-traitance modificative, c'est-à-dire si le sous-traitant est amené à exécuter des prestations supplémentaires ou si l'étendue de ses prestations est réduite, le TITULAIRE doit transmettre au MOA, dans un délai d'un (1) mois précédant l'exécution des prestations supplémentaires, une déclaration modificative de sous-traitance, qui précise la nature de la modification des prestations sous-traitées, ainsi que le nouveau montant. A titre de rappel, les missions sous traitées ne peuvent être exécutées sans l'accord préalable du MOA, à savoir la notification du DC4 au TITULAIRE ;

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le site entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. Le mandataire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières.

A ce stade, le MOA envisage de recourir à une plateforme externe de gestion de la sous-traitance. Le TITULAIRE devra se conformer à cette procédure.

2.3.4.3 - Présentation des montants de sous-traitance

Il est précisé que, indépendamment des dispositions de l'article R.2193-10 du CCP, les sous-traitants de premier rang sont payés directement par le MOA dès lors qu'ils ont été agréés et que leurs conditions de paiement ont été acceptées.

Le montant des prestations sous-traitées doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, et/ou des sous-détails de Prix du présent marché.

Le Mandataire veille à ce que cette homogénéité dans la présentation des prix soit respectée par chaque co-traitant recourant à la sous-traitance, et par chaque sous-traitant.

2.3.4.4 - Quitus des sous-traitants

Dès que les prestations ou travaux d’un sous-traitant de premier rang sont achevés, le TITULAIRE transmettra un quitus conforme au modèle joint en annexe à l’AE, complété et signé (transmis en phase offre)
Il est à noter que le paiement de la facture de solde du marché ne pourra intervenir que lorsque l’ensemble des quitus des sous-traitants aura été fourni au MOA par le TITULAIRE.

2.4 - PART DES PRESTATIONS RESERVEES A DES PME OU ARTISANS

Conformément à l’article L. 2171-8 du Code de la commande publique qui en découle, le TITULAIRE du présent Marché devra réserver une part minimale de l’exécution des prestations dévolues au titre du Marché à des PME ou à des artisans.
Cette part minimale est de 20% s’apprécie pendant toute la durée globale du Marché, au titre d’une part, des prestations de conception et réalisation, d’autre part, des prestations d’exploitation-maintenance.

Dans l’optique de garantir le contrôle des engagements du TITULAIRE par le MOA, le TITULAIRE s'engage à transmettre tous les deux (2) mois au MOA les informations suivantes :

- Le nom et le siège social des PME et artisans auxquels il fait appel au titre du présent article ;
- La nature des prestations qui leur ont été confiées ;
- Le montant des prestations confiées ;
- Un état récapitulatif mentionnant l'état d'avancement des prestations confiés ;
- Le pourcentage des prestations exécutées par les PME et artisans sur le montant des prestations exécutées dans l'année,;
- Une attestation relative aux paiements effectués aux PME et artisans ;
- La différence entre le montant des prestations au titre de chacune des composantes du prix du Marché qu'il aurait dû confier à des PME et des artisans, et le montant des mêmes prestations qu'il leur a effectivement confiées, sur la base des justificatifs de paiement.

Le contrôle du respect des engagements du TITULAIRE au titre de l’ensemble du Marché s'effectue au terme, d’une part des prestations de conception et réalisation, d’autre part des prestations d’exploitation-maintenance en comparant la valeur cumulée des prestations confiées à des PME et à des artisans par rapport aux engagements souscrits par le TITULAIRE et inscrit à l’Acte d’Engagement.

En cas d'inexécution de son engagement, le TITULAIRE se voit appliquer une pénalité prévue à l’article 6.3 du CCAP et à l’annexe 3.

2.5 - DISPOSITIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

2.5.1 - Clause sociale

2.5.1.1 - L’engagement d’insertion

En application de l’article L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la commande publique, le MOA dans un souci de promotion de l’emploi et de lutte contre l’exclusion inclut dans le Marché une clause d’insertion sociale permettant l’accès ou le retour à l’emploi des personnes issues des publics prioritaires désignés ci-dessous.
Cela consiste pour le TITULAIRE du Marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l’exécution de son marché, à une action d’insertion d’une durée minimum réalisée selon une des modalités définies ci- dessous et fixée, à ce stade, par phase à :

Phase	Nombre d'heures minimum de travail dédiées à l'insertion* <i>Le nombre d'heure contractuel sera fixé à l'AE</i>
P1 : Conception	1 400 heures
P2 : Réalisation	16 000 heures
P3 : Exploitation-maintenance services et hôtellerie	1 080 heures / an - M14 : Entretien et maintenance courante : 480 heures /an - M15 a & b : Prestations d’hôtellerie, restauration et services Hôtellerie : 600 heures / an

2.5.1.2 - Objectifs de l’action d’insertion et impact sur la qualité des parcours d’insertion

Au-delà de l’exigence des volumes horaires minimum, la MOA souhaite que l’exécution de la clause d’insertion professionnelle apporte une réelle plus-value que ce soit au TITULAIRE ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d’acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par le TITULAIRE ou par les opérateurs de l’insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l’exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Par ailleurs, la sécurisation du parcours d’insertion est attendue, la réussite d’une insertion dépendant non seulement de l’intégration dans le monde du travail mais aussi de la résolution de difficultés liées notamment au logement ou à la santé.

L’intérêt pour le TITULAIRE en s’investissant sur cet aspect qualitatif de la clause d’insertion est de renforcer les chances que le(s) bénéficiaire(s) puisse(nt) intégrer ses effectifs si une telle intégration répond à ses besoins de recrutement ou bien réponde(nt) aux besoins de recrutement de la branche professionnelle considérée. Il permet également de bénéficier, durant la période du marché, de l’accompagnement tant des opérateurs d’insertion que de la MOA au travers de la Mission Insertion par les Clauses Sociales de Nantes Métropole, des aides à la formation, des prestations du service public de l’emploi (France Travail -anciennement Pôle Emploi, Maison de l’Emploi, Mission Locale, CAP Emploi...).

2.5.1.3 - Les modalités de suivi

Le Mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du MOA pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.
Le suivi et l’évaluation de la clause sociale étant assurés par le MOA, assistée par la Métropole de Nantes via la DGERI, le **TITULAIRE s’engage à répondre à ses sollicitations et à fournir tous renseignements nécessaires** (*NOM - Prénom, date de naissance, adresse, date d’embauche, nombre d’heures réalisées, type de contrat, poste occupé...*) propres à permettre le contrôle de l’exécution et l’évaluation de l’action d’insertion.

Pour ce faire, le TITULAIRE devra retourner, tous les mois, directement auprès du MOA avec en copie la Métropole de Nantes (DGERI), le récapitulatif mensuel des heures effectuées ainsi que toutes les informations utiles à l’appréciation de la réalisation de l’action d’insertion.

L’absence ou le refus de transmission de ces renseignements ainsi que la non-réalisation des engagements d’insertion entraînent l’application de pénalités prévues à l’article 6.3 et à son annexe.

En cas de départ prématuré d’une personne embauchée ou mise à disposition, l’entreprise sera tenue de le signaler sous 10 (dix) jours et s’engage à tout mettre en œuvre pour la remplacer dans des conditions identiques.

2.5.1.4 - Public éligible

Sont concernés les publics suivants :

- Habitants des quartiers prioritaires inscrits à France Travail et/ou à la Mission Locale
- Demandeurs d’emploi de longue durée (plus de 12 mois d’inscription à France Travail)
- Allocataires de minima sociaux
- Personnes reconnues travailleurs handicapés en difficulté d’insertion professionnelle
- Jeunes demandeurs d’emploi de moins de 26 ans, ayant un faible niveau de qualification (niveau inférieur au CAP/BEP) ou sans expérience professionnelle
- Jeunes demandeurs d’emploi de moins de 26 ans, diplômés, justifiant d’une période d’inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- Les personnes prises en charge par une structure de l’insertion par l’activité économique
- Demandeurs d’emploi de plus de 50 ans en difficulté d’insertion professionnelle
- Demandeurs d’emploi ayant le statut de réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire

En outre, d’autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires emploi / insertion, être considérées comme relevant des publics éloignés de l’emploi.

L’éligibilité des publics doit obligatoirement être validée au préalable par le MOA.

L’éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d’insertion.

2.5.1.5 - Modalités de mise en œuvre de la clause sociale

Les modalités de mise en œuvre de la présente clause sont détaillées à l’annexe 1 du CCAP.

2.5.2 - Certification achats responsables

Dans le cadre de l’amélioration de la démarche RSE entreprise par le TITULAIRE, il est précisé que le ministère de l’Intérieur et des Outre-Mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d’harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l’ensemble des TITULAIRES desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR, disponibles sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables> et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le TITULAIRE s’engage à informer le ministère de l’Intérieur et des Outre-Mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d’un dossier de candidature au label susmentionné et de l’éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagne dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

2.5.3 - Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations

Le ministère de l’Intérieur est fortement engagé en faveur de l’égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l’externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l’AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s’est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, les TITULAIRES des marchés du ministère de l’Intérieur devront s’assurer qu’ils :

- respectent leurs obligations en matière d’égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- ne sont pas condamnés pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et pour le non-respect des dispositions en matière d’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L. 1146-1 du Code du travail) ;
- mettent en place (pour les entreprises de plus de 50 salariés) un accord relatif à l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

3 - PIÈCES CONTRACTUELLES

3.1 - STRUCTURATION DES PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Cet article déroge à l’article 4.1 du CCAG Travaux.

Le présent marché est constitué des pièces particulières et des pièces générales présentées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, étant entendu que :

- Les pièces particulières prévalent sur les pièces générales,
- Les annexes à une pièce ont la même valeur, dans l’ordre de prévalence des pièces, que la pièce à laquelle elles se rattachent,

En cas de contradictions :

- Entre les dispositions de pièces distinctes, les dispositions contenues dans la pièce ayant le rang supérieur dans l’ordre de prévalence des pièces, prévaudront sur celles contenues dans la pièce ayant un rang inférieur dans l’ordre de prévalence des pièces,
- Entre les dispositions d’une pièce et de ses annexes, les dispositions contenues dans la pièce principale prévaudront sur celles contenues dans ses annexes,
- Entre les dispositions d’une même pièce, les dispositions énoncées en premier dans l’ordre de lecture de ladite pièce, en commençant par le début de celle-ci, prévaudront sur les dispositions énoncées par la suite,
- Entre deux ou plusieurs plans rattachés à une même pièce, ceux dressés à l’échelle la plus précise prévaudront sur ceux établis à une échelle moins précise.

Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance de manière approfondie de l'ensemble des documents énumérés ci-après, les avoir acceptés dans leur intégralité et s'engage à les faire respecter par toute personne travaillant pour son compte.

Le TITULAIRE a l'obligation de vérifier le contenu de ces documents contractuels et de signaler au MOA, dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions qu'il aurait éventuellement décelées.

3.1.1 - Pièces particulières

A ce stade de la consultation, les pièces suivantes ont été identifiées. Celles-ci sont susceptibles d'évoluer lors de la phase offre.

Les pièces particulières constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, remis en phase offres
- Attestation sur l'honneur relative au respect des sanctions à l'égard de la Russie
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes n°1 à 6, à savoir ;
 - Annexe n°1 : Modalité de mise en œuvre de la clause sociale
 - Annexe n°2 : EDIFLEX
 - Annexe n°3 : Délais – Pénalités
 - Annexe n°3b : Notice explicative Délais – Pénalités M14
 - Annexe n°4 : Les Spécifications de Pilotage et de Management de projet (SPEC)
 - Annexe n°5 : Fiche modificative (transmise en phase offres)
 - Annexe n°6 : La Charte Chantier vert (transmission en phase offres)
- Le programme de l'opération (incluant le tome fonctionnel, le tome technique, les fiches espaces), remis en phase offres, et ses annexes également remis en phase offre
 - Annexe 1 : Programme EMS
- Le Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé remis en phase offres
- La Décomposition des Prix globaux et forfaitaires (sauf l'ensemble des éléments quantitatifs) remis en phase offres
- Les sous-détail de Prix remis en phase offres
- Tout ou partie l'offre, selon la décision du MOA après la mise au point du présent marché le cas échéant, avec notamment :
 - Le Planning Directeur dans sa version initiale,
 - Le Planning détaillé dans sa version initiale,
 - L'Echéancier Technico-Financier dans sa version initiale,
 - L'Avant-projet sommaire
 - Pièces graphiques
 - Pièces techniques
 - Plans ...
- Les documents suivants, émis par le TITULAIRE, dans leur dernière version approuvée par le MOA :
 - Le Plan de Management de Projet,
 - Le Plan de Classement et de Gestion de la Documentation,
 - Le Plan de Management de l'environnement et du développement durable
 - Le Plan de Management des risques,
 - Le Plan de Contrôle et d'Essais,
 - Le Plan Détaillé de Réception,
 - Le Plan de Formation
 - Le Plan de Maintenance
 - Le Plan d'approvisionnement
 - tout autre document jugé nécessaire
- Données d'entrée :
 - Plans géomètre du site et plans existants
 - Plan de reconnaissance des réseaux
 - Déclaration de travaux
 - Etude géotechnique
 - RICT
 - Le projet 4 saisons

3.1.2 - Pièces générales

Les pièces générales constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021) et modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021, dans sa dernière version en vigueur à la date d'envoi du dossier de consultation des entreprises ;
- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU) tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget en date du 27 juillet 1990, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU) ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Les normes françaises AFNOR en vigueur à la date de la remise de l'Acte d'Engagement en lien avec l'objet du marché, par exemple : norme X-60 000 sur la maintenance,

3.2 - CONFORMITE DES PIECES CONSTITUTIVES AUX NORMES ET REGLEMENTS

3.2.1 - Législations et normes applicables

Toutes les prestations objet du présent marché sont à réaliser dans le respect :

- Des textes législatifs et règlements en vigueur au moment de leur exécution,
- Des règles de l’art.

Conformément à l’article 9.1 du CCAG Travaux, en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicable en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et, le cas échéant, formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

En complément et précision de cette disposition, il est rajouté qu’il incombe au TITULAIRE, tout au long de la durée d’exécution du présent marché, une obligation de veille réglementaire consistant pour lui à suivre les évolutions de la réglementation, à en prendre connaissance et à en informer le MOA avec proactivité. Cette information adressée au MOA comprendra une analyse des incidences de cette évolution réglementaire sur les prestations du marché, ainsi que, le cas échéant, une justification de ce que cette évolution n’était aucunement prévisible en amont la date de remise de l’offre finale par le TITULAIRE.

En l’absence d’information de la part du TITULAIRE, celui-ci est réputé avoir intégré cette évolution réglementaire dans ses prestations, sans que cela ne puisse avoir d’incidence sur sa rémunération.

Enfin, toute évolution réglementaire survenant en cours d’exécution du présent marché, et qui était prévisible avant la date de remise de l’offre finale par le TITULAIRE, ne pourra donner lieu à une quelconque rémunération supplémentaire.

3.2.2 - Stipulations réputées non écrites

Si une ou plusieurs stipulations contractuelles étaient considérées non valides en application d'une disposition législative ou réglementaire ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, lesdites stipulations seraient alors réputées non écrites sans pour autant que cela n’entraîne la nullité du marché, ni n’altère la validité des autres dispositions du marché.

4 - CLAUSES FINANCIERES

4.1 - PRIX DU MARCHÉ

4.1.1 - Nature des prix

Le présent marché est réglé par l’application d’un prix global et forfaitaire, indépendamment des quantités réellement mises en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent marché. Le prix global et forfaitaire indiqué dans l’Acte d’Engagement est détaillé au moyen de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), ainsi que des sous-détail de prix. Toute indication de quantités qui pourrait apparaître dans les sous-détail de prix, le mémoire technique d’offre, les études de conception, ou tout autres documents produits par le TITULAIRE, ne saurait valablement être entendue comme la limite supérieure des prestations dues par le TITULAIRE, et être opposable au MOA.

En ce sens, il revient au TITULAIRE de prendre en compte et d’intégrer toutes les plus-values et sujétions diverses dans le prix global et forfaitaire qui sera complet, net, non susceptible de majoration ou de plus-values.

Pour les prestations en lien avec les missions d’hôtellerie et de multi-services pour la zone de rétention (mission M15b), le prix est forfaitaire journalier par « retenu » modulé en fonction du taux de remplissage du centre. Conformément au Programme Exploitation Maintenance Services, le taux de remplissage moyen est calculé mensuellement, correspondant au nombre total mensuel de retenus rapport à la capacité maximale d’accueil du centre :

total cumulé de retenus du mois

x 100

nombre de jours du mois X 140 (capacité maximale d’accueil du centre)

A ce stade de la consultation, le MOA envisage un Bordereau de Prix Unitaires visant à permettre, le cas échéant, le règlement d’éventuelles prestations ponctuelles dont le besoin n’est à ce jour pas avéré et ne peut être garanti, et qui, en tout état de cause, ne sont pas intégrées au Prix Global et Forfaitaire et feront l’objet d’ordre de services spécifiques sur la base des prix unitaires.

4.1.2 - Contenu des prix

Les prix du Marché sont établis en hors taxes (HT) et tiennent compte de l’ensemble des coûts nécessaire à la bonne exécution des prestations sans que la liste soit limitative :

- Des dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations,
- Des frais généraux, des assurances, des impôts et taxes,
- De la marge pour risques et bénéfices,
- Des dépenses de coordination de l’ensemble des membres du groupement,
- Des frais de reproduction et diffusion des documents au MOA, aux AMOs, au CT, au CSPS au sein de la GED
- Des frais de déplacement des personnels du TITULAIRE ;
- Des frais liés à la présence des personnels du Titulaire lors des réunions prévues et demandées par le MOA,
- Des frais de reprise d’études, d’intégration des remarques du MOA et d’itérations avec le MOA,
- Des dépenses nécessaires pour garantir le respect des impératifs de sureté et le respect des procédures associées, dans le cadre de l’exécution du marché ;
- Des frais de fermeture du chantier et des installations communes du chantier,
- De l’établissement panneaux de chantier (panneaux réglementaires) et leur maintenance, pendant toute la durée du chantier, pour l’ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du code du travail, et suivant le modèle défini par le MOA et les consignes délivrées par le MOA concernant les informations affichables et communicables ;
- Des frais résultants des demandes et observations du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et des services concessionnaires ;
- Des frais entraînés par l’application de la réglementation en vigueur sur l’hygiène, la sécurité et les conditions de travail, eu égard, notamment aux dispositions PPSPS et du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) ;
- Des contraintes qu’imposent la limitation des nuisances aux riverains et aux occupants (circulation, bruit, vibrations, poussière, etc.) et la protection des avoisinants et notamment de la mise en œuvre des mesures d’évitement, de réduction ou de compensation des impacts du chantier ;
- Des incidences et sujétions résultant des prescriptions émises lors de la délivrance de toutes les autorisations administratives auxquelles le projet est assujetti ;
- Des frais liés aux diagnostics, sondages et études complémentaires que le TITULAIRE juge nécessaire à l’accomplissement de sa mission ;
- Des incidences et sujétions résultant des prescriptions émises lors de la délivrance de toutes les autorisations administratives auxquelles le projet est assujetti ;

- Du piquetage général et du piquetage spécial ;
- Des intempéries et autres phénomènes naturels (tempêtes pluie, vent, canicule, etc.) prévisibles,
- Des frais liés aux protections provisoires des ouvrages en construction, à mettre en œuvre en cas d'évènements météorologiques exceptionnels,
- De la présence éventuelle au cours de l'exécution du chantier, d'entreprises travaillant sur la voirie et/ou les réseaux publics (notamment enterrés) des environs de l'emprise du projet ;
- Des charges temporaires de voirie et de police, notamment pour l'occupation des voies publiques ;
- Des sujétions liées au site du chantier quant à son occupation, ou quant aux accès, environnement, raccordements aux réseaux, stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, etc. ;
- Des contraintes liées au site : surface et forme de l'emprise, réglementation des circulations imposées par les communes respectives et équipements publics existants en service, de la présence de réseaux publics et privés existants et en fonctionnement à proximité du chantier, des contraintes liées aux règlements d'urbanisme, de la présence d'espèces protégées à proximité, etc. ;
- Des frais d'implantation, de voirie ou d'occupation de tout domaine public ou privé pour réaliser les travaux ;
- De la nature des sols et des sous-sols rencontrés (consistance des terrains, présence de cavités éventuelles, etc.) y compris hydrologie, compte-tenu des aléas raisonnablement prévisibles au vue de la teneur du dossier de site et des données d'entrées produites par le MOA ;
- De l'exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau, d'égout, de téléphone et d'électricité, de la location et de la mise en service des compteurs nécessaires à la bonne marche du chantier ;
- De l'installation et de l'équipement (y compris réseaux provisoires d'eau, d'électricité et évacuation des eaux pluviales) des locaux de la base vie y compris un bureau spécifique pour le MOA et son représentant, une salle de réunion et une salle de conservation des échantillons ;
- De l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier et leur maintenance pendant toute la durée du chantier ;
- Les frais liés à la mobilisation et l'entretien des matériels de levage (ascenseurs et monte-charge de chantier...) et de manutention, ainsi que des échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux,
- Les frais de préchauffage du chantier ;
- De la réalisation des installations communes d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé sur le chantier : voies et réseaux divers, sanitaires, vestiaires, réfectoires, infirmerie, etc. ;
- Les dépenses de consommation d'eau, électricité et de téléphone de la direction de chantier et de toute autre installation de chantier ;
- Des frais d'entretien des locaux, de maintenance, de climatisation et de fonctionnement de la direction du chantier, en ce compris consommables (papiers et cartouches, imprimantes, traceurs...) et communications téléphoniques, etc. ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- Des frais de stockage des déblais, de leur enlèvement et leur transport à la décharge ou au lieu de stockage définitif dans le respect de la réglementation applicable ;
- Des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets jusqu'à la réception de la phase de réalisation ;
- Des frais de nettoyage, de réparation ou de remise en état du terrain, des réseaux mais également des installations salies ou détériorées, pendant toute la durée des travaux et pour quelque cause que ce soit ;
- Des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux ;
- Des frais de nettoyage des ouvrages avant livraison ;
- Des frais nécessaires à l'ensemble des essais à réaliser en cours de conception, de construction et d'aménagement conformément aux spécifications du Programme
- De la fourniture d'échantillons, de prototypes et de maquettes
- Des frais nécessaires aux tests, essais et épreuves prévus au présent marché (y compris les essais spécifiques liés à la sûreté) et notamment ceux afférents à la délivrance du certificat CONSUEL (coût de la délivrance du certificat CONSUEL inclus) sur tous les travaux de mise en œuvre de réseaux et de matériels électriques et informatiques, ainsi que la vérification initiale des installations électriques (coût de la délivrance de la vérification initiale inclus) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et les normes) ;
- Des frais résultants éventuellement des procédures ATEx (appréciation technique d'expérimentation) et ATE (agrément technique européen), des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultants des contrôles acoustiques, thermiques et techniques, de la tenue au feu, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des procès-verbaux correspondants ;
- Des frais d'établissement des relevés de dimensions et de positions des ouvrages exécutés ;
- Des frais entraînés par la formation du personnel d'exploitation et du personnel du MOA à l'usage des installations ;
- Des contraintes d'accueil et d'information induites éventuellement par les visites du chantier organisées par le MOA avec les personnes intéressées par l'Opération ;
- Les frais liés à la cession des droits de propriété intellectuelle ;
- Etc.

4.1.3 - Variation des prix

Afin de tenir compte des variations que peuvent connaître les éléments constitutifs du coût des différentes prestations, les **prix du présent marché sont révisables mensuellement** dans les conditions définies ci-dessous.

4.1.3.1 - Mois d'établissement des prix du Marché

Les prix du Marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au 1^{er} jour du mois contenant la date limite de remise de la dernière offre demandée dans le cadre de la consultation et qui figure à l'AE.
Ce mois est **appelé le "mois zéro"**.

4.1.3.2 - Modalités de révision des prix relevant des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2)

- **Les index de référence** retenus pour la révision du prix des missions relevant des phases de Conception et de Réalisation sont les suivants :
 - L'indice **Ingénierie ING** pour les missions suivantes :

Phase	N° Mission	Mission
P1	1a	Pilotage (en Phase Conception)
P1	2	Etudes de niveau APD
P1	3	Démarches administratives
P1	4	Etudes de niveau Projet
P1	5	Etudes Aménagement, Mobilier et signalétique
P1	6a	Préparation de chantier (en phase conception)
P2	1b	Pilotage (en Phase Réalisation)
P2	7	Etudes d'Exécution et synthèse
P2	8	Contrôle et Visa des documents d'Exécution
P2	9	Direction exécution des travaux
P2	12	Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution
P2	13	Opérations Préalables (OPRI / OPRM), épreuves, essais, levée des réserves, GPA

- L’index **Bâtiment/BT01** pour les missions suivantes :

Phase	N° Mission	Mission
P2	6b	Préparation de chantier (en phase réalisation)
P2	10	Réalisation des travaux

- L’indice **0511/Meubles et articles d’ameublement** pour les missions suivantes :

Phase	N° Mission	Mission
P2	11	Aménagement des locaux, fourniture des mobiliers/ équipements prévus au marché

- **La formule de révision de prix** appliquée chaque mois pour le règlement des missions précitées, relevant des phases de Conception et de Réalisation, est:

Pr = P0 x Cr

dans laquelle :

Pr = prix révisé après application de la formule de révision
P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l’Offre, au mois zéro
Cr = coefficient de révision

Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

Cr = 0,15 + (0,85 x [Im / Io])

dans laquelle :
Io = valeur de l’indice ou de l’index de référence publiée pour le mois zéro
Im = dernière valeur connue de l’indice ou de l’index de référence au mois de l’exécution des prestations.

4.1.3.3 - Index de référence et formule de révision pour les phases d’Exploitation

La formule de révision de chaque mission détaillée ci-dessous, est appliquée annuellement pour la phase d’Exploitation dont le démarrage est notifié par ordre de service. Les index de référence retenus pour la révision du prix des missions relevant des phases d’Exploitation sont les suivants :

- **L’indice Ingénierie ING pour les missions suivantes :**

Phase	N° Mission	Mission
P3	1c	Pilotage en Phase d’Exploitation (R1)
P3	16	Réversibilité / transférabilité technique

La formule de révision de prix est :

Pr = P0 x Cr

dans laquelle :

Pr = prix révisé après application de la formule de révision
P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l’Offre, au mois zéro
Cr = coefficient de révision

Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

Cr = 0,15 + (0,85 x [Im / Io])

dans laquelle :
Io = valeur de l’indice ING publiée pour le mois zéro (à savoir le mois de la remise des offres)
Im = dernière valeur connue de l’indice ING au mois de la révision des prix.

- **L’indice des salaires industries mécaniques : ICHT-IME pour la mission suivante**

Phase	N° Mission	Mission
P3	14	Entretien et maintenance courante (R2, R3, R4)

La formule de révision de prix est :

Cr = 0,15 + (0,85 x [Im / Io])

Dans laquelle :

Io = valeur de l’indice ING publiée pour le mois zéro (à savoir le mois de la remise des offres)
Im = dernière valeur connue de l’indice ICH IME au mois de la révision des prix.
Pr = prix révisé après application de la formule de révision
P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l’Offre, au mois zéro ICH-IME : dernière valeur connue, à la date de révision, de l’indice des salaires industries mécaniques et électriques

- **L’indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) prix de marché CPF 81.21 – Nettoyage de bureaux – Base 2015**
Référence indice 010546448

Phase	N° Mission	Mission
P3	15a	Prestations de nettoyage hors zone retenu

La formule de révision de prix est :

Pn = Po x In / Io

Dans laquelle :

Pn est le prix HT révisé
Po est le prix HT initial
In est la dernière valeur connue au mois de la révision des prix. de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – prix de marché– CPF 81.21 – Nettoyage de bureaux– Base 2015 - Référence indice 010546448.
Io est la valeur de ce même indice au mois Mo,

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546448>

▪ **L'indice des prix à la consommation -ensembles des ménages – blanchisserie et teinturerie de gros**

Phase	N° Mission	Mission
P3	15b	Prestations multi services : restauration blanchisserie, nettoyage et propreté pour la zone de rétention (R5)

La formule de révision de prix est :

$$P_n = P_o (0,75 R_n/R_o + 0,125 N_n/N_o + 0,05 B_n/B_o + 0,05 T_n/T_o)$$

dans laquelle :
Pn est le prix HT révisé,
Po est le prix HT initial
Rn est la valeur connue au mois de la révision des prix. de l'indice 001764236 – Indice des prix à la consommation – Ensemble des ménages – France métropolitaine – Nomenclature Coicop : 11.1.2.0 – Cantines- à la date de révision des prix du marché,
Ro est Nomenclature Coicop : 11.1.2
Nn est la valeur connue au mois de la révision des prix. de l'indice 010766606– Indice du prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.22 – Base 2021 - Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel, à la date de révision des prix du marché,
No est la valeur de ce même indice au mois Mo,
Bn est la valeur connue au mois de la révision des prix. de chiffre d'affaires en valeur – Blanchisserie et teinturerie de gros (NAF rév.2, niv.sous-classe poste 96.01A) – Série brute– Base 100 en 2021 - identifiant 010775161, à la date de révision des prix du marché,
Bo est la valeur de ce même indice au mois Mo,
Tn est la valeur connue au mois de la révision des prix. de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF 20.42 – Parfums et produits pour la toilette - identifiant 010764148 - Base 2021, paru à la date de révision des prix du marché,
To est la valeur de ce même indice au mois Mo,

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/>

4.1.3.4 - Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à sa profession). Une fiche de révision peut être mise à disposition par le MOA pour faciliter le calcul de la révision des prix.
La demande est adressée pour approbation par envoi recommandé avec accusé de réception un mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse suivante :

Pour la phase P3 (exploitation) :

SGAMI OUEST – Direction de l'administration générale et des finances
Bureau Zonal des achats et des Marchés Publics – Section Achat FCS - 28 rue de la Pilate - CS 40725 – 35 207 RENNES Cedex

La révision de prix est accompagnée :

- d'un nouveau bordereau de prix des maintenances réactualisé et prix horaires unitaires
- d'un nouveau bordereau de prix des matériels

4.1.3.5 - Caractère définitif des révisions

Dans le cadre du présent marché, les révisions sont définitives à première demande et il ne peut donc pas être procédé à des révisions provisoires dans l'attente de la publication des indices et index.

En ce sens, les formules de révision s'appliquent en tenant compte du dernier indice ou index connu à la date de l'exécution des prestations relevant des phases de conception et de réalisation et d'exploitation.

4.1.3.6 - Règles communes d'arrondi pour le calcul des révisions

Le calcul final du prix Pr sera effectué avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales.

Le calcul du coefficient de révision (Cr) sera arrondi au millième supérieur selon les mêmes règles que définies pour l'arrondi du prix appliquées à la 3e décimale.

4.2 - AVANCE

4.2.1 - Droit à avance de phase

Chaque co-traitant a droit au versement d'une avance pour chaque phase d'exécution engagée, par notification d'OS, sauf renonciation expresse de celui-ci mentionnée à l'AE, si et seulement si ce co-traitant intervient dans le cadre de ladite phase d'exécution engagée.

Il est précisé qu'il ne sera pas possible à un co-traitant de demander à bénéficier d'une avance de phase :

- Pour une phase d'exécution qui n'aurait pas démarré par la notification d'un OS, avant tout début d'exécution, ,
- Pour une phase d'exécution dans laquelle ledit co-traitant n'interviendrait pas et dont le paiement montant sera identifié dans la répartition des paiements annexée à l'AE.

Le montant de chaque avance de phase est fixé à 5 % d’une somme égale à douze (12) fois le montant du prix global et forfaitaire de la phase d’exécution considérée, toutes taxes comprises TTC, divisé par la durée de la phase d’exécution considérée, exprimée en mois.

Ce montant pourra être est réhaussé à 35% pour les TPE / PME souhaitant obtenir une avance de phase dans les mêmes conditions que celles précitées.
Ce montant est réparti entre les co-traitants qui demanderaient à bénéficier de l’avance de phase, à proportion de la répartition des paiements établis entre co-traitants en annexe à l’AE, et donc du pourcentage des paiements qui revient à chaque co-traitant sur la phase d’exécution considérée.

Lorsqu’une partie des prestations est sous-traitée dans le cadre d’une Phase d’exécution, l’avance versée au TITULAIRE est calculée sur la base du montant de la phase d’exécution considérée, diminuée du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En cas d’agrément d’un sous-traitant en cours d’exécution d’une phase, si le TITULAIRE a d’ores et déjà perçu une avance, la part d’avance correspondant à la partie de la phase sous-traitée sera à restituer par le TITULAIRE, que le sous-traitant demande ou non à bénéficier d’une avance.
Cette restitution s’opère par prélèvement sur les sommes dues au TITULAIRE postérieurement à la date d’agrément du sous-traitant concerné.

Les sous-traitants à paiement direct peuvent demander à bénéficier des avances par de phase dans les mêmes conditions que les co-traitants.

4.2.2 - Modalités de règlement des avances de phase

Le règlement d’une avance par de phase supérieure à 30 % pourra être conditionné à la production, par chacun des co-traitants qui demande à en bénéficier d’une avance de phase, d’une garantie à première demande couvrant l’intégralité du montant de l’avance de phase à verser au co-traitant.

Pour chaque phase d’exécution, le versement de l’avance s’effectuera en une seule fois, après production des garanties requises précédemment.
Le règlement des avances de phase intervient dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l’ordre de service de démarrage de la phase d’exécution considérée.

Le montant forfaitaire de ces avances de phase ne peut être affecté par la mise en œuvre d’une clause de variation de prix et n’est donc pas révisable.

4.2.3 - Modalités de remboursement des avances de phase

Le remboursement de l’avance :

- Commence, pour chaque co-traitant, et ce quel que soit le niveau d’avancement de ses propres prestations, lorsque le montant des prestations exécutées par le TITULAIRE atteint ou dépasse 50 % du montant TTC de la phase d’exécution considérée. Ce montant vaut également pour les TPE / PME souhaitant obtenir une avance de phase dans les mêmes conditions que celles précitées.
- Doit être terminé, pour chaque co-traitant, et ce quel que soit le niveau d’avancement de ses propres prestations, lorsque le montant des prestations exécutées par le TITULAIRE atteint 80 % du montant TTC de la phase d’exécution considérée et 90% pour les TPE/PME

Le remboursement de l’avance s’effectue, sur chaque demande d’acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque co-traitant.

4.3 - RETENUE DE GARANTIE

Dans le cadre de l’exécution de la Phase Réalisation (P2), une retenue de garantie est appliquée par le MOA sur chaque paiement opéré au titre de la Mission de Réalisation des travaux (M10).
Le montant global de la retenue de garantie sera de cinq (5) pour cent du prix global et forfaitaire de la mission précitée ou de 3% pour les co-traitants qualifiés de TPE/PME.
La retenue de garantie est prélevée de manière fractionnée, sur chaque demande de paiement, à hauteur de 5% ou de 3% en fonction du co-traitant, du montant des sommes à payer au titre de la mission précitée.

Le TITULAIRE a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande couvrant l’intégralité du montant de la retenue de garantie.
Le MOA s’oppose en revanche à ce que la retenue de garantie puisse être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie est remboursée par le MOA au TITULAIRE dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d’expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongé.
Etant entendu, en cas de prolongation du délai de garantie de parfait achèvement conformément aux dispositions de l’article 44.2 du CCAG Travaux, ou en cas de réserves non levées à l’expiration du délai de garantie de parfait achèvement, la retenue de garantie est remboursée lorsque la garantie de parfait achèvement arrive à son terme après prolongation, ou après que les dernières réserves ont été effectivement levées.

4.4 - MODALITES DE REGLEMENT

4.4.1 - Règlement de la prime

Une prime est versée au TITULAIRE en contrepartie du dossier d’études de niveau APS et de la facture correspondante, qu’il a remis dans le cadre de son offre.

Le paiement de la prime interviendra à compter de la notification de la décision prise par le Jury et le Maître d’Ouvrage.
Cette prime n’est pas révisable.

La rémunération du TITULAIRE comprend le montant de la prime.

4.4.2 - Echancier de paiement

Les prestations objet du présent marché sont rémunérées mensuellement à l’avancement, dans les limites et les conditions fixées dans les tableaux d’échéancier figurant ci-dessous.

En outre, il est précisé que le TITULAIRE doit établir, pour la Phase de Réalisation (P2), un Echancier Technico-Financier conformément aux dispositions des Spécifications de management figurant en annexe n°4 au présent CCAP. Cet échéancier technico-financier identifie des jalons de paiement qui devront être compatibles avec les tableaux d’échéancier figurant ci-dessous.

Chaque demande de paiement est accompagnée d’un compte-rendu d’avancement indiquant :

- Le pourcentage d’avancement de chaque mission selon les phases 1 et 2, et de façon mensuelle pour la P3 après service fait et en fonction du nombre de retenu pour la mission M15b ;
- La situation par rapport aux jalons de paiement identifiés à l’échéancier technico financier.

Ces pourcentages, après accord du MOA, servent de base au calcul du montant de l’acompte correspondant.

4.4.2.1 - Echancier de paiement de la Phase de Conception (P1)

PHASE 1 : CONCEPTION			
PHASES	N° MISSION	CONTENU DES MISSIONS	ECHEANCIER DE PAIEMENT
P1	M1a	Pilotage en phase conception	Règlement à l'avancement linéaire (forfait mission / délai Phase)
P1	M2	Etudes de niveau Avant Projet Définitif	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 70 % à la transmission du dossier d'études de niveau APD ➤ 90 % après intégration des remarques émises par le MOA
P1	M3	Démarches Administratives	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 50 % à la transmission au MOA des dossiers de demande de PC et autres demande, ➤ 70 % après intégration des remarques MOA et dépôt auprès des autorités, ➤ 90 % à la date de l'obtention du permis et des autres autorisations
P1	M4	Etudes de niveau Projet	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 70 % à la transmission du dossier d'études de niveau PRO ➤ 90 % après intégration des remarques émises par le MOA
P1	M5	Etudes Aménagement, Mobilier et signalétique	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 70 % à la transmission du dossier d'études ➤ 90 % après intégration des remarques émises par le MOA
P1	M6a	Préparation de chantier (en phase conception)	Règlement à l'avancement linéaire (forfait mission / délai Phase)

4.4.2.2 - Echancier de paiement de la Phase de Réalisation (P2)

PHASE 2 : REALISATION			
PHASES	N° MISSION	CONTENU DES MISSIONS	ECHEANCIER DE PAIEMENT
P2	M1b	Pilotage (en Phase Réalisation)	Règlement à l'avancement linéaire (forfait mission / délai Phase)
P2	M6b	Préparation de chantier (en phase réalisation : défrichage+base vie+sécurisation du chantier)	Règlement à l'avancement linéaire (forfait mission / délai Phase)
P2	M7	EXE : Etudes d'Exécution et de Synthèse	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 20 % à la fin de la période de préparation, ➤ 80 % proportionnellement à l'avancement de l'exécution des travaux.
P2	M8	VISA : Contrôle et Visa des documents d'Exécution	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 20 % à la fin de la période de préparation, ➤ 80 % proportionnellement à l'avancement de l'exécution des travaux.
P2	M9	Direction d'exécution des Travaux	Règlement à l'avancement linéaire (forfait mission / délai Phase)
P2	M10	Réalisation des travaux	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 70% à l'avancement, en fonction des clefs de paiement identifiés à l'Echancier technico-financier ➤ 20% à la réception finale de l'ouvrage ➤ 10% une fois que la dernière réserve a été levée
P2	M11	Aménagement des locaux, fourniture et Installation des Mobiliers/équipements fixes prévus au marché	Ø 100% après installation
P2	M12	Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 80 % du forfait proportionnellement à l'avancement de l'exécution des travaux, ➤ 15% du forfait à la remise du dernier décompte de la phase de réalisation, ➤ 5% du forfait après remise et acceptation du dossier d'exploitation maintenance (DEM)
P2	M13	Opérations Préalables à la Réception (OPRI et OPRM), épreuves / essais, levée des réserves, GPA	Règlement à l'avancement, dans les limites de: ➤ 60 % du forfait à la décision de réception, ➤ 30 % du forfait à la levée de la dernière réserve ➤ 10 % du forfait au terme de la garantie de parfait achèvement

4.4.2.3 - Echancier de paiement de la Phase d'Exploitation (P3)

Le règlement des prestations relevant de la phase d'Exploitation (P3) donnera lieu au lissage du montant des prix forfaitaires afférant à cette phase, sur la durée de cette phase.

PHASE 3 : EXPLOITATION			
PHASES	N° MISSION	CONTENU DES MISSIONS	ECHEANCIER DE PAIEMENT
P3	M1c	Pilotage en phase exploitation	Règlement mensuel (forfait mission / délai Phase)
P3	M14	Entretien et Maintenance courante	Règlement mensuel (forfait mission / délai Phase)
P3	M15a	Prestations de nettoyage hors zone retenu	Règlement mensuel (forfait mission / délai Phase) après service fait et en fonction du nombre de retenu
P3	M15b	Prestations multi services : restauration blanchisserie nettoyage et propreté pour la zone de rétention (R5)	
P3	M16	Reversabilité / transférabilité technique	100% à la livraison des documents et formation

4.4.3 - Présentation et traitement des demandes de paiement pour la Phase 1 et 2

4.4.3.1 - Transmission des demandes de paiement par le Mandataire du groupement

Le Mandataire du groupement est le seul habilité à présenter les demandes de paiement mensuel et à accepter le décompte général. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmise par ses soins.

4.4.3.2 - Transmission des demandes de paiement via EDIFLEX

L'envoi des demandes de paiement (projet de décompte mensuel, projet de décompte final de la phase 1 et 2, etc..) se fait selon une procédure dématérialisée (exclusivement via Chorus Pro).

La gestion financière du Marché s'effectue avec Chorus Pro et un module de gestion financière « EDIFLEX » dont les modalités de fonctionnement sont jointes en annexe 2 au présent CCAP.

4.4.3.3 - Demandes de paiement mensuelle (Projets de décompte mensuel)

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG Travaux :

Les demandes de paiement d'acomptes du TITULAIRE et des sous-traitants bénéficiant du paiement direct sont adressées au MOA sous la forme de projets de décompte mensuel.

Le projet de décompte mensuel transmis par le TITULAIRE est établi suivant le modèle communiqué par le MOA sur le système EDIFLEX, et s'opère via le système EDIFLEX. Le TITULAIRE devra renseigner sur EDIFLEX l'avancement cumulé sur la base de la DPGF.

Le projet de décompte mensuel établit le montant total des sommes auxquelles le TITULAIRE peut prétendre du fait de l'exécution du Marché depuis son début, indépendamment des éventuelles pénalités appliquées.

Il comporte à cet effet le relevé des prestations exécutées par le TITULAIRE établi sur la base :

- Du constat objectif de la réalisation d'une Mission ou d'une tâche comprise dans une Mission et faisant l'objet d'un jalon de paiement identifiée dans l'échéancier figurant au présent CCAP ou dans l'échéancier technico financier remis par le TITULAIRE,
- D'un pourcentage d'exécution d'une mission, qui correspond à une fraction d'un montant forfaitaire associé qui figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour la phase 1 et 2.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du Marché, hors révision des prix et hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix provisoires notifiés par les ordres de service de prix nouveau s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le MOA vérifie que :

- Les prestations dont le paiement est demandé ont bien été exécutées, conformément aux dispositions du présent Marché,
- Le montant de la demande de paiement émise par le TITULAIRE est bien conforme au montant prévu dans l'Echéancier Technico-Financier.

Le MOA accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le TITULAIRE.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Le délai global de paiement court à compter de la date de remise par le TITULAIRE au MOA, de son projet de décompte mensuel complet.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

4.4.3.4 - Règlement des acomptes mensuels

À partir du décompte mensuel, le MOA détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au TITULAIRE.

Il dresse à cet effet, sur le système EDIFLEX, un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a. Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du Marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b. Le montant de la TVA ;
- c. Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d. L'effet de la révision des prix ; les parties de l'acompte révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus ;
- e. Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au TITULAIRE ;
- f. Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le TITULAIRE ;
- g. Pour la phase P2, le montant de la retenue de garantie sur la mission M11-Réalisation des travaux si elle n'a pas été remplacée par une garantie à première demande.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au TITULAIRE est la somme des postes a) et b) ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d) et e) et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c), f) et éventuellement g).

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

4.4.3.5 - Demande de paiement finale des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2)

En dérogation de l'article 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, la transmission par le TITULAIRE du projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) ne peut intervenir qu'une fois que toutes les réserves auront été levées.

Dans un délai maximum de trente (30) jours courant à compter de la date de la décision de réception sans réserve, ou de la date de notification du procès-verbal de levée de la dernière réserve, le TITULAIRE transmet sur système EDIFLEX ou directement au MOA (**à déterminer en phase offres**), le projet de décompte final des phases 1 et 2 établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations objet des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

Le TITULAIRE est lié par les indications figurant au projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

Le MOA accepte ou rectifie le projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) établi par le TITULAIRE.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

En cas de rectification du projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le MOA.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), et après mise en demeure restée sans effet, le MOA établit d'office le décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) et le notifie au TITULAIRE dans le cadre du décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

4.4.3.6 - Établissement du décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2)

Le MOA établit le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), qui comprend :

- Le décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2),
- L'état du solde des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), établi à partir du décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) et du dernier décompte mensuel de la phase de Réalisation (P2), dans les mêmes conditions que celles qui sont définies précédemment, à l'article relatif à la détermination des acomptes mensuels,
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

Le montant du projet de décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Si le MOA a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le TITULAIRE au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation.

Le MOA notifie au TITULAIRE le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) dans un délai maximum de soixante (60) jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement finale des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) transmise par le TITULAIRE.

Dans un délai de trente (30) jours, courant à compter de la date à laquelle le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) lui a été notifié, le TITULAIRE envoie au MOA ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) est donnée sans réserve par le TITULAIRE, le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) devient le décompte général et définitif des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

La date de sa notification au MOA constitue le départ du délai réglementaire de paiement.

Ce décompte lie définitivement les parties pour le paiement des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et les éventuels intérêts moratoires applicables au paiement du solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le MOA règle, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) assorti des réserves émises par le TITULAIRE ou de la date de réception des motifs pour lesquels le TITULAIRE refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le TITULAIRE.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55-1 du CCAG-Travaux.

Si les réserves sont partielles, le TITULAIRE est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

4.4.3.7 - Cas du décompte général tacite des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2)

Cet article déroge à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux.

Dans le cas où le MOA ne notifie pas au TITULAIRE le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) dans les délais stipulés ci-avant, le TITULAIRE notifie au MOA, un projet de décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) signé, composé :

- Du projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) tel que défini précédemment,
- Du projet d'état du solde des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) hors révision, établi à partir du projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) et du dernier projet de décompte mensuel de la phase de Réalisation (P2),
- Du projet de récapitulation des acomptes mensuels des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) et du solde hors révision de prix.

Dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de ces documents, le MOA notifie au TITULAIRE le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

Si, dans ce délai de quatre-vingt-dix (90) jours, le MOA n'a pas notifié au TITULAIRE le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), le projet de décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) transmis par le TITULAIRE devient le décompte général et définitif des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

Le délai de paiement du solde court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Le décompte général et définitif des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) lie définitivement les parties pour les prestations relevant des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2), sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

Dans le cas où le TITULAIRE n'a pas renvoyé le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) signé au MOA dans un délai de trente (30) jours, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG-Travaux, le décompte général notifié par le MOA est réputé être accepté par le TITULAIRE et devient alors le décompte général et définitif des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).

4.4.1 - Présentation et traitement des demandes de paiement pour la Phase 3

4.4.1.1 - Transmission des demandes de paiement par le Mandataire du groupement

Le Mandataire du groupement est le seul habilité à présenter les demandes de paiement mensuel et à accepter le décompte général. Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

4.4.1.2 - Transmission des demandes mensuelles de paiement via CHORUS

La facture comporte obligatoirement les éléments suivants :

- les noms et adresse du fournisseur, le n°SIRET ;
- le n° de compte bancaire de l'entreprise ;
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure sur l'acte d'engagement ;
- les noms et adresse du débiteur (partie prenante) ;
- la référence du marché et du bon de commande (n° d'EJ) ;
- la date d'émission de la commande ;
- les prix unitaires HT tels qu'ils figurent sur le tarif public, (détail des prix, prestations et quantités) ;

- le taux des remises ;
- les montants des remises déduites ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- ainsi que les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Pour les prestations relatives aux « retenus » à savoir les prestations de la mission 15b :

Il convient également de faire figurer sur la facture les éléments suivants :

- le taux de remplissage moyen mensuel ;
- le nombre de jours pendant lesquels la prestation a été réalisée ;
- éventuellement, le nombre de jours de suspension de la prestation ;
- le montant HT de la prestation réalisée ;
- le mois des prestations ;

Le TITULAIRE joint à chaque facture l'état contradictoire signé par le chef du CRA ou son représentant et par le titulaire ou son représentant.

Dans le cas où des prestations sont reportées ou annulées compte tenu des clauses spéciales mentionnées dans le présent document, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures sont adressées en format dématérialisé sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce site gratuit et sécurisé permet de suivre par Internet l'état d'avancement du traitement de vos factures.

Les informations indispensables sont les suivantes :

- le code service exécutant du SGAMI MI5PLTF035 ;
- le n° de SIRET 110002011100044 ;

4.4.1.3 - Demandes de paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG Travaux :

Les demandes de paiement du TITULAIRE et des sous-traitants bénéficiant du paiement direct sont adressées au MOA sous la forme de paiement pour solde

La demande de paiement est établie suivant le modèle communiqué par le MOA sur le système CHORUS. Le TITULAIRE devra renseigner l'avancement cumulé sur la base de la DPGF ;

Le paiement pour solde établit le montant total des sommes auxquelles le TITULAIRE peut prétendre du fait de l'exécution du Marché depuis son début, indépendamment des éventuelles pénalités appliquées.

Le MOA vérifie que :

- Les prestations dont le paiement est demandé ont bien été exécutées, conformément aux dispositions du présent Marché, et après « service fait » et admission.
- Le montant de la demande de paiement émise par le TITULAIRE est bien conforme au montant prévu dans l'Echéancier Technico-Financier.

Le MOA accepte ou rectifie le paiement pour solde mensuel établi par le TITULAIRE.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le règlement partiel définitif.

Le délai global de paiement court à compter de la date de remise par le TITULAIRE au MOA, de sa demande de paiement pour solde.

4.4.1.4 - Modalités de règlement de la Phase d'Exploitation et demande de paiement final

Les prestations relevant de la phase d'Exploitation (P3) sont réglées mensuellement, conformément aux dispositions précédentes relatives aux demandes de paiement mensuelle

La demande de paiement finale du marché correspondra au dernier demande de paiement pour solde présenté par le TITULAIRE, au terme de la phase d'Exploitation (P3).

4.4.2 - Paiement des co-traitants

S'agissant d'un groupement conjoint, chaque co-traitant perçoit directement, sur son propre compte bancaire, les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le tableau de répartition annexé à l'AE précise la répartition des sommes qui doivent être réglées respectivement aux co-traitants, au titre de chacune des tranches, des phases d'exécution et des missions du marché. Ces renseignements devront également remis dans l'outil EDIFLEX ou CHORUS.

Pour autant, il est rappelé qu'il revient au Mandataire du groupement et à lui seul de :

- Transmettre au MOA les projets de décomptes mensuels et paiement pour solde pour le compte de l'ensemble du groupement,
- Transmettre au MOA les demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par chaque co-traitant,
- Transmettre au MOA le projet de décompte final des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) pour le compte de l'ensemble du groupement,
- Accepter, refuser et/ou émettre des réserves sur le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) notifié par le MOA,
- Transmettre au MOA le projet de décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2) pour le compte de l'ensemble du groupement, si d'aventure le MOA n'a pas notifié le décompte général des phases de Conception et de Réalisation (P1 et P2).
- Transmettre la demande paiement pour la phase exploitation

En outre, le Mandataire du groupement doit avertir sans délai le MOA de toute modification concernant la domiciliation bancaire d'un des membres du groupement (y compris les sous-traitants bénéficiant du paiement direct) et produire à cet effet toute justification utile.

4.4.3 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au TITULAIRE, par lettre recommandée avec accusé de réception ou la dépose auprès du TITULAIRE contre récépissé.

Le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au MOA.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au MOA accompagnée des copies des factures adressées au TITULAIRE et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le TITULAIRE a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le MOA adresse sans délai au TITULAIRE une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le MOA informe le TITULAIRE des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation Chorus Pro il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le TITULAIRE dispose de quinze (15) jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

La copie de l'original du Marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial désignant le sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct à sa demande expresse.

4.4.4 - Délais de paiement

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours pour l'ensemble des phases.

Le mode de règlement retenu est le virement bancaire.

La date de réception du projet de décompte mensuel ou du décompte général et définitif ou paiement pour solde par le MOA constitue le point de départ du délai global de paiement.

Le MOA se libère, dans le même délai, des sommes dues aux sous-traitants qui bénéficient du paiement direct en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les actes spéciaux.

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que toute demande de règlement qui ne sera pas présentée dans les formes fixées dans le marché pourra empêcher le MOA de procéder au règlement dans le cadre du délai global, lequel sera suspendu pour une période égale au retard qui en découle.

4.4.5 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai de paiement prévu à l'article précédant fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du TITULAIRE.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros, s'ajoute aux intérêts moratoires.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est imputable ni au MOA, ni au comptable public assignataire, les intérêts moratoires ne sont pas exigibles.

4.4.6 - Comptable public assignataire

Les coordonnées du comptable assignataire chargé de décaisser les sommes à régler au TITULAIRE au titre de l'exécution du présent marché, sont les suivantes:

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine
Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9
Tél : 02.99.79.80.00.

4.4.7 - Cession ou Nantissement de Créances

Les créances résultant du Marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions du Code monétaire et financier et des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le montant des prestations qu'ils est envisagé de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est déduit du montant du Marché que le TITULAIRE pourra céder ou nantir.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

4.5 - RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Le présent article déroge aux dispositions des articles 13, 14 et 15 du CCAG Travaux et s'applique aux prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation serait prescrite par ordre de service, et pour lesquelles le marché ne prévoit pas de prix.

L'ordre de service du MOA qui prescrit la réalisation de ces prestations fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires sont arrêtés par le MOA, après consultation du TITULAIRE.

Dans le cadre de cette consultation, qui peut faire suite à une demande du MOA, ou à une initiative du TITULAIRE, il revient en tout état de cause au TITULAIRE d'établir une fiche modificative, conforme au modèle de fiche modificative figurant en annexe °5 au présent CCAP (fournie en phase offre).

4.5.1 - Fiches Modificatives

Les fiches modificatives sont établies par le TITULAIRE afin de permettre l'instruction de toute demande de modification émise par le MOA ou par le TITULAIRE, et mettre ainsi le MOA en mesure de décider s'il accepte ou non la mise en œuvre de la modification dont il est question.

Les fiches modificatives à établir par le TITULAIRE doivent se conformer au modèle de fiche modificative figurant en annexe °5 au présent CCAP, et détaillent notamment ;

- La nature et l’origine de la modification envisagée, étayée par tout élément descriptif (plans, notice technique explicative) ainsi que l’explicitation des impacts techniques, architecturaux et réglementaires,
- L’incidence sur les surfaces,
- Les motifs qui justifient la modification envisagée,
- L’incidence financière de la modification envisagée avec la proposition de prix du TITULAIRE, assortie obligatoirement de décompositions ou sous-détails, étant entendu que
 - Pour la phase Conception : le TITULAIRE devra utiliser le pourcentage/ montant contractualisé au BPU pour les prestations réservées aux études du MOEI ou du bureau d’étude en question
 - Pour la phase Réalisation devront être utilisés les décompositions de prix ou sous-détails de prix compris au marché dont les éléments seront utilisables pour l’établissement des prix nouveaux,
- L’incidence sur les prestations d’entretien et de maintenance, ainsi que sur leur montant,
- L’incidence sur les délais et le planning contractuel,
- Les observations éventuelles du CSPS et du CT.

4.5.2 - Modifications à l’initiative du MOA

Lorsqu’une modification est demandée par le MOA au TITULAIRE, le TITULAIRE dispose d’un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande du MOA pour établir la fiche modificative correspondante et la transmettre au MOA.

Suivant la teneur des modifications demandées par le MOA et les études particulières qu’elles pourraient requérir, le délai précité, s’il est jugé insuffisant, pourra être adapté sur accord express du MOA, mais ne pourra, en tout état de cause, pas dépasser la durée maximale de 30 jours.

Pour certaines modifications, le MOA pourra exiger du TITULAIRE qu’il propose a minima deux alternatives technico-financières comparatives permettant de répondre à la demande de modification du MOA.

Ne pourront être considérées comme modifications, les évolutions suivantes, pendant la phase de Conception P1 :

- Evolution des affectations de locaux et surfaces dans la limite de la surface dans-œuvre du projet avec une tolérance de 10% en cas d’ajout de surface/locaux non prévus. Au-delà, les Parties pourront appliquer la clause de réexamen prévue à cet effet (article 9 CCAP) ;
- Déplacement, ajout, retrait de points d’eau, n’excédant pas 10% du nombre prévu au présent Marché ;
- Déplacement, ajout, retrait de points électriques (PC, TV, RJ45, points lumineux), n’excédant pas 10% du nombre prévu au présent Marché ;
- La mise en place d’évacuations complémentaires ;
- Le cheminement des réseaux aérauliques et électriques peuvent être déplacés en quantité limitée.

Ne pourront être considérées comme modifications, les évolutions suivantes, pendant la phase de Réalisation (P2) :

- Le cheminement des réseaux aérauliques et électriques peuvent être déplacés en quantité limitée ;
- Des points d’eau, prises électriques, prises de fluides peuvent être déplacés dans un même local ;

Ne sont pas considérées comme modifications de programme, les adaptations de prestations résultantes :

- Des observations formulées par le contrôleur technique, le coordonnateur SPS, ou les attendus du permis de construire ;
- Du choix de l’aspect et des coloris d’échantillons présentés à l’acceptation du Maître d’ouvrage ;
- De modifications de distribution partielles dans un secteur déterminé afin d’en améliorer l’ergonomie.

4.5.3 - Modifications à l’initiative du TITULAIRE

Lorsqu’une modification est demandée par le TITULAIRE, ce dernier instruit la modification en cause dans une fiche modificative correspondante qu’il transmet au MOA

4.5.4 - Validation des fiches modificatives

A l’appui des fiches modificatives établies par le TITULAIRE, le MOA, sans être tenu par les éléments figurant dans cette fiche modificative, décide ou non de valider les fiches modificatives établies par le TITULAIRE, dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date transmission de la fiche modificative au MOA.

Passé ce délai, le silence gardé par le MOA vaut refus de la proposition de modification qui lui est transmise.

Le délai précité peut cependant être suspendu en cas de remarques et d’observations de la part du MOA, appelant une prise en compte par le TITULAIRE, et une mise à jour de la fiche modificative. Ces remarques ou observations peuvent notamment consister en l’étude d’a minima deux alternatives technico-financières comparatives, ou encore en l’intégration de certaines conditions fixées par le MOA.

En pareil cas de figure, le TITULAIRE dispose d’un délai de quinze (15) jours à compter de la date d’émission des observations et remarques du MOA pour en assurer l’intégration à la fiche modificative et lui transmettre une nouvelle version.

S’il est jugé insuffisant, ce délai pourra être adapté sur accord express du MOA, mais ne pourra, en tout état de cause, pas dépasser la durée maximale de trente (30) jours.

Une fois la fiche modificative reprise, le MOA dispose alors d’un délai de quinze (15) jours pour accepter ou refuser cette fiche modificative modifiée.

4.5.5 - Mise en œuvre des fiches modificatives

S’il valide une fiche modificative, le MOA prescrit par ordre de service au TITULAIRE de mettre en œuvre la modification concernée, et lui notifie également, dans le même ordre de service ou dans un autre ordre de service spécifique, un prix nouveau retenu pour le règlement des prestations modificatives.

Il est précisé que dans l’hypothèse où le TITULAIRE ne fournirait pas de proposition de modification, et/ou de prix dans les délais impartis, ou en cas de divergence sur les prix, ou en cas d’urgence dans la réalisation des prestations modificatives, le MOA peut, même s’il n’a pas validé au préalable une fiche modificative, notifier au TITULAIRE un ordre de service lui prescrivant de mettre en œuvre des prestations modificatives ou supplémentaires en contrepartie d’un prix provisoire établi par ses soins

Ces prix nouveaux provisoires, permettent une juste rémunération du TITULAIRE.

Le TITULAIRE est réputé avoir accepté les prix qui ont été fixés par l'ordre de service précité, si, dans le délai de trente (30) jours courant à compter de la date de sa notification, il n'a pas présenté d'observation au MOA en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, le MOA règle provisoirement les sommes qu'il a admises dans son ordre de service.

Lorsque le MOA et le TITULAIRE sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du TITULAIRE en application de l'alinéa précédent.

En tout état de cause, dès lors qu'un prix nouveau lui a été notifié, le TITULAIRE est tenu de se conformer à l'ordre de service qui lui a été adressé par le MOA pour la mise en œuvre de la modification considérée.

4.6 - MARCHES POUR PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2322-12 du Code de la commande publique, le MOA se réserve la possibilité de conclure avec le TITULAIRE, sans publicité ni mise en concurrence, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au TITULAIRE, dans le cadre du présent marché.

5 - CLAUSES RELATIVES AUX DÉLAIS

5.1 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS

Le présent Marché entre en vigueur à compter de la date de sa notification au TITULAIRE, et s'achève au terme du délai d'exécution de la phase d'Exploitation (P3). Le délai global d'exécution du marché comprend les délais d'exécution des phases de Conception (P1), de Réalisation (P2) et d'Exploitation (P3) détaillés ci-dessous. Ce délai global ne comprend pas les délais des différentes garanties attachées aux prestations de la phase 1 et 2 et qui courent à compter de la date de la réception des ouvrages.

5.2 - DÉLAIS D'EXECUTION DES PHASES

5.2.1 - Délai d'exécution de la phase de Conception (D-P1)

Le délai d'exécution de la phase de Conception (D-P1) est de 6,1 mois courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l'ordre de service de démarrage de la phase de Conception (P1) notifié par le MOA au TITULAIRE (OS-P1).

L'ensemble des missions objet de la phase de Conception (P1) doivent avoir été pleinement et parfaitement exécutées au plus tard, au terme du délai d'exécution précité, de sorte à permettre l'engagement de la phase de Réalisation (P2).

En ce sens, et sans que cette liste ne soit exhaustive, au terme du délai d'exécution de la phase de Conception (D-P1), le TITULAIRE doit avoir :

- Terminé les études de conception des ouvrages à réaliser, c'est-à-dire avoir transmis au MOA les dossiers d'études de conception de niveau Avant-Projet Détaillé, et de niveau PRO dans une version complète, finalisée, intégrant les éventuelles remarques du MOA, du CSPS et/ou du CT et la validation express du MOA,
- Obtenu les autorisations administratives requises pour la réalisation des travaux,
- Réalisé les études de conception s'agissant de la préparation de la phase chantier (ex : plan de gestion des flux sur chantier, plan de repérage des branchements chantier, plan de positionnement de la base vie...) conformément aux dispositions décrites dans l'annexe de spécification de pilotage et de management.

A défaut, le MOA applique les pénalités prévues à cet effet, et ne peut notifier l'ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation (OS-P2).

Cet ordre de service (OS-P2) ne peut être notifié qu'une fois que l'ensemble des prestations objet de la phase de Conception (P1) ont été pleinement et parfaitement exécutées.

5.2.2 - Délais d'exécution relatifs à la phase de Réalisation (D-P2)

Le délai d'exécution de la Phase de Réalisation (P2) est de 16 mois (D-P2).

Ce délai se structure autour de deux « sous » délais (DP2-1 et DP2-2).

- Le délai d'achèvement des ouvrages comprenant le CRA et l'annexe de justice (DP2-1)
- Le délai maximum de levée de toutes les réserves (DP2-2)

En outre, le TITULAIRE identifie dans le Planning Directeur des événements clefs au sein de la phase de Réalisation (P2), qui structurent également les délais d'exécution de cette Phase.

5.2.2.1 - Délai d'achèvement des ouvrages (D-P2-1)

Le TITULAIRE doit achever la réalisation des ouvrages (CRA + AJ) dans un délai de 14 mois courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l'ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation notifié par le MOA au TITULAIRE (OS-P2).

Précisément, ce délai d'exécution recouvre les délais :

- De réalisation de l'ensemble de l'ouvrage
- De fourniture et d'installation de l'ensemble des mobiliers et équipements spécifiques des ouvrages
- De tenue des Opérations Préalables à la Réception Internes au TITULAIRE (OPRI) en vue de la réception de l'ouvrage ainsi que des épreuves et essais programmés
- De production et de livraison de la documentation technique relative aux ouvrages (DOE, DIUO, Documentation Technique..),
- Des délais d'approbations des plans et documents ;
- Des jours d'intempéries spécifiés à l'article 5.5 du CCAP.

En somme, à la date d'achèvement de l'ensemble des travaux, l'ouvrage prévu au Marché doit être achevé, en état de fonctionner et d'être réceptionné intégralement par le Maître d'ouvrage.

A défaut, le Maître d'ouvrage applique au TITULAIRE les pénalités prévues à cet effet, et ne peut engager la Phase d'Exploitation-Maintenance (P3).

La tenue du délai D-P2-1 sera appréciée au regard de la date du constat d’achèvement des OPRI réalisées, remis et notifié par le TITULAIRE au MOA, sous réserve que l’ouvrage soit effectivement achevé et puisse être réceptionné par le MOA.

En ce sens, même si ledit constat d’achèvement des OPRI est adressé au MOA dans le cadre du délai D-P2-1, mais que le MOA estime que les ouvrages sont inachevés et refuse leur réception, le délai D-P2-1 sera considéré comme non tenu et donnera lieu à l’application des pénalités prévues à cet effet.

Enfin, il est précisé que le délai d’exécution D-P2-1 ne comprend pas :

- Les délais de tenue des Opérations Préalables à la Réception du MOA (OPRM), auxquelles participe néanmoins le MOEI,
- Les délais de levée de réserves sur les ouvrages
- Les délais de garantie et délais d’assistance apportées par le MOEI en période de garantie
- La décision de réception du MOA

5.2.2.2 - Délai maximum de levée des réserves sur les ouvrages (D-P2-2)

Par dérogation à l’article 41.6 du CCAG Travaux, le TITULAIRE doit lever toutes les réserves assortissant la décision de réception des ouvrages du MOA, au plus tard dans un délai maximum de deux (2) mois courant à compter de la date de notification de ladite réception du MOA au TITULAIRE, sans que la décision de réception n’ait à le repréciser. Toutefois, le procès-verbal de réception ou la décision de réception pourra imposer un délai plus court pour certaines réserves.

Le TITULAIRE devra dans un délai de vingt un (21) jours avant la fin du délai D-P2-2 prévenir le MOA de la tenue de ce délai, à savoir la finalisation des travaux de l’ensemble des réserves soulevées. Une opération de réception préalable à la levée de ces réserves devra être organisée entre le TITULAIRE et le MOA à l’initiative du TITULAIRE.

A la suite de cette opération de réception, un PV contradictoire constatant la levée de l’ensemble des réserves sera notifié par le MOA. C’est à compter de cette notification que le délai D P2 2 sera considéré comme étant tenu. Si le PV est notifié au delà du délai de 2 mois au motif que l’ensemble des réserves ne sont pas levées ou bien ne peuvent pas faire l’objet de refaction, la pénalité afférente au D P2 2 sera appliquée.

L’attention du TITULAIRE est portée sur l’impérative nécessité de tenir ce délai maximum pour opérer la levée de toutes les réserves assortissant la décision de réception (D-P2-2), étant entendu que postérieurement à ce délai, il ne sera plus possible de poursuivre les travaux de levée de réserves pour des raisons de sûreté/sécurité, dans la mesure où le personnel du Maître d’ouvrage ainsi que les retenus auront investi l’ouvrage et seront entrés dans les murs.

5.2.3 - **Délai d’exécution de la phase d’Exploitation (D-P3)**

Le délai d’exécution de la phase d’Exploitation (D-P3) est de quarante-huit (48) mois courant à compter de la date de démarrage mentionnée à l’ordre de service de démarrage de la phase d’Exploitation notifié par le MOA (OS-P3).

Cet ordre de service de démarrage de la phase d’Exploitation (OS-P3) ne peut être notifié qu’une fois que tous les ouvrages réalisés ont été réceptionnés par le MOA et que toutes les éventuelles réserves assortissant les réceptions ont été levées.

L’ensemble des missions objet de la phase d’Exploitation (P3) doivent être pleinement et parfaitement exécutées tout au long du délai d’exécution précité de quarante-huit (48) mois.

5.3 - **DÉLAIS D’EXECUTION DES MISSIONS**

De façon générale, toute mention de délai au sein du présent document, en jour ou en mois sont exprimés comme étant en **jours calendaires**. Les délais d’exécution applicables à chaque mission, voire pour chaque prestation, au sein des différentes phases, sont recensés et exprimés en jours calendaires dans les tableaux figurant ci-dessous.

Ces délais d’exécution s’entendent comme des délais à ne pas dépasser par le TITULAIRE pour la réalisation des prestations auxquelles ils se rapportent.

Il est précisé que :

- **Les délais de livraison des livrables documentaires** sont considérés comme tenus dès que lors que les livrables documentaires sont remis au MOA, dans les délais prescrits, dans une version :
 - Complète, finalisée et mise à jour,
 - Conforme aux exigences contractuelles, aux règles de l’art, et au niveau de qualité attendu,
 - Claire, concise et précise,
 - Intelligible, compréhensible, dénuée d’ambiguïtés et de difficultés d’interprétation.

Si les livrables ne sont pas remis conformément à ces prescriptions, ils sont considérés comme n’ayant pas été remis, auquel cas les pénalités sont applicables si les délais de production desdits livrables sont dépassés.

Le contenu des livrables devra également tenir compte des prescriptions détaillées à l’annexe 4 spécification de Pilotage et de management de projet.

En outre, il est précisé que la production des livrables documentaires dans les délais, conformément aux prescriptions mentionnées ci-avant, ne vaut pas approbation dudit livrable.

- **Concernant les délais de livraison des ouvrages**, ils sont considérés comme tenus dès que lors que le TITULAIRE a, dans les délais prescrits, effectivement achevé les ouvrages en cause à la date indiquée dans la demande de réception et adressé au MOA le constat d’achèvement des OPRI afférant, et que le MOA a pu accepter de prononcer la réception des ouvrages,
- **Concernant les délais pour tenue et organisation de réunions ou de revues**, ils sont considérés comme tenus dès lors que les réunions ou revues en cause ont été organisées par le TITULAIRE et tenues (en ce sens, l’absence de réunion organisée par le TITULAIRE dans les délais prescrits est à distinguer, notamment pour l’application des pénalités, de l’absence du TITULAIRE aux réunions),
- **Concernant les délais d’exécution des prestations en lien avec phase 3 Exploitation**, ils sont définis dans le programme d’exploitation et de maintenance ainsi que dans les ordres de service émis au cours de l’exécution du Marché.

5.3.1 - Délais d’exécution des missions relevant de la Phase de Conception (P1)

PHASES	MISSION	N° DELAI	CONTENU DES MISSIONS	DELAIS MAX
Phase 1 : CONCEPTION		D-P1		OS-P1 + 6,1 MOIS
PHASES	MISSION	N° DELAI	CONTENU DES MISSIONS	DELAIS
P1	M1a		Pilotage (en Phase Conception)	
		D-M1a-a	Livraison du Rapport Mensuel d'Avancement du mois m, avec MAJ Planning Directeur/Planning Détaillé/Echéancier Technico Financier	Tous les mois, au 7 du mois m+1
		D-M1a-b	Organisation des réunions, CR, et tenue de la revue mensuelle d'avancement	Tous les mois, au 15 du mois m+1
			Livraison des Comptes rendus de réunions	Dans les 5 jours suivant la tenue de la réunion
		D-M1a-c	Livraison de la Liste de remise prévisionnelle des documents à remettre sur la phase 1	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-d	Livraison du Plan de Management de Projet (PMP)	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-e	Livraison du Plan de Classement	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-f	Livraison du Plan de Gestion de la Documentation	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-g	Livraison du Plan de Management des risques	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-h	Livraison du Plan de management de l'environnement et dev durable	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-i	Livraison du Plan de gestion de la sûreté / sécurité	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-j	Livraison du Plan de gestion des modifications	OS-P1 + 1 MOIS
		D-M1a-k	Intégration des observations du MOA sur les documents remis au titre de M1a	15 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
P1	M2		Etudes de niveau Avant-Projet Définitif	
		D-M2-a	Livraison du Dossier des études d'Avant Projet Définitif	OS-P1 + 3 MOIS
		D-M2-b	Organisation et tenue d'une revue d'Etude	7 jours à compter de la livraison du dossier d'études
		D-M2-c	Intégration des observations émises par le MOA	21 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
P1	M3		Démarches Administratives	
		D-M3-a	Livraison des dossiers de demande d'autorisation Administrative	OS-P1 + 4 MOIS
		D-M3-b	Intégration des observations émises par le MOA et par les autorités instructrices	21 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
P1	M4		Etudes de niveau Projet	
		D-M4-a	Livraison du Dossier des études Projet	OS-P1 + 4 MOIS
		D-M4-b	Organisation et tenue d'une revue d'Etude	7 jours à compter de la livraison du dossier d'études
		D-M4-c	Intégration des observations émises par le MOA	21 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
P1	M5		Etudes Aménagement, Mobilier et signalétique	
		D-M5-a	Livraison du Dossier des études d'Aménagement, Mobilier Signalétiques	OS-P1 + 5 MOIS
		D-M5-b	Organisation et tenue d'une revue d'Etude	7 jours à compter de la livraison du dossier d'études
		D-M5-c	Intégration des observations émises par le MOA	21 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
P1	M6a		Préparation de chantier (en phase conception)	
		D-M6-a	Livrables d'études de préparation de chantier	OS-P1+5,5 MOIS

5.3.2 - Délais d’exécution des missions relevant de la Phase de Réalisation (P2)

PHASE 2 : REALISATION		DP2		OS-P2 + 16 MOIS
PHASES	MISSION	N° DELAI	CONTENU DES MISSIONS	DELAIS
P2	M1b		Pilotage (en Phase Réalisation)	
		D-M1b-a	Livraison du Rapport Mensuel d'Avancement du mois m, avec MAJ Planning Directeur/Planning Détaillé/Echéancier Technico Financier	Tous les mois, au 7 du mois m+1
		D-M1b-b	Organisation des réunions et tenue de la revue mensuelle d'avancement	Tous les mois, au 15 du mois m+1
		D-M1b-c	Livraison des Comptes rendus de réunions	Dans les 5 jours suivant la tenue de la réunion
		D-M1b-d	Livraison de la Liste de remise prévisionnelle des documents à remettre sur la phase 2	OS-P2 + 1 MOIS
		D-M1b-e	Intégration des observations du MOA sur les documents remis au titre de M1b	15 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
		D-M1b-f	Livraison du Plan de contrôle et d'essais (Fascicule 1)	Au plus tard, 6 mois avant le début des premiers essais, et en tout état de cause avant OS-P2+24,5mois
		D-M1b-g	Livraison du Plan de contrôle et d'essais (Fascicule 2)	Dans le mois suivant la tenue des essais
		D-M1b-h	Livraison de la Liste des prototypes et échantillons	OS-P2 + 1 MOIS
		D-M1b-i	Livraison du Plan de formation	OS-P2 + 12 MOIS
		D-M1b-j	Livraison du Plan de Maintenance	OS-P2 + 12 MOIS
		D-M1b-k	Livraison du Plan d'approvisionnement	OS-P2 + 12 MOIS
		D-M1b-l	Livraison du DOE Documentation Technique	Au moment de l'envoi du constat d'achèvement des travaux
		D-M1b-m	Plan de Gestion des Non-conformités et des Modifications	OS-P2 + 1 mois et quotidiennement
P2	M6b		Préparation de chantier (en phase réalisation)	
P2	M7		Etudes d'Exécution et synthèse	
		D-M7-a	Liste prévisionnelle des documents d'Exécution	OS-P2+ 30 jours
		D-M7-b	Dossier des Etudes d'Exécution	OS-P2 + 4 MOIS
		D-M7-c	Intégration des observations sur MOA sur les études EXE	7 jours à compter de la notification des observations du MOA au titulaire
P2	M8		Contrôle et Visa des documents d'Exécution	
		D-M8-a	Livraison des Visas du MOEI sur EXE	48h à compter de la réalisation du VISA
		D-M8-b	Intégrations des observations sur les VISAS	7 jours à compter de la notification des observations du MOA au titulaire
P2	M9		Direction d'exécution des travaux	
P2	M10		Réalisation des travaux	
		D-M10-a	Livraison des ouvrages	OS-P2 + 14 MOIS
		D-M10-b	Travaux permettant la levée des réserves	Au plus tard à 2 mois suivant le prononcé de la réception
		D-M10-c	Remise des livrables "sécurité"	
		D-M10-d	Liste des échantillons	OS-P2 + 2 mois
		D-M10-e	Fourniture des échantillons	OS-P2 + 6 mois
		D-M10-f	Réalisation de tests en plateforme	OS-P2 +12 mois
		D-M10-g	Livables en lien avec la charte chantier	
		D-M10-h	Panneaux de chantier	
P2	M11		Aménagement des locaux, fourniture et installation des Mobiliers/équipements fixes prévus au marché	
		D-M11-a	Mobilier	
		D-M11-b	Signalétique	
		D-M11-c	Equipement multimédia	
		D-M11-d	Ordres du jour et comptes rendus des réunions au titre de la missions M12	
P2	M12		Contrôle de conformité des travaux en cours d'exécution	
		D-M12-a	Gestion des anomalies et non conformités	
		D-M12-b	Réunions, ordres du jour et comptes rendus	
P2	M13		Opérations Préalables à la Réception, épreuves / essais, levée des réserves, GPA	
		D-M13-a	Plan de gestion de la réception	OS-P2 + 8 mois
		D-M13b	Outil de gestion des réception	constat d'achèvement -2 mois
		D-M13-c	Réalisation des opérations de réception internes	
		D-M13-d	Cahier de parfait achèvement et visite du délai de parfait achèvement	
		D-M13-e	Réunions, ordres du jour et comptes rendus	

5.3.3 - Délais d’exécution des missions relevant de la Phase d’Exploitation (P3)

PHASE 3 EXPLOITATION		DP3		OS-P3 + 48 MOIS
PHASES	MISSION	N° DELAI	CONTENU DES MISSIONS	DELAIS
P3	M1c		Pilotage en Phase Exploitation	
			Rubrique 1 : pilotage multi techniques et multi-services	
		D-M1c-a	Livraison du Rapport Mensuel d'Avancement du mois m, avec MAJ Planning Directeur/Planning Détaillé/Echéancier Technico Financier	Tous les mois, au 7 du mois m+1
		D-M1c-b	Organisation et tenue de la revue mensuelle d'avancement	Tous les mois, au 15 du mois m+1
		D-M1c-c	Livraison des Comptes rendus de réunions	Dans les 5 jours suivant la tenue de la réunion
		D-M1c-d	Intégration des observations émises par le MOA sur chacun des documents	15 jours à compter de la notification des observations du MOA au TITULAIRE
		D-M1c-e	Livraison de la Liste de remise prévisionnelle des documents à remettre sur la phase 3a	OS-P3a + 1 MOIS
P3	M14		Entretien et Maintenance courante	
			Rubrique 2 : gestion de la sécurité incendie	cf programme EMS
			Rubrique 3 : maintenance sûreté des bâtiments (vidéo protection, contrôle d'accès intrusion, interphonie, sonorisation)	cf programme EMS
			Rubrique 4: maintenance immobilière - niveau 1 à 3 dont l'entretien des espaces verts	cf programme EMS
P3				
	M15a		Prestations de nettoyage hors zone retenu	cf programme EMS
	M15b		Prestations multi services : restauration blanchisserie, nettoyage et propreté pour la zone de rétention (R5)	cf programme EMS
P3	M16		Reversabilité / transférabilité technique	
		D-M16-a	Livraison de l'ensemble des documents techniques	OS-P3 + 47 mois

5.4 - PROLONGATION DE DELAIS

Les dispositions de l’article 18.2.2 du CCAG Travaux sont applicables.
A cet égard, il est rappelé que les hypothèses visées par cet article du CCAG Travaux ouvrent la possibilité au MOA de prolonger la durée du délai d’exécution de chaque phase par voie d’ordre de service, sans que cela soit une obligation pour le MOA, et étant entendu qu’il lui revient de décider s’il octroie ou non une prolongation de délai.

5.5 - INTEMPERIES

Cet article déroge à l’article 18.2.3 du CCAG Travaux.
Les délais d'exécution relatifs à la phase de Réalisation sont prolongés, par voie d’ordre de service, en cas d’intempérie constatée, pour autant que ces journées d’intempérie :

- D’une part :
 - Dépassent les intensités et durées visées ci-après,
 - Entravent l’exécution des typologies de travaux visés ci-après,
 - Fassent l’objet d’une notification au MOA dans un délai maximal de 48 heures à compter de la date des intempéries constatées,
- D’autre part :
 - Excèdent le nombre de journées d’intempérie réputées prévisibles dans le cadre du présent marché.

5.5.1 - Caractérisation des journées d’intempéries

Dans le cadre du présent marché, seuls les phénomènes naturels dépassant les intensités et durées mentionnées ci-dessous peuvent être qualifiées de journées d’intempérie:

CLASSIFICATION	PHENOMENES NATURELS	INTENSITE ET DUREE MINIMALE
Type A	Pluie et Neige	Si entre 6 heures et 18h, il est tombé plus de 20 mm d’eau (ou l’équivalent en neige après fonte)
Type B	Vent	si entre 6 heures et 18 heures la vitesse moyenne du vent est supérieure à 60 km/h pendant plus de 6 heures consécutives
Type C1	Gel	si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -5°C (moins cinq degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à - 4°C (moins quatre degrés centigrades).
Type C2	Gel	si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -6°C (moins six degrés centigrades), elle est encore à 10 heures inférieure à - 2°C (moins deux degrés centigrades), cette condition n’étant toutefois pas applicable si, par suite de chauffage partiel ou total, une température de + 10°C (plus dix degrés centigrades) est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux
Type C	Froid	si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à +4°C (quatre degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à +5°C (cinq degrés centigrades)
Type D	Canicule	Si entre 6h et 18h, la température moyenne extérieure est supérieure à 35 degrés pendant plus de 6 heures consécutives

Le TITULAIRE devra contracter un abonnement météorologique des relevés climatiques enregistrés à la station Météo France la plus proche du chantier pendant toute la période de chantier. La présentation des relevés devra permettre de vérifier si les intensités limites ont effectivement été dépassées.
Seuls les relevés de cette station météorologique de référence sont opposables dans le cadre de l’exécution du présent Marché.

5.5.2 - Admissibilité des journées d’intempéries

Dans le cadre du présent marché, seules les journées d’intempérie ayant effectivement entravé l’exécution des typologies de travaux mentionnées ci-dessous peuvent ouvrir droit à une éventuelle prolongation des délais d’exécution :

CLASSIFICATION	PHENOMENES NATURELS	INTENSITE ET DUREE MINIMALE
Type A	Pluie et Neige	Travaux de terrassement et fondations – Structure béton armé - Étanchéité - façades.
Type B	Vent	Travaux de structure béton armé - Façades - charpente - couverture - vitrerie extérieure.
Type C1	Gel	Travaux de menuiseries extérieures - travaux de béton - étanchéité.
Type C2	Gel	Autres lots avant clos couvert
Type C	Froid	Enduits et peintures des façades.
Type D	Canicule	

Dans le cadre du présent marché, il est retenu que les tâches suivantes ne sont pas susceptibles d’être entravées par les journées d’intempérie et de pouvoir justifier, à ce titre, une prolongation des délais d’exécution relatifs à la phase de Réalisation (DP-2) :

- Les travaux exécutés à l’intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage,
- L’approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes,
- Les prestations de pilotage et de direction de projet,
- Les prestations d'études,
- Les prestations de maintenance et d’exploitation transitoire

En outre, les journées d’intempérie entravant l’exécution des travaux de levée des réserves ne pourront ouvrir droit à une prolongation de délai.

En dernier lieu, il est précisé que les journées d’intempéries ne pourront pas ouvrir droit à une prolongation des délais d’exécution des phases de Conception (D-P1), d’Exploitation(D-P3)

5.5.3 - Calcul de la prolongation de délais

La prolongation des délais d’exécution relatifs à la phase de Réalisation (P2) sera égale au nombre de journées d’intempérie constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

Le nombre de journées d’intempéries réputées prévisibles dans le cadre du présent marché est fixé à quinze (15) jours ouvrés par année d’exécution de la phase de Réalisation (P2), décomptés annuellement à partir de la date de démarrage de la phase de Réalisation mentionnée à l’OS-P2 pour la première année, puis, pour les années suivantes, à compter de chaque date anniversaire de ladite date de démarrage.

6 - PENALITES

6.1 - GÉNÉRALITÉS

Par dérogation à l’article 19 du CCAG-Travaux, dans le cadre du présent marché, les pénalités :

- Sont encourues sur simple constatation par le MOA d’un manquement du TITULAIRE aux dispositions contractuelles, sans qu’il soit besoin de procéder à une mise en demeure préalable du TITULAIRE, à un constat contradictoire ou à un échange avec le TITULAIRE,
- Sont plafonnées à hauteur de 30% du montant hors taxe de chaque phase, par dérogation à l’article 19.2.2 du CCAG Travaux,
- Sont cumulatives,
- Sont forfaitaires, non révisables, et non assujetties à la TVA,
- S’appliquent dès le premier euro,
- Ne sont pas rattrapables.

Concernant les pénalités de retard, elles sont applicables par journée calendaire de retard, étant entendu que les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Enfin, dans la mesure où les paiements sont effectués sur les comptes séparés des différents co-traitants, les pénalités sont réparties entre les co-traitants conformément aux indications données par le Mandataire.

Dans l’attente de ces indications et passé un délai de sept (7) jours courant à compter de la date de la demande du MOA, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au Mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du MOA à l’égard des autres membres du groupement.

6.2 - PENALITES DE RETARD

Les pénalités de retard sont détaillées en annexe 3 et 3b du CCAP.

6.3 - PENALITES POUR AUTRES MANQUEMENTS

Les pénalités concernant les « autres manquements » sont détaillées en annexe 3 du CCAP.

7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 - MODALITES D’EXECUTION POUR L’ENSEMBLE DES PHASES

7.1.1 - Obligations administratives

7.1.1.1 - Utilisation de la langue française

La loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l’emploi de la langue française, impose que la désignation, la présentation des biens, produits ou services soient faites en langue française.

Le TITULAIRE formule en langue française :

- Les documents à caractère administratif et financier (actes juridiques, factures, courriers, etc.) ;
- Les échanges avec l’administration (appels téléphoniques, télécopies, courriers électroniques, courriers postaux, etc.),
- L’intégralité des livrables documentaires à remettre dans le cadre de l’exécution du présent marché.

Tout document originellement dans une langue autre que le français doit donc être remis au MOA par le TITULAIRE dans une version traduite en français et certifiée conforme à l’original par un traducteur assermenté.

À défaut, le document en cause ne peut être pris en compte par le MOA, ni faire foi au titre du présent Marché.

La prise en charge des frais de traduction incombe exclusivement au TITULAIRE et est réputée incluse dans les prix du Marché.

7.1.1.2 - Notification des modifications portant sur la situation du TITULAIRE

Conformément à l’article 3.4.2 du CCAG-Travaux, le TITULAIRE est tenu de notifier sans délai au MOA les modifications survenant au cours de l’exécution du Marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d’engager les entreprises,
- À la forme juridique sous laquelle elles exercent leurs activités,
- À la raison sociale des entreprises ou à leur dénomination,
- À l’adresse ou au siège social des entreprises,
- À leurs coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu’elles ont fournis pour l’acceptation d’un sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement,

- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement des entreprises pouvant influencer sur le déroulement du Marché, et notamment toutes les modifications concernant la répartition du capital, les personnes ou groupes qui contrôlent l'entreprise.

7.1.1.3 - Protection de la main-d'œuvre et conditions du travail

Les stipulations de l'article 6 du CCAG-Travaux s'appliquent.

7.1.1.4 - Lutte contre le travail dissimulé ou illégal

Le TITULAIRE, sous peine de résiliation du Marché à ses torts exclusifs ou d'application de pénalités, certifie conformément aux dispositions des articles L.1221-10 à L. 1221-12, L.3243-1 et R.3243-1 du code du travail que ses salariés sont employés régulièrement en application de la législation en vigueur.

7.1.2 - Moyens de communication

7.1.2.1 - Ordres de service

Le présent article déroge à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Les ordres de service sont émis par le MOA à l'attention du TITULAIRE.

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le MOA au Mandataire du groupement, en deux exemplaires papier.

Le TITULAIRE renvoie au MOA l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu, dans un délai de quinze (15) jours courant à compter de la date de réception de l'ordre de service.

Les ordres de service sont exécutoires et s'imposent dans toutes leurs dispositions au TITULAIRE, qui est tenu de s'y conformer, qu'il ait ou non notifié au MOA des réserves à l'encontre desdits ordres de service.

Lorsque le TITULAIRE estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, le Mandataire et lui seul doit, dans un délai de quinze (15) jours courant à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion :

- Retourner au MOA un exemplaire de l'ordre de service en cause avec la mention manuscrite « signé avec réserves » au-dessus de sa signature,
- Notifier ses réserves au MOA, en les explicitant et en les justifiant, étant entendu que le TITULAIRE est réputé avoir accepté toutes les conséquences de l'OS qu'il n'aurait pas évoqué dans ses réserves, sauf à ce que ces conséquences soient imprévisibles.

L'émission de réserves par le TITULAIRE relativement à un ordre de service ne le dispense en rien de l'exécuter, et ne lui ôte aucunement son caractère exécutoire.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au TITULAIRE, qui a seul qualité pour formuler des réserves.

7.1.2.2 - Autres moyens de communication

La notification au TITULAIRE des décisions ou informations du MOA est faite :

- Soit directement au TITULAIRE, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé,
- Soit par échanges de document sur supports électroniques.
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification est faite par défaut à l'adresse du siège social du Mandataire, et au Mandataire pour l'ensemble du groupement.

Tout courrier doit être adressé au :

- Phases 1 (conception) et 2 (réalisation) : SGAMI Ouest : Direction de l'Immobilier I – 28 rue de la Pilate - CS 40 725 - 35 207 Rennes Cedex 2
- Phase 3 (exécution) : précisée en phase offres

Pour les décisions ou informations qui font courir un délai, les modalités de computation de ce délai d'exécution des prestations est conforme aux stipulations de l'article 3.2 du CCAG-Travaux

7.1.3 - Pilotage et management de projet

Les dispositions relatives au pilotage et au management de projet sont précisées dans les Spécifications de Pilotage figurant en annexe n°4 au présent CCAP.

7.1.4 - Hygiène, santé et sécurité

Le TITULAIRE s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Chaque co-traitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du MOA et dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de cette demande.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, le TITULAIRE, au même titre que le MOA et le CSPS, doit, tant au cours de la Phase de Conception que de la Phase de Réalisation, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Conformément aux textes réglementaires, pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, le CSPS aura directement autorité sur les entreprises co-traitantes ou sous-traitantes intervenant sur le chantier.

Pour autant, l'intervention du CSPS ne dispense :

- Ni le MOA de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'il pourrait être amené à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées,
- Ni le TITULAIRE de prendre ses propres mesures en la matière pour faire respecter l'ensemble des conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

En tout état de cause, le TITULAIRE doit observer les prescriptions qui lui sont adressées par le CSPS, étant entendu qu'il est réputé avoir pris en compte ces dispositions dans l'établissement du prix global et forfaitaire du présent marché, qu'il ne pourra prétendre, au titre des prescriptions du CSPS, à aucune prolongation des délais ni à aucune rémunération complémentaire.

Chacune des observations et des injonctions du CSPS sera consignée dans le registre journal de la coordination tenu à disposition des entreprises et sera immédiatement communiquée au MOA et au CISSCT pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

7.1.4.1 - En phase de Conception

Concernant la production des études de conception, le TITULAIRE, et notamment le MOEI, associe le CSPS à l'élaboration des études de conception de niveau 1, Avant-Projet Détaillé et de niveau Projet, notamment afin d'intégrer les remarques et observations du CSPS sur les choix architecturaux et techniques ainsi que sur l'organisation des opérations de chantier.

Le TITULAIRE doit convoquer le CSPS à toutes les réunions qu'il organise afin de l'associer étroitement au travail de production des études de conception.

Cette collaboration au fil de l'eau vise à faciliter les opérations de contrôle des études de conception auxquelles le CSPS prend part, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent CCAP.

Le TITULAIRE doit tenir compte des observations et prescriptions du CSPS.

La présente opération a donné lieu à l'élaboration d'un **Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PGSPS)** en application de l'article L.4532-8 du code du travail.

A cette fin, le TITULAIRE ainsi que ses sous-traitants, soit toutes les entreprises intervenant sur le chantier, doivent transmettre au CSPS l'ensemble des renseignements qui lui sont nécessaires pour mettre à jour, au cours de la Phase de Conception, le PGSPS défini aux articles R. 4532-42 à R. 4532-51 du code du travail.

7.1.4.2 - En phase de Réalisation

Le chantier étant soumis aux dispositions des articles L.4532-9, L.4532-18 et R.4532-57 à R.4532-74 du code du travail, il est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des PPSPS, telles que les définissent les articles R.4532-56 à R.4532-76 du code du travail.

En ce sens, le TITULAIRE et l'ensemble de ses sous-traitants, soit toutes les entreprises intervenant sur le chantier, doivent soumettre au visa du CSPS, le PPSPS correspondant à leurs interventions, dans un délai de trente (30) jours courant à compter de la date de démarrage de la phase de Réalisation prescrite dans l'ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation (OS-P2).

7.1.4.1 - En phase d'Exploitation

- Matériels :

Les matériels appartenant au TITULAIRE ou mis à sa disposition par le MOA, doivent être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés. Ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

- Biens :

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines etc, ne soit pas altéré par les opérations objet de la phase Exploitation. Il est rigoureusement interdit au personnel du TITULAIRE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent Marché.

- Personnes

Le TITULAIRE instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail et veille à les faire appliquer, notamment en ce qui concerne par exemple : les alarmes de sécurité, le travail en hauteur, la promiscuité avec les retenus, l'encombrement de passages, les zones surveillées et/ou interdites, l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils, l'utilisation de la tenue adéquate

- Discipline

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter auprès de son personnel, le règlement intérieur et de sécurité propre au site. Il sera notamment interdit au personnel du TITULAIRE de :

- Manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et notamment les matériels informatiques
- Introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site et dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse
- Provoque du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances ;
- Tenir des réunions dans l'enceinte des locaux, autres que celles nécessitées par le présent Marché
- Manquer de respect aux usagers
- Se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise TITULAIRE.

Cette liste n'est pas limitative.

7.2 - MODALITES D'EXECUTION POUR LA PHASE P2

7.2.1 - Période de préparation chantier

La période de préparation des travaux s'effectue dans les conditions de l'article 28 du CCAG-Travaux.

Il est fixé une période de préparation qui démarre le lendemain de la réception de l'ordre de service valant démarrage de la Phase de Réalisation. La durée de cette période incombe au TITULAIRE.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-Travaux à la diligence du TITULAIRE et conformément aux prescriptions de l'annexe Spécification de Management.

7.2.2 - Base vie et installations de chantier

Le TITULAIRE doit réaliser, entretenir, maintenir puis replier la base vie de chantier nécessaire à la réalisation de ses travaux. Le contenu minimal de la base-vie est décrit dans le Programme de l'Opération, remis à la phase offres.

La souscription des abonnements eau et électricité nécessaires à l'exécution du chantier et les installations de raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité sont à la charge du TITULAIRE. Les frais afférents à la gestion et la consommation de ces utilités sont également à la charge du TITULAIRE.

En Phase de Conception, le TITULAIRE réalise les prestations d'études depuis ses propres locaux.

Le TITULAIRE peut ponctuellement utiliser les locaux du MOA notamment pour des réunions.

En Phase Réalisation, le TITULAIRE utilise la base vie.

En phase d'Exploitation, la Base Vie aura été retirée avant même le démarrage de ladite phase.

7.2.3 - Procédures administratives et autorisations requises pour la réalisation des travaux

Le TITULAIRE réalise les démarches et assure la constitution des dossiers réglementaires nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour la réalisation des travaux et la mise en place des installations de chantier.

Le TITULAIRE sera tenu responsable du retard dans l'obtention des autorisations administratives ou de leur non-obtention et des conséquences financières et calendaires qui en résultent, sauf le cas où ce retard ou cette non-obtention ne lui serait pas imputable et qu'il justifierait avoir mis en œuvre toutes les diligences raisonnablement nécessaires.

Le TITULAIRE doit également prendre en charge l'établissement des déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) et leur envoi aux différents opérateurs concernés.

7.2.4 - Implantation des ouvrages

7.2.4.1 - Plan général d'implantation

Par dérogation à l'article 27 du CCAG travaux, le plan général d'implantation est établi par le TITULAIRE du marché et soumis au visa du MOEI, puis du MOA.

7.2.4.2 - Piquetage général

Le TITULAIRE est tenu de faire exécuter le piquetage général des ouvrages, conformément au plan général d'implantation sous sa responsabilité et à ses frais.

7.2.4.3 - Piquetage spécial des ouvrages

Le TITULAIRE du marché est tenu de faire exécuter, sous sa responsabilité et à ses frais, le piquetage spécial de ces ouvrages, en même temps que le piquetage général et conformément au plan général d'implantation et dans les mêmes conditions que celles de l'article 7.2.4.1.

7.2.5 - Protection de l'environnement et gestion des déchets

Le TITULAIRE s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Chaque co-traitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du MOA et dans un délai de huit (8) jours courant à compter de la date de réception de cette demande.

Les dispositions relatives à la protection de l'environnement et à la gestion des déchets pendant la phase Réalisation sont précisées dans la charte Chantiers verts figurant en annexe au présent fournie en phase offre.

7.2.6 - Mise à disposition d'emprises ou de terrains

Le Maître d'ouvrage met à disposition du TITULAIRE les emprises et les terrains nécessaires à la réalisation du Marché.

La mise à disposition et la restitution de ces emprises et terrains font l'objet d'états des lieux contradictoires.

Le TITULAIRE a, à sa charge, l'établissement des constats d'huissiers pour l'ensemble des emprises et des terrains.

En fin d'occupation, le TITULAIRE doit remettre en l'état les parcelles occupées à ses frais, avant leur restitution au Maître d'ouvrage. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant la remise en état des lieux que si un état des lieux est formellement établi par huissier, constatant le bon état des lieux.

Tout autre besoin supplémentaire en termes d'emprise est à la charge financière et sous la responsabilité du TITULAIRE.

Si le TITULAIRE doit utiliser temporairement des emprises n'appartenant pas au Maître d'ouvrage, il fait son affaire de toutes les démarches à entreprendre et autorisations à obtenir auprès des tiers, riverains et collectivités.

Les délais de mise à disposition d'emprises supplémentaires (délai d'acquisition, d'autorisation, de location...) n'ouvrent pas droit à une prolongation de délai pour le TITULAIRE.

La situation des emprises ne doit présenter aucun danger pour la préservation du site et de l'environnement.

7.2.7 - Garde des ouvrages

Le TITULAIRE assure la garde des ouvrages et équipements qu'il réalise dans le cadre du présent marché pendant les horaires de chantier, jusqu'à la date de réception desdits ouvrages.

Le TITULAIRE assure également la garde des ouvrages, installations, équipements, matériels et matériaux se situant dans les emprises mises à sa disposition, et ce, à compter de la date de mise à disposition desdites emprises, jusqu'à la restitution desdites emprises.

Le TITULAIRE ne peut rechercher la responsabilité du MOA ou solliciter un complément de rémunération de sa part au motif que les ouvrages, installations, équipements, matériels et matériaux dont il avait la garde ont subi des dégradations ou vols pendant la durée où il en avait la garde.

Le MOA se charge de la surveillance du chantier et de la garde des ouvrages en dehors des horaires de chantiers et de la période de travail usuelle.

7.2.8 - Mise à disposition temporaire d'ouvrages ou de parties d'ouvrage

Le présent article déroge à l'article 43 du CCAG Travaux.

Le MOA peut prescrire au TITULAIRE, par ordre de service, de lui mettre à disposition, pendant une période donnée, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore réceptionnées afin que ce dernier puisse y exécuter directement ou y faire exécuter par d'autres opérateurs et prestataires, des travaux et prestations qui ne font pas l'objet du présent marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le MOA et le TITULAIRE. Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé. Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le TITULAIRE n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du MOA.

7.2.9 - Prise de possession anticipée pour motifs impérieux

A l'exception des cas de mise à disposition temporaire d'ouvrages ou de parties d'ouvrages par le TITULAIRE au MOA, toute prise de possession des ouvrages par le MOA doit être précédée de leur réception.

Toutefois, en cas de motifs impérieux pouvant notamment tenir à l'urgence ou à des exigences de sûreté, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

7.3 - MODALITES D’EXECUTION POUR LA PHASE P3

7.3.1 - Généralités

Le TITULAIRE s'engage à assurer l’exploitation, la maintenance de l’ouvrage et de ses équipements techniques ainsi que les prestations des GER de telle sorte qu'ils soient remis au Maître d'ouvrage, à l'expiration normale ou anticipée du marché, en bon état d'entretien et de fonctionnement, lequel est apprécié compte tenu des prestations réalisées par le TITULAIRE conformément au marché, de l'usure normale et de leur destination.

Les prestations d'exploitation-maintenance sont définies dans le Programme d’Exploitation-Maintenance Services.

7.3.2 - Obligation de résultats

Le Marché s’entendant avec obligation de résultats, le TITULAIRE accepte de prendre en charge, dès le début de l’exécution de Phase 3, la conduite, la maintenance des installations techniques, les prestations d’hôtellerie, la continuité de l’ensemble des services et selon les obligations contractuelles prescrites.

Les objectifs en matière de résultats consistent notamment :

- Garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales ;
- Garantir la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement ;
- Garantir la satisfaction des occupants par la qualité de service,
- Assurer la mise en conformité des installations dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- Respecter les objectifs chiffrés et mesurables de performance en fonction des indicateurs de performance ;

Le TITULAIRE recherche, de façon continue, l'organisation optimale des méthodes de conduite, de leur qualité des différentes missions, pour assurer une qualité de service

Il appartient au TITULAIRE de compléter si nécessaire les moyens minimaux, qu'il a définis dans les pièces produites à l'appui de son offre finale, afin de répondre à ses obligations de résultats.

En tout état de cause, l'évaluation de la charge horaire de travail fournie par le TITULAIRE est indicative. En effet, l'obligation de résultats prime sur toutes les autres. Ainsi, dans l'éventualité où la charge horaire définie par le TITULAIRE s'avérerait insuffisante pour assurer les prestations, objet du présent marché, et/ou les niveaux de performance contractuellement garantis, le TITULAIRE serait dans l'obligation d'adapter la charge de travail sans toutefois pouvoir prétendre à une quelconque rémunération complémentaire.

En tout état de cause, le TITULAIRE s’engage à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, les horaires, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie ;
- Se conformer aux lois, règlements et pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;
- Faire en sorte que lesdites interventions ne provoquent aucune gêne des occupants et retenus, ni désordre dans le bâtiment ;
- Restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'expiration du marché dans les conditions détaillées ci-dessous.

7.3.3 - Obligations de conseil et d’information

7.3.3.1 - Obligation de conseil

De manière générale, le TITULAIRE doit informer le Maître d’ouvrage de tous les problèmes qu’il rencontre pour assurer sa prestation. Le TITULAIRE doit, en tout état de cause, signaler au Maître d’ouvrage, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

7.3.3.2 - Veille technologique et réglementaire

Le TITULAIRE doit assurer une veille technologique et réglementaire sur l'ensemble des installations dont il a la responsabilité. Celle-ci doit permettre :

- D'analyser l'adéquation entre les installations du site et les normes et réglementations en vigueur ;
- De mettre en évidence les améliorations possibles ou les modifications obligatoires à prévoir sur les installations du site.

Si les installations mises à disposition du TITULAIRE venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le TITULAIRE est tenu d’en informer sans délai le Maître d’ouvrage. Il appartient au Maître d’ouvrage de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

Lorsqu'une évolution technologique est susceptible de bénéficier au Maître d’ouvrage, les parties se réunissent afin de discuter de l'opportunité de la prendre en compte, notamment au regard de ses modalités de mise en œuvre pratique et de ses conséquences financières.

7.3.4 - Modification des installations en cours de la phase Exploitation

Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix. Il en avertit le TITULAIRE au moins un (1) mois à l'avance.

Durant cette période, le TITULAIRE peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Durant les travaux ou remplacement de matériel, le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations et la continuité des services ne soient pas perturbés. Il doit préciser par écrit tout risque d'altération de fonctionnement occasionné par ces modifications de travaux.

En dehors de cette déclaration préalable, il est tenu pour responsable du manquement de continuité de service. Il a toute faculté, tant au cours des travaux qu'au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister, de signaler tout point apparaissant comme une anomalie dans l'installation. Ces constatations doivent être présentées dans un délai de cinq (5) jours, sous forme de lettre ou rapport ou intégrées dans la GMAO.

Le Maître d’ouvrage reste seul juge de la suite à donner dans le cadre de sa responsabilité.

A l'issue de chacune des réceptions, un procès-verbal de prise en charge est dressé contradictoirement. Celui-ci soulignera l'obligation du TITULAIRE à assurer, à dater du jour de la réception, l'exploitation et la maintenance des installations en cause, au même titre que celles qui font l'objet du présent marché. Un avenant au marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées.

7.3.5 - Protection des installations existantes

Le TITULAIRE étant chargé de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses frais dans les délais prescrits par ordre de service. A défaut d'exécution desdites réparations dans les délais prescrits, le Maître d'ouvrage peut, sans mise en demeure préalable, les faire exécuter aux frais et risques du TITULAIRE par tous les moyens qu'il juge bon.

7.3.6 - Plan de progrès

Le Marché étant à obligation de résultats, il appartient au TITULAIRE d'établir et de mettre en œuvre un plan de progrès, propre au Marché. Le TITULAIRE a l'obligation de moyen pour atteindre ses objectifs de résultat particulièrement pour la partie exploitation du contrat.

Ledit plan est établi par le TITULAIRE pendant la première année d'exécution de la Phase 3 puis transmis au Maître d'ouvrage au plus tard un (1) mois avant le terme de ladite première année.

Ledit plan de progrès doit définir, pour l'année suivante, les engagements du TITULAIRE en matière de :

- Recherche des optimisations de coûts ;
- Réduction des consommations en énergies et fluides ;
- Démarche d'amélioration continue afin d'accroître la satisfaction des utilisateurs : organisation interne, qualité de service, adéquation des besoins, etc.

Le TITULAIRE met annuellement à jour ledit plan et communique sa version actualisée au Maître d'ouvrage au plus tard un (1) mois avant la fin de l'année en cours de maintenance.

7.3.7 - Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément

Le TITULAIRE est informé, qu'au titre de la phase Exploitation, l'ensemble des locaux et des installations du projet sont désignés comme « Zone Protégée » dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.

Cette mesure prévue aux articles 413-7 et 413-1 à R413-5 du Code Pénal s'impose au prestataire et constitue une protection juridique contre les intrusions non autorisées par le chef de service.

L'attention du TITULAIRE est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations de service, les maintenances et travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Le personnel du TITULAIRE respecte les consignes de sécurité en vigueur au ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au TITULAIRE de prendre ses dispositions en conséquence.

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique que :

- Le TITULAIRE fournit à la MOA dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'OS-P3, la liste nominative du personnel pré-ciblé. Cette liste est soumise à l'approbation du MOA et doit être tenue à jour mensuellement. ;
- Le TITULAIRE fournit en outre les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour la circulation de ses personnels dans l'établissement (état civil complet : nom – prénoms - date et lieu de naissance – adresse - numéros de téléphone fixe et ou mobile).

Les agents affectés à l'exécution des prestations de la phase P3 sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande.

Les modifications intervenant dans la composition du personnel sont notifiées au service utilisateur au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le TITULAIRE informe le service dans le plus bref délai.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le TITULAIRE ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies à l'annexe 3 du CCAP.

7.3.8 - Organisation de l'exécution des prestations et du travail

7.3.8.1 - Continuité des prestations

En cas de problèmes de personnels (maladie, abandon de poste, grève de son personnel ou autre), le TITULAIRE s'engage à assurer l'ensemble des prestations prévues au présent marché et détaillées le programme EMS, avec une attention particulière aux prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments.

Le remplacement immédiat du personnel est fait dans le respect des conditions prévues à l'article 7.3.7. Intervention sur site sécurisé, accès sur agrément du présent CCAP

Le non-remplacement du personnel dans les délais impartis entraîne des pénalités telles que définies à l'annexe 3 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE ne peut assurer les prestations, il s'engage à les faire exécuter à ses frais par une autre société.

Le MOA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du TITULAIRE.

7.3.8.2 - Horaires d'intervention

Sauf disposition contractuelle contraire, les horaires d'intervention sont déterminés d'un commun accord entre le TITULAIRE et le MOA. Les heures d'intervention peuvent être modifiées en cours de marché.

7.3.8.3 - Effectifs

Les effectifs globaux et la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations sont fixés par le TITULAIRE dans son offre.

7.3.8.4 - Encadrement du personnel

Le responsable de la phase Exploitation désigné par le TITULAIRE est responsable de l'encadrement du personnel, du contrôle et du suivi de l'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du Programme EMS.

Il est assisté d’agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces. Il se rend aux convocations du MOA en cas d’insuffisance d’encadrement ou de consignes particulières au personnel en place.

Il présente également le site aux agents nouvellement affectés ou aux remplaçants.

Les éléments propres à la gestion du personnel sont incorporés au registre des prestations.

7.3.8.5 - - Locaux, matériels et fluides mis à la disposition du TITULAIRE

- Locaux : Des vestiaires et un lieu de stockage des produits et du matériel sont mis gratuitement à la disposition du TITULAIRE. Le TITULAIRE maintient les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement.
- Matériels : Le TITULAIRE ne peut exiger la mise à disposition de matériels.
- Fluides : Les fournitures d’énergie et d’eau froide ainsi que celles nécessaires à l’exécution proprement dite des prestations sont aux frais de la personne publique et mises à disposition du TITULAIRE dans les locaux.

7.3.9 - **Particularités d’exécution de la mission 15b (prestations d’hôtellerie, restaurations et services dans la zone de rétention) : R5**

7.3.9.1 - Suspension exceptionnelle des prestations de la mission 15b

- Avec un préavis de trois semaines

Les prestations relatives à la Mission 15b peuvent être suspendues avec un préavis de trois (3) semaines.

Dans cette situation, le TITULAIRE ne reçoit pas le montant forfaitaire mensuel égal au nombre de jour suspendu. Ce prix est remplacé par le montant indiqué dans le bordereau de prix par jour de fermeture, correspondant à l’amortissement des frais fixe des prestations.

Aucune autre demande ne pourra être prise en compte par le MOA compte tenu du délai de prévenance.

- Sans préavis

Dans cette situation, le TITULAIRE ne reçoit pas le montant forfaitaire mensuel égal au nombre de jour suspendu normalement dû. Ce prix forfaitaire est remplacé par le montant indiqué dans le bordereau de prix par jour de fermeture, correspondant à l’amortissement des frais fixe des prestations. Ce prix unitaire pourra être majoré d’une indemnité sur présentation, dans un délai d’un mois à compter de la notification de fermeture, des justificatifs des frais engagés.

7.3.9.2 - Etat contradictoire des effectifs « retenus » pour le calcul du prix de la mission 15b

A la fin de chaque mois, un état contradictoire des effectifs « retenus » est établi par le MOA via son chef de centre ou son représentant.

L’état contradictoire des effectifs « retenus » fait apparaître :

- Le nombre de retenus par jour arrêté quotidiennement à 8H30 le matin par le MOA via le chef du CRA ou son représentant,
- Le nombre total mensuel de retenus,
- Le taux de remplissage du CRA, calculé par rapport au nombre de repas commandés au prestataire pour le jour de la prestation sur le nombre total de retenus possibles (140 retenus) (cf article 4.1 du CCAP)

Cet état est signé par le chef de centre ou son représentant et envoyé au TITULAIRE pour établissement de la facture mensuelle.

À titre indicatif, la capacité d'accueil du centre est de 140 « retenus » répartis en 8 modules :

- 4 modules de 20 places
- 3 modules de 18 places
- 1 module de 6 places

8 - CONTRÔLE ET ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS

8.1 - **CONTRÔLE DES DOSSIERS D’ETUDES ET AUTRES LIVRABLES DOCUMENTAIRES**

8.1.1 - **Contrôle des Etudes de conception en phase de Conception (P1)**

Le MOEI établit le dossier d’études de niveau, APD ainsi que le dossier d’études de niveau PRO et les transmet au MOA, ainsi qu’au CT et au CSPS, dans le cadre des délais prévus au présent marché, afin qu’ils en prennent connaissance et en opèrent l’instruction et le contrôle.

Dans cette optique, et conformément à l’annexe de Spécification de Management (annexe n°4 du CCAP « SPEC »), le TITULAIRE organise, dans un délai maximum de sept (7) jours courant à compter de la date de remise de chaque dossier d’études de conception, des revues d’études qui consistent pour le TITULAIRE à présenter au MOA, au CSPS et au CT lesdites études, ainsi qu’à prendre connaissance de leurs éventuelles remarques et observations. Le MOEI devra être obligatoirement présent lors de ces réunions.

Au terme de ces revues des dossiers d’études de conception, et dans un délai maximal de vingt-et-un (21) jours courant à compter de la date de remise de chaque dossiers d’études de conception, le MOA, ainsi que le CT et le CSPS peuvent émettre des observations et remarques, qui peuvent amener le MOA à émettre un refus des études de conception transmises s’il estime qu’elles ne sont pas :

- Conformes aux exigences contractuelles, aux règles de l’art, et au niveau de qualité attendu,
- Conformes aux prescriptions et observations du CSPS et du CT,
- Complètes, finalisées et mises à jour,
- Claires, concises et précises,
- Intelligibles, compréhensives, et dénuées d’ambiguïtés et de difficultés d’interprétation.

En cas d’observations et de remarques du MOA, du CT, du CSPS, ou de refus émis par le MOA, le TITULAIRE dispose d’un délai minimum de quinze (15) jours pour intégrer les remarques et opérer les reprises d’études qui s’imposent et transmettre les études de conception ainsi modifiées au MOA, au CT et au CSPS, étant entendu que le MOA peut prescrire au TITULAIRE un délai d’intégration des remarques et de reprises supérieures, s’il l’estime nécessaire.

Le MOA, le CT et le CSPS prennent connaissance des modifications opérées par le TITULAIRE et peuvent à nouveau, dans un délai de vingt-et-un (21) jours, émettre des observations et remarques, et le cas échéant, le MOA peut émettre un refus, conformément aux dispositions qui précèdent.

En tout état de cause, les prestations relevant de la phase de Réalisation (P2) ne peuvent commencer tant que le MOA n’a pas émis l’ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation (P2).

Cet ordre de service de démarrage de la phase de Réalisation (P2) ne pourra être émis qu’une fois que les dossiers d’études de niveau PRO de l’ensemble des ouvrages auront été:

- Transmis au MOA,
- Finalisés par le TITULAIRE par l’intégration des différentes observations et remarques émises par le MOA, le CT et le CSPS, voire par les reprises d’études nécessaires à lever un refus émis par le MOA.

8.1.2 - Contrôle des Etudes d'Exécution en phase Réalisation (P2)

Le contrôle des études d’exécution est assuré par le MOEI.

Le MOEI atteste, par son VISA des études d’exécution, que ces dernières sont pleinement conformes aux études de conception dont il a lui-même assuré la production, ainsi qu’aux dispositions contractuelles.

Le TITULAIRE transmet les études d’exécution visées par le MOEI au MOA, ainsi qu’au CT et au CSPS, dans un délai de quarante-huit (48) heures maximum courant à compter de la date du VISA du MOEI.

Le MOA, le CT et le CSPS disposent alors d’un délai de quinze (15) jours pour émettre des observations et des remarques sur les études d’exécution transmises, lesquelles peuvent, le cas échéant, amener le MOA à émettre un refus de ces études d’exécution s’il estime qu’elles ne sont pas :

- Conformes aux études de conception, aux exigences contractuelles, aux règles de l’art, et au niveau de qualité attendu,
- Conformes aux prescriptions et observations du CSPS et du CT,
- Complètes, finalisées et mises à jour,
- Claires, concises et précises,
- Intelligibles, compréhensives, et dénuées d’ambiguïtés et de difficultés d’interprétation

En cas d’observations et de remarques du MOA, du CT, du CSPS, ou de refus émis par le MOA, le TITULAIRE dispose d’un délai maximum de sept (7) jours à compter de la date de leur notification au TITULAIRE pour intégrer lesdites remarques et opérer les reprises d’études qui s’imposent, et transmettre les études d’exécution ainsi modifiées au MOA, au CT et au CSPS.

Le MOA, le CT et le CSPS prennent connaissance des modifications ainsi opérées par le TITULAIRE et peuvent à nouveau, le cas échéant, émettre dans un délai de quinze (15) jours des observations et remarques, ou un refus.

En tout état de cause, aucun travaux ne peut commencer tant qu’un refus émis par le MOA sur les études d’exécution qui lui ont été transmises n’a pas été formellement levé par ce dernier dans les conditions détaillées dans l’annexe SPEC.

A l’inverse, en l’absence de refus expressément émis par le MOA dans le délai précité de quinze (15) jours, le TITULAIRE peut engager les travaux objet des études d’exécution, étant entendu que l’absence de refus, de remarque et d’observation de la part du MOA, n’exonère en aucune manière le TITULAIRE de ses responsabilités.

L’attention du TITULAIRE est portée sur le fait qu’à la différence des études de conception, les études d’exécution peuvent être transmises de manière fractionnée et séquencée.

8.1.3 - Contrôle des autres livrables documentaires

Concernant les livrables documentaires autres que les études de conception et d’exécution, ces documents donnent lieu à une instruction du MOA qui pourra émettre sous quinze (15) jours à compter de la date de remise de ces documents, des observations et des remarques, ou le cas échéant, un refus.

En cas d’observations et de remarques, ou de refus émis par le MOA, le TITULAIRE dispose d’un délai maximum de quinze (15) jours à compter de leur date d’émission, pour intégrer les remarques et opérer les reprises qui s’imposent, et transmettre les livrables documentaires ainsi modifiés au MOA.

8.2 - CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.2.1 - Contrôle, suivi et essais

Le contrôle, le suivi des travaux en cours d’exécution, et les essais sont assurés par le MOEI dans les conditions décrites au Plan d’Assurance Qualité et Plan de Contrôle et d’Essais à établir par le TITULAIRE conformément aux dispositions de l’Annexe 4 du présent CCAP « SPEC ».

Le MOA s’assure que les dispositions du Plan de Contrôle et d’Essais sont bien mises en œuvre et respectées par le TITULAIRE.

En complément des essais prévus par le TITULAIRE dans son Plan de Contrôle et d’Essais, le MOA peut prescrire des essais et contrôles complémentaires dits « opérationnels ». Ces essais pourront, par exemple, comprendre l’intervention d’une équipe utilisatrice afin de pouvoir mettre en situation la réalité opérationnelle.

Ces essais et contrôles complémentaires sont à la charge du MOA s’ils ne révèlent aucune non-conformité et/ou n’impliquent aucune reprise.

En revanche, dans l’hypothèse où les essais complémentaires réalisés par le MOA révéleraient des non-conformités et impliqueraient des reprises, les coûts afférents auxdits essais sont mis à la charge du TITULAIRE, qui assume par ailleurs les coûts découlant des opérations de reprise, ainsi que des essais supplémentaires qui permettront d’attester que l’ouvrage a été remis en conformité.

8.2.2 - Opérations Préalables à la Réception

La présente disposition déroge aux articles 41.1 à 41.2 du CCAG Travaux.

Les Opérations Préalables à la Réception comprennent :

- D’une part, les Opérations Préalables à la Réception Internes au TITULAIRE (OPRI), menées par le MOEI,
- Et d’autre part, les Opérations Préalables à la Réception du MOA (OPRM), menées par le MOA.

Les OPRI comme les OPRM ont pour objet de vérifier si les ouvrages réalisés et achevés sont conformes aux dispositions du programme et aux règles de l’art, et s’ils sont en état d’être réceptionnés.

8.2.2.1 - Opérations Préalables à la Réception Internes au TITULAIRE (OPRI)

Le TITULAIRE soumet au MOA, dans un délai huit (8) mois courant à compter de la date de démarrage de la phase de Réalisation (P2), notifiée par l’OS-P2, son Plan de Gestion des Réceptions, établi conformément aux dispositions de l’Annexe 4 du présent CCAP et après approbation du Plan de gestion des réceptions par le MOA, le MOEI. Ils s’assurent de sa mise en œuvre dans le respect des délais qui y sont précisés.

Ce Plan de Gestion des Réceptions définit le déroulement des OPRI, leur contenu ainsi que leurs modalités de réalisation, de séquençage, voire partie d’ouvrage par partie d’ouvrage, et leur calendrier.

Le TITULAIRE informe le MOA de la tenue des OPRI par écrit, au plus tard deux (2) mois avant la date d’achèvement prévisionnelle des travaux, correspondant au constat d’achèvement.

Les OPRI comprennent à minima :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ou par le MOA par OS
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie,
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le MOEI invite le MOA à assister aux OPRI, lequel peut y assister directement, ou s’y faire représenter.

Au terme des OPRI, le MOEI dresse un PV d’achèvement des OPRI, recensant les opérations de constatation réalisées ainsi que les éventuelles non-conformités identifiées.

Dans un délai de cinq (5) jours courant à compter de la date d’établissement du procès-verbal des OPRI, le MOEI adresse au MOA un constat d’achèvement des OPRI signé par lui, accompagné d’une copie du procès-verbal des OPRI, et dans lequel il précise, s’il propose ou non au MOA, de prononcer la réception des ouvrages. Dans l’affirmative, il propose d’assortir la réception de réserves dont il explicite la justification, détaille la teneur et précise les travaux nécessaires à leurs levées ainsi que les délais associés.

La notification par le MOEI au MOA du constat d’achèvement des OPRI ne vaut aucunement réception, seul le MOA pouvant prononcer ou non la réception des ouvrages. En ce sens, le TITULAIRE conserve la garde des ouvrages jusqu’à ce que le MOA en prononce la réception, soit postérieurement au constat d’achèvement des OPRI établi par la MOEI.

8.2.2.2 - Opérations Préalables à la Réception du MOA (OPRM)

La présente disposition déroge à l’article 41.3 du CCAG Travaux.

En parallèle du déroulement des OPRI, le MOA organise à sa convenance les OPRM qui visent à vérifier la bonne mise en œuvre des OPRI conformément aux dispositions du plan de gestion des Réceptions, ainsi que la conformité des ouvrages réalisés.

Ces OPRM permettent au MOA de :

- Vérifier que les prestations ont été réalisées conformément au programme de l’opération ;
- Vérifier les réserves mentionnées par le TITULAIRE lors des OPRI et d’intégrer des réserves supplémentaires non inscrites au constat d’achèvement remis par le TITULAIRE. Ce constat pourra être modifié afin d’intégrer ces éléments ;
- Réaliser des essais et tests

Le TITULAIRE s’engage à apporter son assistance au MOA dans la réalisation des OPRM, et dans cette optique, met notamment à sa disposition le personnel et le matériel qui lui seraient éventuellement nécessaires.

8.2.3 - **Décision de réception des travaux actant la livraison des ouvrages (DP2-2)**

Dans un délai maximum de trente (30) jours courant à compter de la date de notification du constat d’achèvement des OPRI, le MOA notifie au TITULAIRE si la réception est ou non prononcée, ou si elle est prononcée avec réserves, sous réserves, ou avec réfaction sur prix.

S'il prononce la réception, le MOA fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux.

8.2.3.1 - Réception avec réserves actant la livraison des ouvrages

Lorsque la réception est assortie de réserves, le TITULAIRE doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le MOA dans la décision de réception, étant entendu qu’en tout état de cause, toutes les réserves émises doivent avoir été levées au plus tard dans un délai de deux (2) mois courant à compter de la date de notification de la décision de réception (D-P2-2).

La totalité des dépenses engagées à l’occasion des levées de réserves est à la charge exclusive du TITULAIRE.

Le suivi de la réalisation des travaux de levée de réserve revient au MOEI qui, à cet effet, tient un registre des réserves.

Au terme des travaux de levée de réserves, le MOEI dresse un procès-verbal de levée de réserves, signé de sa part, qu’il adresse au MOA, accompagné d’une note explicative décrivant les travaux de levée de réserves opérés.

En cas d’acceptation de la levée de réserves par le MOA, le MOA retourne au MOEI le procès-verbal de levée de réserve signé sous quinze (15) jours maximum courant à compter de la date de réception dudit procès-verbal.

Dans l’hypothèse où les travaux de levée de réserves ne seraient pas réalisés ou pleinement et correctement réalisés dans les délais prescrits par le MOA, le TITULAIRE encourt l’application d’une pénalité journalière à compter de la date à laquelle les travaux de levée de réserve auraient dû être terminés.

Si après mise en demeure restée sans effet, le TITULAIRE n’a pas procédé aux travaux de levée de réserve, le MOA peut :

- Les faire exécuter aux frais et risques du TITULAIRE,
- Proposer une réfaction sur prix au TITULAIRE en contrepartie de la non levée de la réserve.

8.2.3.2 - Réception sous réserve

La présente stipulation déroge à l’article 41.5 du CCAG Travaux.

La réception pourra être prononcée par le MOA :

- **Sous réserve de l'exécution concluante d'épreuves et/ou d'opérations de vérification** qui ne peuvent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux.

Dans ce cas de figure, la décision de réception est affectée d'une condition résolutoire tenant à l'absence d'anomalie ou de non-conformité révélée à l'issue de ces épreuves et/ou vérifications, menée sous le pilotage du MOA,

- **Sous réserve de l'achèvement des prestations inachevées à la date de la réception**, s'il apparaît que des prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées.
Dans ce cas de figure, le MOA peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le TITULAIRE s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, lequel ne peut excéder trois (3) mois.
Il est précisé que ce dispositif est une simple faculté du MOA dont l'emploi est laissé à sa seule discrétion.
La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des OPRI sauf procédure contraire détaillée dans l'ordre de service.

8.2.3.3 - Réception avec réfaction sur prix

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, ou encore, si certaines prestations de faible importance n'ont pas été réalisées dans les délais, le MOA peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux ou l'exécution des prestations non réalisées, et proposer au TITULAIRE une réfaction sur le prix.

Si le TITULAIRE accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve, pour le sujet considéré.

Dans le cas contraire, le TITULAIRE demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée avec réserve tenant à leur réparation, ou sous réserve de l'exécution des prestations non réalisées.

8.3 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS EN PHASE EXPLOITATION : ENTRETIEN, HOTELLERIE ET MAINTENANCE

8.3.1 - Contrôle des prestations d'Exploitation

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies en phase d'Exploitation (P3) et les spécifications du marché.

Le MOA procède aux opérations de vérifications qu'il estime nécessaires.
Celles-ci peuvent revêtir soit la forme de visites du site, soit la forme d'essais de fonctionnement.

En cas de désaccord sur le constat des vérifications, celles-ci pourront être exécutées avec l'assistance d'un organisme extérieur spécialisé dont la rémunération est prise en charge par le demandeur.
Si ledit organisme extérieur est choisi par le TITULAIRE, il sera soumis aux dispositions relatives de la sous-traitance.

Le TITULAIRE communique au MOA les documents de conduite et de maintenance définis au programme d'exploitation et de maintenance, ainsi que les documents nécessaires au bon suivi des prestations d'hôtellerie et d'entretien.

Pour les opérations de vérification, celles-ci ont lieu à l'occasion de l'exécution de prestations et spécifiquement aux opérations de maintenance ou indépendamment de celles-ci, sans bien sûr en perturber le déroulement. Elles portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les objectifs de performance à respecter pour le TITULAIRE sont définis dans le programme d'exploitation et maintenance annexé au programme technique détaillé (phase offre).

Le représentant du TITULAIRE est présent lors des opérations de vérification.
Si une de ces vérifications contradictoires révèle une anomalie sur une prestation ou un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation ou de l'équipement concerné.
Dans le cas où ces immobilisations seraient la conséquence d'une défaillance du TITULAIRE, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies au présent marché.

Les principaux objectifs du contrôle sont :

- La conformité des prestations réalisées au regard de celles prévues par le présent marché,
- Le contrôle de l'atteinte des attendues définies dans le présent marché,
- L'optimisation des coûts,
- La pérennité du patrimoine et/ou la cohérence de son évolution.
- La sécurité des usagers et du personnel travaillant au sein du CRA et de l'AJ

8.3.2 - Décision d'admission

Le MOA prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.
L'admission prend effet à la date de notification au TITULAIRE de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de l'achèvement de l'exécution du service.

8.3.2.1 - Ajournement

Lorsque le MOA estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le TITULAIRE à présenter à nouveau au MOA les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.
Le TITULAIRE doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du TITULAIRE ou de silence gardé par lui durant ce délai, le MOA a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du TITULAIRE ou de l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus mentionnés.

Le silence gardé par le MOA au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le TITULAIRE présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le MOA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le TITULAIRE.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du MOA, le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le MOA aux frais du TITULAIRE.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du MOA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du TITULAIRE après que celui-ci en a été informé.

8.3.2.2 - Réfaction

Lorsque le MOA estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au TITULAIRE qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le TITULAIRE ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le TITULAIRE formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le MOA est réputé avoir accepté les observations du TITULAIRE et l'admission est réputée sans réfaction.

8.3.2.3 - Rejet

Lorsque le MOA estime que les prestations ne peuvent pas être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le TITULAIRE a été mis à même de présenter ses observations. En cas de rejet, le TITULAIRE est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le TITULAIRE dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le MOA, aux frais du TITULAIRE.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du MOA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du TITULAIRE après que celui-ci en a été informé.

9 - CLAUSE DE REEXAMEN

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants. Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, l'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels. L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au TITULAIRE par l'acheteur public.

La clause de réexamen concerne aussi bien les prestations forfaitaires que les prestations supplémentaires. Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les trois (3) mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, le MOA pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article Résiliation du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation

9.1 - MODIFICATION DES PRESTATIONS

9.1.1 - Modification des surfaces

Les modifications des surfaces supérieures à 10% (pour la zone « retenus » comme pour les autres zones du site), de leur usage ou de leur destination devra faire l'objet :

- d'une information préalable au TITULAIRE pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- d'une première proposition du TITULAIRE, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- d'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes organisationnels et financiers pour chacune des parties ;

L'accord trouvé sera validé par une modification contractuelle, qui ne pourra augmenter de plus de 20 % le montant initial de la rubrique concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 20%).

9.1.2 - Modification des caractéristiques

Il s'agit ici de modifications techniques ou organisationnelles pouvant concerner l'ensemble des rubriques, telles que, par exemple, des changements dans la configuration des systèmes de gestion bâtementaire, ou sécuritaire, modifications ayant un impact sur le mode d'exécution des prestations suite à évolution technologique (progrès techniques, évolution des systèmes, drones, etc.).

Les modifications précitées des installations peuvent également avoir pour cause les travaux à venir sur les points suivants :

- aménagements extérieurs : cours, espaces verts, clôtures, portillon, ... ;
- équipements de sûreté et raccordements afférents : évolution des systèmes technique détection/anti-intrusion, reconnaissance faciale, achat et déploiement de drones, modifications de matériel, etc.;
- installations électriques : évolution des systèmes électriques et de chauffage (modification suite aux travaux, pompe à chaleur ou « tout électrique »), etc.;

Ces modifications devront être anticipées tant que faire se peut, et donner lieu à :

- une information préalable au TITULAIRE, pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- une première proposition du TITULAIRE, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, logiciels, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties.

L'accord trouvé sera validé par une modification contractuelle qui ne pourra augmenter de plus de 50 % le montant initial de chaque rubrique concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 50 %).

9.2 - AJOUT D'UN BÂTIMENT OU D'UN ESPACE

Si au cours de l'exécution du présent marché, des bâtiments ou espaces devaient être intégrés au périmètre initial, la MOA activera la clause de réexamen et engagera avec le TITULAIRE un dialogue et une négociation technique et financière pour évaluer et chiffrer le ou les bâtiments ou espaces en question sur l'ensemble des spécifications techniques et financières impacté.

Les prix communs à tous les lots techniques et phase définis dans les DPGF s'appliqueront pour tout nouveau bâtiment ou espace. Des prix spécifiques relatifs aux ajouts seront intégrés par modification contractuelle.

Les modifications contractuelles afférentes interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations.

L'accord trouvé sera validé par modification contractuelle, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial de chaque phase concernée, sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30%) ;

9.3 - - PANDÉMIES, CONJONCTURE SANITAIRE, ÉTAT GRAVE, ÉTAT DE GUERRE

Dans le cas d’une pandémie ou autre état grave assorti d’une déclaration d’état d’urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le TITULAIRE a une obligation de résultat.

Il s’assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l’établissement.

9.3.1 - - Prolongation de la durée du contrat

La durée de l’exécution du contrat pourra être éventuellement prolongée.

9.3.2 - - Surcoûts éventuels

Le MOA pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- liés à la période d’interruption (coûts directs)
- liés aux nouvelles modalités d’exécution du contrat.

Le MOA établira des modifications contractuelles (ou avenants) sur la base de la clause de réexamen, pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre des cas précités.

9.4 - - CLAUSE DE TRANSFERT

Dans le cas où le TITULAIRE ferait l’objet :

- d’une fusion ;
- d’une transformation de sa forme juridique ;
- d’une restructuration ;
- d’une acquisition (cession et donation) ;
- d’une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- d’une location gérance ;

Le TITULAIRE du marché a l’obligation d’informer le MOA de la procédure de transfert et de transmettre toutes les pièces et justificatifs afférents. Le MOA pourra alors établir une modification contractuelle de transfert.

La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l’assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées. La poursuite du contrat avec le nouveau TITULAIRE est laissée à l’appréciation du MOA tout comme la satisfaction des qualifications et de l’expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché

9.5 - - RETRAIT D’UN BÂTIMENT OU D’UN ESPACE (HORS PÉRIMÈTRE CLAUSE DE RÉEXAMEN)

Si au cours de l’exécution du marché des bâtiments ou d’un espace devaient être retirés du périmètre initial, l’acheteur utilisera les mécanismes habituels de modification contractuelle (hors clause de réexamen) pour retirer sans indemnités les bâtiments ou espaces concernés des DPGF concernées. Le TITULAIRE ne pourra pas s’y opposer.

Dans la mesure où les conditions d’exécution du contrat sont modifiées, le retrait de bâtiments ou espaces fait l’objet d’un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au TITULAIRE par le MOA.

9.6 - - DISPARITION D’UN INDICE DE REFERENCE POUR LE CALCUL DE REVISION DE PRIX

Si un indice de révision de prix vient à disparaître en cours d’exécution du marché, le MOA pourra procéder aux modifications nécessaires en choisissant un indice disponible le plus approchant pour effectuer le calcul de la révision des prix.

10 - FIN DU MARCHÉ

10.1 - Terme du marché

Le présent marché se termine au terme de la phase d’Exploitation (P3). En tout état de cause, le présent marché sera achevé une fois que :

- Les ouvrages prévus au présent marché ont été réceptionnés, et que les réserves assortissant la réception des différents ouvrages ont toutes été levées,
- Tous des livrables documentaires requis par le présent marché ont été livrés en bonne et due forme, et que les différentes remarques et observations du MOA ont été intégrées,
- Toutes les prestations d'entretien, d'hôtellerie et de maintenance prévues au présent marché ont été exécutées.

10.2 - Remise en fin de marché

Cette clause est applicable pour la fin de marché ou bien en cas de résiliation anticipée du présent marché.

10.2.1 - Etat des lieux

Le TITULAIRE s’engage à laisser en fin d’exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d’entretien et de fonctionnement au Maître d’ouvrage. Un état des lieux sera établi contradictoirement entre le nouvel exploitant TITULAIRE et le TITULAIRE (sortant), et fera l'objet d'un procès-verbal. Le Maître d’ouvrage pourra participer à cet état des lieux. L’état des lieux portera sur :

- La visite détaillée des lieux et l'audit technique des matériels afin d'établir si les installations confiées au TITULAIRE sont en état normal d'entretien ;
- L'état des stocks de pièces détachées et de consommables.

10.2.1.1 - Documentation et bases de données

En cas de résiliation, ou au terme normal du présent marché, l'ensemble des documents et des données qui lui auront été confiés et/ou qui auront été constitués au cours du marché sont restitués par le TITULAIRE sortant au Maître d’ouvrage. Le paiement des sommes dues par le Maître d’ouvrage au TITULAIRE au titre du marché est soumis à cette transmission.

Si ces données sont intégrées à des outils dont le TITULAIRE est propriétaire ou utilisateur exclusif en fonction de licences qu'il détient, les données seront transférées aux frais du TITULAIRE sous des formats standards de type EXCEL, en particulier en ce qui concerne les données de la GMAO.

Tous frais de reconstitution du dossier seront supportés par le TITULAIRE et, à défaut, seront retenus par le Maître d’ouvrage sur le décompte définitif ou paiement pour solde pour la phase 3.

Le TITULAIRE remet par ailleurs à la disposition du Maître d’ouvrage tous les documents et éléments suivants, entre autres :

- La documentation technique, plans et schémas transmis lors de la mise en place ou en cours d’exécution du Marché et ceux mis à jour par suite des modifications des installations réalisées par le TITULAIRE ;
- Les moyens et les fournitures mis à sa disposition par le Maître d’ouvrage ;
- Le stock de pièces détachées appartenant au Maître d’ouvrage, validé par un dernier inventaire exhaustif.

10.2.1.2 - Restitution des installations techniques

Le TITULAIRE s'engage à laisser, en fin de Marché, les installations techniques en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Dans les six (6) mois précédant le terme de la Phase d’Exploitation-Maintenance (P3), le Maître d’ouvrage et le TITULAIRE établiront un état des lieux contradictoire des biens meubles et immeubles gérés par le TITULAIRE en phase d’exploitation maintenance, afin de vérifier qu’ils sont en bon état d’entretien et de fonctionnement conformément au Marché.

L’objectif de cet état des lieux est de déterminer s’il y a lieu de réaliser aux frais du TITULAIRE des opérations de maintenance au titre du Marché avant son échéance

10.2.2 - Réversibilité et transférabilité technique des services

La réversibilité s’entend comme étant l’opération de retour de responsabilité technique, par laquelle le MOA reprend les prestations qu’il avait confiées au TITULAIRE. Cette mission doit être mise en œuvre pour permettre d’assurer la continuité de l’ensemble des services sans interruption de la phase 3. La réversibilité implique la transférabilité des responsabilités et des connaissances techniques au nouveau prestataire désigné ou au MOA.

De façon générale et en complément de l’annexe de spécification de management, la réversibilité comprendra la fourniture des logiciels exécutables ou autres, le cas échéant, les codes sources, la documentation associée, les fichiers de paramétrage, scripts d’exploitation, la documentation technique et fonctionnelle, les supports de formation.

Cette mission devra également comprendre la formation des repreneurs, le transfert des actifs et la mise à jour des référentiels documentaires.

Un plan de réversibilité devra être établi par le TITULAIRE et listera toutes les prestations à mettre en place pour accompagner le changement, ainsi qu’un planning détaillé.

Un audit de réversibilité pourra être mis en œuvre pour vérifier que toutes les conditions sont remplies.

10.3 - Résiliation du marché avant son terme

Il est fait application des articles 49, 50.1, 50.2.2 et 51 du CCAG Travaux.

- En complément de l’article 50.3 du CCAG, le MOA peut résilier le présent marché en cas :
- De difficulté avérée dans l’exécution du marché. Lorsque le TITULAIRE rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le MOA peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du TITULAIRE
 - D'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le MOA peut résilier le marché.

Elle n'ouvre droit, pour le TITULAIRE, à aucune indemnité.

Pour les autres cas de résiliation listées dans les articles du CCAG Travaux précités, le présent article déroge à l’article 50.4 :

Dans le cas où le MOA résilie pour motif d’intérêt général, le TITULAIRE aura le droit à une indemnité de résiliation équivalente à 3% de la phase en cours d’exécution où un OS d’exécution a été notifié. Par exemple, si la décision de résiliation pour motif d’intérêt général intervient en cours de la phase Exploitation, le TITULAIRE sera en droit d’obtenir 3% du montant global HT de la phase P3 ou du montant de l’OS concerné.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG, l’inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du TITULAIRE.

De plus, en application de l’article 11 du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 08 avril 2022, modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, au 23 de l’article 1er, la résiliation des contrats en cours d’exécution en application du règlement ne pourra donner lieu, au bénéfice des entités se trouvant dans l’un des cas mentionnés au règlement, à aucune indemnisation, y compris une compensation, une prorogation de paiement ou une garantie. Les règles relatives à l’indemnisation des TITULAIRES du fait d’une résiliation à l’initiative du MOA, quel qu’en soit le motif, se trouvent donc écartées.

Par ailleurs, après mise en demeure du maître d’ouvrage, si le TITULAIRE ne se conforme pas aux stipulations du marché ou aux ordres de service, dans un délai déterminé, le MOA se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du TITULAIRE.

11 - GARANTIES

11.1 - Garantie de parfait achèvement

Les dispositions de l’article 44 du CCAG-Travaux s’appliquent à l’exception et par dérogation, des dispositions de l’article 44.2 du CCAG-Travaux, en ce sens que la GPA sera automatiquement prolongée jusqu’à la levée de la dernière réserve. Autrement dit, si, à l’expiration du délai de garantie, le TITULAIRE n’a pas procédé à l’exécution des travaux et prestations énoncés au présent Article, le délai de garantie est automatiquement prolongé jusqu’à l’exécution complète des travaux et prestations, que ceux-ci soient assurés par le TITULAIRE ou qu'ils le soient d'office conformément aux stipulations du paragraphe sur l’exécution des prestations au frais et risques du TITULAIRE.

La retenue de garantie ne sera pas remboursée ou les garanties bancaires ne seront pas levées, tant que toutes les réserves émises sur la décision de réception n’aurent pas été intégralement et expressément levées.

11.2 - Garantie de bon fonctionnement

La garantie de bon fonctionnement est à la charge du TITULAIRE qui garantit le MOA pendant **deux (2) ans** à compter de la date de réception des travaux, des malfaçons affectant les éléments d’équipement dissociables des éléments constitutifs de l’ouvrage.

11.3 - Garantie décennale

En application des articles 1792 et suivants du Code civil, le TITULAIRE est responsable envers le Maître d'ouvrage, pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date de réception, des dommages (mêmes résultant d'un vice du sol) qui compromettent la solidité des ouvrages réceptionnés ou qui, les affectant dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination.
Si de tels dommages apparaissent, le Maître d'ouvrage doit en informer le TITULAIRE dans les meilleurs délais

11.3.1 - Garanties particulières

A ce stade de la consultation, les garanties particulières sont en cours d’élaboration.

- 11.3.1.1 - Garanties Particulières sur les matériels et réseaux VDI
- 11.3.1.2 - Garanties Particulières sur les mobiliers
- 11.3.1.3 - Garanties Particulières sur les espaces verts

12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

12.1 - Responsabilités

12.1.1 - Dommages aux tiers

Par dérogation à l’article 35 du CCAG-Travaux, le TITULAIRE supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature que les travaux et prestations objet du présent marché, réalisés par les le TITULAIRE ou ses sous-traitants, pourraient causer au maître d’ouvrage ou à des tiers. A ce titre, le TITULAIRE sera tenu de relever et garantir le maître d’ouvrage de toute condamnation qui pourrait être prononcée à son encontre, y compris après la notification du DGD de chacune des phases.

12.1.2 - Dommages subis par le MOA

12.1.2.1 - Dommages matériels

Le TITULAIRE supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages matériels de toute nature qui pourraient atteindre les biens du MOA, dont il est propriétaire ou gestionnaire à quelque titre que ce soit.

Le MOA réalise ou fait réaliser la remise en état de ses biens endommagés au cours ou à la fin de l’exécution des travaux. Les frais correspondants sont supportés par le TITULAIRE.

12.1.2.2 - Dommages immatériels

Le TITULAIRE supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages immatériels consécutifs ou non à des dommages matériels et ou corporels subis par le MOA.
Par dommages immatériels, il faut entendre tout préjudice résultant de la privation de jouissance d'un droit, d'un bien, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un gain, d'un bénéfice, d'une exploitation, de recette ou de clientèle, ou encore toute indemnité que le MOA pourrait être amené à verser à tous ses cocontractants autres que le TITULAIRE du Marché impliqué dans la réalisation des dommages.

12.1.2.3 - Dommages subis par le personnel du maitre d’ouvrage

Lorsqu’un accident affecte un préposé du Maître d’ouvrage, il est donné à cet accident les suites qu’imposent le droit commun et le droit de la sécurité sociale.
Si cet accident survient du fait dudit TITULAIRE ou d’un de ses préposés, le TITULAIRE doit rembourser au Maître d’ouvrage les indemnités et les majorations qu’il aura payées en application du Code la sécurité sociale, par application, selon le cas, du régime de droit commun ou du régime spécial applicable.

12.1.3 - Exonération

Le TITULAIRE n’est admis à s'exonérer, même partiellement, des responsabilités mentionnées ci-avant, qu'autant qu'il apporte la preuve que les dommages résultent :

- ☐ du fait du Maître d’Ouvrage ou de ses préposés ;
- ☐ ou d'un cas de force majeure non susceptible d’être couvert par une assurance.

Toutefois, il est précisé que le TITULAIRE ne peut aucunement s’exonérer de ses responsabilités en invoquant tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

12.1.4 - Responsabilité décennale

Conformément aux principes inspirés des articles 1792 et suivants du Code civil, le TITULAIRE est responsable de plein droit, envers le Maître d’ouvrage, des dommages, même résultant d’un vice du sol, qui compromettent la solidité de l’ouvrage ou qui, l’affectant dans un de ses éléments constitutifs ou l’un de ses éléments d’équipement, le rendent impropres à sa destination.

12.2 - Assurances

12.2.1 - Assurances du marché

12.2.1.1 - Assurance responsabilité civile professionnelle

Le TITULAIRE attestera qu’il est assuré en responsabilité civile travaux, après travaux et professionnelle, y compris atteintes à l'environnement, pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, qu’il peut causer aux tiers y compris au Maître d'ouvrage, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent Marché.

Les montants des garanties de cette assurance doivent être suffisants au regard de la réalité des risques que le TITULAIRE encourt au titre des responsabilités qui lui incombent.

Les montants des garanties par nature de dommages au titre de cette assurance ne constituent en aucun cas une limite des responsabilités encourues ou des garanties dues par le TITULAIRE.

12.2.1.2 - Assurance responsabilité décennale

Le TITULAIRE doit justifier de la souscription de contrat d'assurance couvrant les responsabilités relevant des articles 1792 à 1792-4 et 2270 du Code civil.

Les garanties porteront sur l'assurance des ouvrages de bâtiment gérée en capitalisation pour un montant assuré en rapport avec l'importance de l'opération.

12.2.1.3 - Assurance tous risques chantier

Le maître d’ouvrage n’a pas prévu de souscrire une police d’assurance tous risques chantier.

S’il y a souscription d'une police tous risques chantiers, les garanties suivantes sont acquises pendant la période de construction à compter du déchargement effectué sur le site du chantier et jusqu’à réception, y compris pendant les essais, toutes pertes ou dommages matériels subis par les ouvrages et, sous réserve des exclusions stipulées au marché, à la suite notamment d’incendie, d’explosions, de dégâts des eaux, d’événements naturels, d’attentats, actes de malveillance, de terrorisme ou de sabotage, de dommages matériels dus à des vices de conception, de dommages matériels dus à des vices de matière, d’effondrement.

12.2.2 - Assurances au titre des phases d’exploitation maintenance

Le TITULAIRE doit souscrire une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile pour tous dommages corporels, matériels et immatériels causés à des tiers y compris au Maître d'ouvrage, résultant ou non de leur activité au titre de l’exploitation-maintenance.

12.2.3 - Autres polices d’assurance

Il appartient au TITULAIRE de souscrire, à ses frais, toute assurance complémentaire qu’il jugera nécessaire pour couvrir ses intérêts.

12.2.4 - Communication des polices d’assurance

Avant la notification du présent Marché, le TITULAIRE doit justifier qu’il est titulaire des assurances requises par le présent Marché en produisant une attestation de son assureur. Le TITULAIRE transmettra chaque année au Maître d’ouvrage ses attestations d’assurance à jour pour l’année considérée.

En cas de changement de police en cours d’exécution du marché, le TITULAIRE doit transmettre les nouveaux éléments au MOA dans un délai de 15 jours à compter de la mise en vigueur de cette nouvelle police.

Durant l’exécution de la prestation, le TITULAIRE doit produire ces attestations à chaque échéance au Maître d’ouvrage. Le Maître d’ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent Marché aux torts du TITULAIRE en cas de non- production des justificatifs d’assurance.

12.2.5 - Absence ou insuffisance de garantie du TITULAIRE

Le TITULAIRE s’interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du Maître d’ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le Maître d’ouvrage au titre des polices qu’il souscrit seront intégralement répercutées sur le membre du groupement concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues.

De même, toute surprime éventuelle mise à la charge du Maître d’ouvrage pour absence ou insuffisance de garantie d’un des membres du groupement lui sera intégralement répercutée et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

12.2.6 - Assurance maître de l’ouvrage

Conformément à l’article L.243-1 du code des assurances « les obligations d’assurance ne s’appliquent pas à l’État lorsqu’il construit pour son propre compte».

12.2.7 - Sinistres

En cas de sinistre, le TITULAIRE ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs.

Le TITULAIRE ne peut s'opposer à ce que ses compagnies d'assurances et celles du Maître d'ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation postérieurement à un sinistre.

13 - AUDIT

Le MOA peut diligenter des audits sur les conditions de réalisation des prestations et travaux objet du présent marché.

Dans le cadre de tels audits, le MOA a accès à tous documents, comptes-rendus, justificatifs de procédures et méthodes, ainsi qu’aux données brutes ou prétraitées des Systèmes d’Information, nécessaires au bon déroulement de l’audit.

Les agents mandatés par le MOA pour mener à bien l’audit peuvent procéder à toute vérification sur le chantier.

Le TITULAIRE fournit, à ses frais, l’aide nécessaire au bon déroulement de la mission d’audit.

Pour les prestations relatives à la phase Exploitation, le TITULAIRE devra se référer au Programme EMS pour réaliser, dès le démarrage de la phase exploitation du marché un audit/état des lieux des installations dont il prend l’exploitation. Les modalités sont décrites dans le Programme EMS.

14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1 - Droits du MOA

Le MOA peut librement utiliser les résultats tels que définis à l’article 45.1 du CCAG-Travaux, même partiels, des prestations.

Le MOA a le droit de reproduire, c’est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.
Le MOA peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l’exécution du Marché.
Le MOA peut librement publier les résultats des prestations, cette publication devant mentionner le TITULAIRE.

14.2 - Droits du TITULAIRE

Cet article déroge aux articles 45 à 48 du CCAG-Travaux.

Le TITULAIRE ne peut faire aucun usage (commercial ou autre) des résultats des prestations sans l’accord préalable du MOA.
Le TITULAIRE ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu’avec l’autorisation préalable et expresse du MOA.
La publication des résultats par le TITULAIRE doit recevoir l’accord préalable du MOA ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l’étude a été financée par le MOA.
Dans le cas où le MOA a donné son accord, elle peut le subordonner au versement de redevances à son profit.

Compte-tenu de leurs spécificités, les résultats ayant pour objet d’identifier le MOA et qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

Le TITULAIRE cède au MOA, les bases de données développées aux fins d’exécution du Marché.

14.3 - Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le MOA n’acquiert pas du fait du Marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l’occasion de l’exécution du Marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le TITULAIRE est tenu de communiquer au MOA, à la demande de cette dernière, les connaissances acquises dans l’exécution du Marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le MOA s’engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du TITULAIRE comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l’objet du Marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l’occasion de l’exécution du Marché ne sauraient avoir pour effet de restreindre de quelque manière que ce soit le MOA dans l’utilisation des résultats des prestations.

Le TITULAIRE garantit le MOA contre toutes les revendications des tiers relatives à l’exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l’occasion de l’exécution des prestations et de l’utilisation de leurs résultats, notamment pour l’exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du Marché, au montant hors taxes (HT) du Marché.

De son côté, le MOA garantit le TITULAIRE contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l’emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d’un tiers contre le TITULAIRE ou le MOA, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d’eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu’ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le TITULAIRE ne respecte pas les obligations du présent article, il s’expose à la résiliation du Marché en application des dispositions prévus au présent CCAP.

15 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

15.1 - Description du traitement de données a caractère personnel

Le TITULAIRE est autorisé à traiter pour le compte du MOA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les opérations objet du marché
Le TITULAIRE est tenu, ainsi que l’ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, TITULAIRES, ou consultés, au secret professionnel et à l’obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions (ensemble ci-après « Informations Confidentielles ») dont il a eu ou aura connaissance durant l’exécution du Marché.

15.1.1 - Obligations du TITULAIRE

- Le TITULAIRE s’engage à respecter les obligations suivantes :
- Traiter les données conformément aux instructions du MOA
 - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
-

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur les Informations Confidentielles et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de ceux strictement nécessaires à l'exécution du Marché, sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles qui leur sont communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent Marché ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des Informations Confidentielles traitées pendant la durée du présent Marché, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Si le TITULAIRE considère qu'il y a lieu une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le Maître d'Ouvrage.

En outre, si le TITULAIRE est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le MOA avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du TITULAIRE pourra être engagée.

15.1.1.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le TITULAIRE peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le MOA de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du Contrat de sous-traitance ultérieur. Le MOA dispose d'un délai minimum de 14 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si MOA n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent Marché pour le compte et selon les instructions du mandataire. Il appartient au MOA de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le TITULAIRE demeure pleinement responsable devant le MOA de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

15.1.1.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de MOA l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

15.1.1.3 - Exercice des droits des personnes

Le TITULAIRE aide le MOA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du TITULAIRE des demandes d'exercice de leurs droits, le TITULAIRE doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique (précisée en phase offres).

15.1.1.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le TITULAIRE notifie au MOA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : électronique

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au MOA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du MOA, le TITULAIRE communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

15.1.1.5 - Aide du TITULAIRE dans le cadre du respect par le MOA de ses obligations

Le TITULAIRE aide le MOA pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

15.1.1.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le TITULAIRE s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15.1.1.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le TITULAIRE s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

15.1.1.8 - Délégué à la protection des données

Le TITULAIRE communique au MOA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

15.1.1.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le TITULAIRE déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du MOA comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte du MOA
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15.1.1.10 - Documentation

Le TITULAIRE met à la disposition du MOA, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le MOA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

15.1.2 - Obligations du mandataire

Le mandataire s'engage à :

- fournir au TITULAIRE les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le TITULAIRE,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du TITULAIRE,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections nécessaires auprès du TITULAIRE.

16 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le mandataire informe immédiatement le maître d'ouvrage de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire ou de l'un des membres de son groupement en produisant une copie du jugement de redressement ou de liquidation judiciaire désignant l'administrateur ou le liquidateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure l'invitant à se prononcer sur la poursuite ou la résiliation du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au TITULAIRE dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

Si l'administrateur ou le liquidateur confirme que l'opérateur économique n'est pas en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de toute réponse de sa part au-delà d'un mois, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui imparti un délai plus court.

La décision de résiliation du marché est notifiée au TITULAIRE et n'ouvre droit à aucune indemnité.

17 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

17.1 - DROIT APPLICABLE

Le présent marché est régi par le droit français.

17.2 - PRINCIPE DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à toute difficulté qui pourrait surgir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

17.3 - MÉMOIRE EN RÉCLAMATION

Dans l'éventualité où une difficulté d'exécution ne serait pas réglée en réunion, et deviendrait un différend caractérisé, le TITULAIRE pourra formuler un mémoire en réclamation exposant les motifs du différend et indiquant pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire en réclamation est notifié au MOA qui notifie au TITULAIRE sa décision dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du TITULAIRE.

17.4 - RECOURS AU MEDIATEUR ET AU COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE

Lorsque le Maître d'ouvrage et le TITULAIRE ne parviennent pas à régler le différend, ils privilégient le recours à

- le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à : Monsieur le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur - Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 08

- Médiateur des entreprises rattaché auprès du ministère de l'économie et des finances, conformément aux dispositions de l'article L.2197-4 et R.2191-23 à 24 du CCP, joignable en suivant le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Les parties peuvent également recourir à un médiateur conventionnel ou faire désigner, même avant toute instance, un médiateur juridictionnel après sollicitation du Tribunal administratif compétent.

Si avec le médiateur ne suffit pas, les parties peuvent recourir au Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE - Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie - Comité consultatif interrégional de règlement amiable
Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1 - Tél. : 02 53 46 79 02
Courriel : dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr .

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

17.5 - JURIDICTION COMPETENTE

Si d'aventure, le MOA et le TITULAIRE ne parviennent pas à régler à l'amiable leur différend, au travers des dispositifs précités, elles saisissent la juridiction compétente pour trancher leur différend.

En l'occurrence, le litige relèvera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Rennes conformément aux dispositions de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, y compris en cas de référé ou de pluralité des défendeurs.

Ses coordonnées sont les suivantes :

4 Ctr de la Motte - 35044 Rennes - Greffe du tribunal : greffe.ta-rennes@juradm.fr
ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr

18 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

S'agissant d'un marché public global sectoriel, le présent marché comporte certaines dérogations générales au CCAG Travaux visant à en adapter ses dispositions au cas d'un marché global.

Le présent marché comporte également des dérogations spécifiques au CCAG Travaux.

En tout état de cause, et conformément à l'article 2 du présent CCAP, en cas de contradiction entre les stipulations du présent CCAP et celles du CCAG Travaux, les premières prévalent sur les secondes.

18.1 - DÉROGATIONS GÉNÉRALES AU CCAG TRAVAUX

18.1.1 - Remplacements des mots "Entrepreneurs" par " le TITULAIRE "

Le présent marché fait l'objet d'une dérogation générale au CCAG Travaux, consistant à remplacer les mots « L'Entrepreneur » dans le CCAG Travaux, par les mots « Le TITULAIRE ».

18.1.2 - Remplacement des mots "Maître d'œuvre" par "MOA"

Le présent marché fait l'objet d'une dérogation générale au CCAG Travaux, consistant à remplacer les mots « maître d'œuvre », dans le CCAG Travaux, par les mots « MOA » aux articles suivants :

REEMPLACEMENT DES MOTS « MAITRE D’ŒUVRE » PAR « MOA » DANS LE CCAG TRAVAUX	
Article 4.1.2	Contenu des prix
Article 4.4.2	Paie ment des cotraitantco-traitants
Art 4.4.3	Présentation et traitement des demandes de paiement pour la Phase 1 et 2
Article 4.5	Rémunération des prestations supplémentaires
Article 7.1.2.1	Ordres de services
Article 7.2.6	Mise à disposition d’emprises ou de terrains

18.1.3 - Remplacement des mots "Maitre d'œuvre" par "Le MOEI"

Le présent marché fait l’objet d’une dérogation générale au CCAG Travaux, consistant à remplacer les mots « maître d’œuvre », dans le CCAG Travaux, par les mots « MOEI » aux articles suivants :

REEMPLACEMENT DES MOTS « MAITRE D’ŒUVRE » PAR « MOEI » DANS LE CCAG TRAVAUX	
Article 2.3.2.1	Forme du groupement
Article 4.5	Rémunération des prestations supplémentaires
Article 5	Clauses relatives aux délais
Article 8.2.2	Opérations préalables à la réception

18.1.4 - Suppression des mots "Maître d'œuvre"

Le présent marché fait l’objet d’une dérogation générale au CCAG Travaux, consistant à supprimer les mots « maître d’œuvre », dans le CCAG Travaux

18.2 - DEROGATIONS SPECIFIQUES

Article du présent CCAP portant dérogation au CCAG Travaux	Articles du CCAG Travaux auxquels le présent CCAP déroge
2.3.2.4	52.1 et 52.7.2 et 52.7.3
3.1	4.1
4.1.2	34.1
4.4.1.3	12.1
4.4.3.3	12.1
4.4.3.5	12.3 et 12.4
4.4.3.7	12.4.4
4.5	13 et 14 et 15
5.2.2.2	41.6
5.5	18.2.3
6.1	19 et 19.2.2
7.1.2.1	38
7.2.4.1	27
7.2.8	43
8.2.2	41 à 41.2
8.2.2.2	41.3
8.2.3.2	41.5
10.3	50.4
12.1.1	35
14.2	45 à 48

19 - LISTE DES ANNEXES

19.1 - ANNEXE N°1 : MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE DE LA CLAUSE SOCIALE

19.2 - ANNEXE N°2 : EDIFLEX

19.3 - ANNEXE N°3 : DÉLAIS – PÉNALITÉS

19.3.1 - ANNEXE N°3B : NOTICE EXPLICATIVE DÉLAIS – PÉNALITÉS M14

19.4 - ANNEXE N°4 : LES SPÉCIFICATIONS DE PILOTAGE ET DE MANAGEMENT DE PROJET

19.5 - ANNEXE N°5 : FICHE MODIFICATIVE (TRANSMISE EN PHASE OFFRES)

19.6 - ANNEXE N°6 : LA CHARTE CHANTIER VERT (TRANSMISE EN PHASE OFFRES)